

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE
SUR
LE DROIT DE SUITE
EN MATIÈRE DE
PRIVILÈGES MOBILIERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Lundi 22 juillet 1901, à 2 heures

PAR

Félix MOISSENET

AVOCAT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ

LAURÉAT DU CONCOURS GÉNÉRAL DES FACULTÉS DE DROIT

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. TISSIER, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. DESSERTAUX, PROFESSEUR
 { M. ROUX, PROFESSEUR



DIJON
LIBRAIRIE L. VENOT

1, place d'Armes, 1

—
1901

ÉTUDE
SUR
LE DROIT DE SUITE
EN MATIÈRE DE
PRIVILÈGES MOBILIERS

ERRATA

- Page 5, note 3 *in fine*, au lieu de *Grundschild brief*, lire *Grundschuldbrief*.
- 6, note 6, ligne 1, *au lieu de* Cous., *lire* Cons.
 - 12, ligne 16, *au lieu de* munis, sur les meubles grevés, du privilège, *lire* munis, sur les meubles grevés du privilège.
 - 13, ligne 8, *au lieu de* les effets, *lire* ses effets.
 - 17, note 1, ligne 1, *au lieu de* Cous., *lire* Cons.
 - 27, lignes 4 et 5, *au lieu de* dans l'opinion, même la plus générale, *lire* dans l'opinion même, la plus générale.
 - 37, sect. III, ligne 4, *au lieu de* du débiteur d'une ou de plusieurs cautions, *lire* du débiteur, d'une ou de plusieurs cautions.
 - 46, note 1, *au lieu de* page 23-26, *lire* p. 34-36.
 - 55, note 1 *in fine*, *au lieu de* note 2, *lire* note 1.
 - 58, note 3 *in fine*, *au lieu de* note 1, *lire* p. 57, note 3.
 - 65, note 1, ligne pénult., *au lieu de* l'Ajou, *lire* l'Anjou.
 - 66, note 1, ligne antépénult., *au lieu de* V, p. 1°, 11, *lire* V, I, p. 11.
 - 66, note 1, ligne pénult., *au lieu de* zahlungsmittel, *lire* Zahlungsmittel.
 - 127, ligne 3, *au lieu de* 1°, *lire* 1°.
-

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTE DE DROIT

ÉTUDE
SUR
LE DROIT DE SUITE
EN MATIÈRE DE
PRIVILÈGES MOBILIERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Lundi 22 juillet 1901, à 2 heures

PAR

Félix MOISSENET

AVOCAT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ

LAURÉAT DU CONCOURS GÉNÉRAL DES FACULTÉS DE DROIT

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. TISSIER, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. DESSERTAUX, PROFESSEUR
M. ROUX, PROFESSEUR



DIJON
LIBRAIRIE L. VENOT

1, place d'Armes, 1

—
1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548208_0003

ÉTUDE

SUR

LE DROIT DE SUITE

EN MATIÈRE DE

PRIVILÈGES MOBILIERS

INTRODUCTION

Par suite de l'énorme développement de la fortune mobilière au cours du siècle dernier (1), en raison des défauts du régime hypothécaire établi par notre Code civil (2), en raison aussi du besoin toujours croissant de rapidité dans la conclusion et l'exécution des opérations commerciales, besoin qui tend à mobiliser dans son utilité économique le sol lui-même (3), le

(1) Il y a quelques années, les statisticiens estimaient à 200 milliards ou 210 au plus l'ensemble des fortunes françaises qui se répartissaient ainsi : 70 milliards pour les propriétés rurales, 40 ou 50, d'après quelques-uns, pour la propriété bâtie, 90 à 100 pour la fortune mobilière de toute nature. Voyez : *l'Économiste français*, 23 novembre 1896, p. 666, article de M. Paul Leroy-Beaulieu ; de Foville, la *France économique*, année 1887, p. 442 ; Léon Say, *Dictionnaire des finances*, v^e Richesse, ch. II, § 5.

(2) Serrigny, *Des vices de notre législation au point de vue du crédit foncier*. Revue étrangère et française de législation, t. XVII, 1850, p. 257 et s., p. 310 et s.; Dufoussat, *De l'hypothèque légale de la femme mariée*, thèse, Paris 1898 ; Planiol, *Traité de droit civil*, II, n^{os} 2656-2661, n^o 2669.

(3) Planiol, *op. cit.*, II, n^{os} 2670-2673 ; Estivant, *Etude sur la mobilisation de la propriété foncière dans l'act Torrens*, Paris 1899. Voyez dans les articles 1195, 932, 935 du Code civil allemand la mobilisation extrême du sol sous forme de dette foncière constituée au porteur (*Grundschild brief auf den Inhaber*).

Crédit réel mobilier et les questions de son organisation pratique prennent chaque jour une importance de plus en plus considérable. Sans parler des fictions d'immobilisation appliquées par le législateur à certains meubles, aux actions de la Banque de France par exemple (1), et qui permettent de les grever d'affectation hypothécaire, la multiplication des privilèges mobiliers (2), la réglementation du gage par dépôt dans les magasins généraux (3), la simplification des formalités et des procédures en matière de constitution et de réalisation du gage commercial (4), l'introduction de l'hypothèque maritime (5), la loi du 1^{er} mars 1898 sur le nantissement de fonds de commerce (6), celle du 18 juillet 1898 relative à l'hypothèque des récoltes (7), etc., sont autant d'exemples des applications toujours plus nombreuses du Crédit réel mobilier, en même temps que des solutions apportées sur des points particuliers à la question de son organisation.

Or, le problème du droit de suite en matière de privi-

(1) Décret du 16 janvier 1808, art. 7. Cf., pour l'immobilisation des actions du canal du Midi, le décret du 10 mars 1810, art. 13.

(2) Voyez l'énumération des privilèges mobiliers dans Aubry et Rau, 5^e édition, III, §§ 260 et 261, p. 206-277, § 263 bis, p. 297-345.

(3) Loi du 28 mai 1858 ; décret du 12 mars 1859.

(4) Art. 91-93 C. co. (loi du 23 mai 1863).

(5) Lois du 10 décembre 1874 et du 10 juillet 1885.

(6) Cous. sur la jurisprudence antérieure à la loi du 1^{er} mars 1898 : Cass., 13 mars 1888, *Sir.*, 88, 1, 302 ; la note de M. Wahl dans *Sir.*, 1897, 2, 89 ; le rapport de M. Thézard sur la loi du 1^{er} mars 1898, *J. off.*, Sénat, *Documents parlementaires*, février 1898, p. 809. *Adde* : Paris, 7 novembre 1898, *La Loi*, du 24 décembre 1898.

(7) Voyez, relativement à la loi sur les warrants agricoles : le rapport de M. Chastenot à la Chambre des députés, *J. off.*, Chambre, *Documents parlementaires*, 1897, session extraordinaire, p. 247 et s. ; voyez encore la discussion à la Chambre, le 31 mars 1898, MM. Jean Codet et Chastenot, rapporteurs, *J. off.*, Chambre, *Débats parlementaires*, 1898, session ordinaire, p. 1499-1501 ; Beudant, *Cours de Droit civil français*. Sûretés réelles et personnelles, I, n^{os} 168-185. Victor Emion, *Commentaire de la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles*, dans les *Lois nouvelles*, I^{re} partie, 15 janvier et 1^{er} février 1899.

lèges mobiliers, objet de la présente étude, se rattache intimement à cette expression de nécessités pratiques nouvelles en matière de Crédit. Le résoudre, c'est répondre partiellement à la question : à quelles personnes les privilèges mobiliers qui constituent le groupe principal des sûretés mobilières admises par la loi sont-ils opposables? Sans conteste, ils confèrent au minimum, sur le prix des objets grevés, un droit de préférence à l'encontre des créanciers chirographaires du débiteur. Mais les acquéreurs de droit réel sur les meubles affectés de privilèges, l'acquéreur de la propriété par exemple, peuvent-ils souffrir de leur exercice? L'affirmative résultera de la reconnaissance d'un droit de suite au profit des créanciers privilégiés sur les meubles, la négative, au contraire, du refus du droit de suite.

L'importance du problème du droit de suite en matière de privilèges mobiliers au point de vue de l'organisation du Crédit réel mobilier, les obscurités, les contradictions même de la doctrine sur ce sujet, nous ont fait penser qu'il pourrait être de quelque utilité, et qu'il ne serait pas sans intérêt d'en reprendre à nouveau l'examen.

Mais avant d'en aborder l'étude détaillée, il nous paraît nécessaire dans cette introduction de déterminer exactement les difficultés pratiques que, sous ce titre *du droit de suite en matière de privilèges mobiliers*, nous nous proposons de résoudre (I), — d'esquisser ensuite, en indiquant la théorie que nous soutiendrons, les divers systèmes doctrinaux sur la question (II).

I

Les privilèges mobiliers, au minimum opposables aux créanciers chirographaires du débiteur, le sont-ils aux acquéreurs de droits réels sur les meubles grevés, à l'acquéreur de la propriété par exemple : tel est disons-nous, le problème du droit de suite en matière de privilèges mobiliers. — Il apparaît immédiatement que sa discussion exige, au préalable, une double précision : l'une relative aux sûretés mobilières comprises sous cette dénomination, *privilèges mobiliers* ; l'autre aux divers *droits réels* dont le conflit avec les privilèges mobiliers fait naître la question de l'existence ou de l'absence du droit de suite en matière de privilèges mobiliers.

§ 1. — *Quels sont donc et tout d'abord les privilèges mobiliers ?* Ici nous devons rappeler le principe formulé par les articles 2093, 2094 C. civ. « Les biens du débiteur « sont le gage commun de ses créanciers ; et le prix s'en « distribue entre eux par contribution, à moins qu'il « n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de pré- « férence. Les causes légitimes de préférence sont les « privilèges et les hypothèques. » La liste des créanciers privilégiés sur les meubles de leur débiteur est limitativement arrêtée par le législateur ; il n'existe pas de privilège mobilier en dehors de textes formels et l'interprète ne peut suppléer au silence de ceux-ci (1).

Les privilèges mobiliers sont généraux ou spéciaux,

(1) Cf. Labbé : *Des privilèges spéciaux sur les créances*, dans *Rev. critique de législation et de jurisprudence*, 1876, nouvelle série, t. V, p. 571-590 et p. 665-694 ; voyez le résumé de la théorie de M. Labbé dans Planiol, *Traité de Droit civil*, II, p. 767.

consacrés par le Code civil, par le Code de commerce et par des lois ou textes législatifs particuliers. Pour leur énumération nous nous bornerons, du reste, à renvoyer aux divers ouvrages de droit civil et spécialement au *Cours de droit civil français* de MM. Aubry et Rau (5^{me} édit., III, §§ 260 et 261, p. 206-277, § 263 bis, p. 297-345).

Il est donc impossible de reconnaître l'existence d'un privilège mobilier général ou spécial au profit d'un créancier que la loi n'en déclare pas attributaire. Mais ce n'est pas violer ce principe que de réunir aux privilégiés mobiliers, pour l'étude du droit de suite, les créanciers hypothécaires sur certains meubles : ainsi les créanciers ayant hypothèque sur les navires (l. du 10 déc. 1874), sur des récoltes (l. du 18 juillet 1898), ainsi les créanciers hypothécaires ou privilégiés immobiliers dont le droit de gage s'étend aux meubles, immeubles par destination, et plus généralement aux valeurs mobilières (ex. : droit au paiement des loyers et fermages) accessoires de leur gage immobilier. Les créanciers hypothécaires sur les navires ne sont autre chose que des créanciers gagistes pour lesquels la possession matérielle de l'objet mobilier qui leur est affecté est remplacée par certaines formalités de publicité. Le créancier spécialement garanti sur récoltes, sans déplacement de celles-ci, est dans une situation analogue ; l'inscription de son droit sur les registres du greffe de la justice de paix supplée à l'occupation réelle que l'article 2076 C. civ. exige normalement du gagiste ; aussi bien, en fait, le porteur de warrant agricole est souvent qualifié de gagiste sans déplacement. Enfin, et sauf des différences importantes dans les voies d'exécution, le droit hypothécaire affectant les accessoires mobiliers d'un immeuble ne nous paraît être,

au point de vue du droit de suite, qu'un droit de gage mobilier sans déplacement; là encore, en principe du moins, des formalités de publicité tiennent lieu de la remise de la possession aux créanciers.

Sous le nom de *privilèges mobiliers*, nous entendrons donc, dans cette étude, les garanties mobilières ainsi désignées par la loi, en outre les hypothèques mobilières.

§ 2. — Mais *quels sont les droits dont le conflit avec ces privilèges mobiliers soulève le problème de droit de suite?* Dans quelles hypothèses pourra-t-on dire des privilèges mobiliers qu'ils engendrent un droit de suite ou n'en confèrent aucun? En d'autres termes, nous devons maintenant résoudre cette question: qu'est-ce que le droit de suite dont les privilégiés mobiliers jouissent peut-être?

Le droit de suite en matière de garanties de créances, spécialement en matière de privilèges mobiliers, ne se conçoit guère aujourd'hui que par opposition au droit de préférence. Il est un complément utile pour ce dernier et consiste dans l'exercice d'un privilège mobilier à l'encontre de certaines personnes que le seul droit de préférence ne pourrait atteindre. Le droit de préférence confère au créancier privilégié mobilier le droit, dans la distribution du prix des biens d'un débiteur, de se faire colloquer par préférence aux créanciers de celui-ci. Le droit de suite lui permet de faire rentrer dans le patrimoine de son débiteur, et en vue de l'exercice du droit de préférence, les biens qui en sont sortis, soit seulement juridiquement, soit juridiquement et matériellement. Ainsi, parmi les privilégiés mobiliers, le bailleur sur les meubles garnissant l'immeuble donné en location, jouit d'un droit de préférence et d'un droit de suite: il jouit

d'un droit de préférence puisque sur le prix des meubles garnissants il est payé par préférence à tous autres créanciers ; il est attributaire d'un droit de suite car il peut s'opposer au déplacement, par un tiers acquéreur, des meubles qui lui sont affectés ; il peut même saisir ces meubles après leur déplacement, entre les mains du tiers acquéreur (art. 2102-1^o C. civ.).

Si rigoureuse et si franche que paraisse, au premier aspect, la distinction du droit de préférence et du droit de suite, en fait, on ne s'accorde pas sur les hypothèses pratiques dans lesquelles les privilégiés mobiliers invoquent, pour arriver à la réalisation de leur garantie, le seul droit de préférence, sur celles où, au contraire, ils font valoir un droit de suite.

Ainsi, l'on devrait, semble-t-il, au moins considérer comme attributaire d'un droit de suite le créancier privilégié, exemple : le vendeur d'objets mobiliers non payé, admis à faire valoir son privilège à l'encontre d'un sous-acquéreur de la propriété. Que ce dernier ait pris possession ou non, la propriété lui a été transmise dans ses rapports avec l'aliénateur *solo consensu* ; elle n'appartient plus à l'acheteur primitif ; elle est sortie juridiquement du patrimoine de ce dernier et ne peut y rentrer que par l'effet d'un droit de suite appartenant au premier vendeur non payé. MM. Aubry et Rau considèrent, en effet, que reconnaître au vendeur de meubles non payé le droit d'exercer son privilège au préjudice d'un tiers acquéreur, possesseur ou non, serait l'investir d'un véritable droit de suite (1). Mais l'exactitude de cette terminologie est contestée par M. Baudry-Lacantinerie : est-il bien exact, remarque cet auteur, « de considérer

(1) Aubry et Rau, *Cours de Droit civil français*, 5^e édition, III, § 256, p. 186, texte et note 2.

« comme exerçant un droit de suite le vendeur qui fait
 « valoir son privilège sur la chose vendue au préjudice
 « d'un second acquéreur, non encore mis en possession ?
 « Nous ne le croyons pas. Exercer le droit de suite, c'est
 « suivre son gage entre les mains d'un tiers détenteur :
 « ce qui suppose que le gage est sorti des mains du
 « débiteur.(1).»

Et ces divergences sont susceptibles de se reproduire lorsque le privilège du vendeur, que nous prenons toujours comme exemple, se trouve en opposition avec le droit réel principal d'un acquéreur d'usufruit ou de droit d'usage mobiliers.

Elles s'accusent, de nouveau, lorsqu'il s'agit de qualifier le droit que possède le vendeur non payé de réclamer son paiement par préférence aux créanciers de l'acheteur, munis, sur les meubles grevés, du privilège d'une garantie spéciale : par préférence à un gagiste, un créancier rétentionnaire, aux créanciers hypothécaires ou privilégiés immobiliers dont le droit s'étend aux accessoires mobiliers de leur gage principal. C'est là pour MM. Aubry et Rau un droit de suite (2) ; MM. Baudry-Lacantinerie et de Loynes, Beudant, Colmet de Santerre paraissent admettre qu'il n'y a là qu'un droit de préférence (3).

Pour l'étude de notre sujet il est cependant nécessaire d'être fixé sur la distinction à établir entre le droit de préférence et le droit de suite. Qu'est-ce donc que le droit de préférence par opposition au droit de suite et le droit de suite par opposition au droit de préférence ?

(1) Baudry-Lacantinerie, *Précis de Droit civil*, III, n° 1117.

(2) Aubry et Rau, *op. cit.*, 5^e édition, III, p. 185-187, § 256, texte et note 2.

(3) Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *Traité de Droit civil*, Privilèges et hypothèques, I, n° 275. Rapprochez cependant du n° 275 précité le n° 277. — Beudant, *op. cit.*, Sûretés personnelles et réelles, I, n° 262, 264, 265, cf. n° 263. — Colmet de Santerre, *Cours analytique de Code civil*, IX, n° 6 bis 1, 75 bis 1.

A cette question nous répondons immédiatement en affirmant l'impossibilité de distinguer les concepts juridiques correspondant aux expressions : droit de préférence, droit de suite. Sans doute on peut bien dire que le droit de préférence consistera dans l'exercice d'une garantie, ici d'un privilège mobilier, à l'encontre des ayants cause personnels du débiteur; que le droit de suite sortira les effets au préjudice des ayants cause, acquéreurs de droit réel. Mais quels sont les ayants cause personnels ? Quels sont les acquéreurs de droits réels ? Le droit de rétention est-il un droit réel ? Les privilèges mobiliers sont-ils des sûretés réelles ou des garanties personnelles ? Parmi eux ne convient-il pas de distinguer les privilèges mobiliers généraux et les privilèges spéciaux ? Une sous-distinction ne s'impose-t-elle pas pour les privilèges mobiliers spéciaux dont les uns seraient des droits réels, d'autres des sûretés personnelles ? Tous ces points devraient être fixés avant de parvenir à la distinction des droits de préférence et de suite.

Aussi bien, les expressions : droit de préférence, droit de suite n'ont pas eu jusqu'ici de sens technique bien défini. Dans notre ancien droit, la maxime « *Meubles n'ont pas de suite par hypothèque* » était employée en ce sens que les possesseurs de meubles ne pouvaient être inquiétés par les créanciers de leur auteur (1); mais elle signifiait aussi que sur le prix des meubles d'un débiteur tous les créanciers concourent et viennent au prorata du

(1) *Coutumes d'Anjou et du Maine* (Beaumonts-Beaupré, III, n° 324). Boyer, *Commentar. in consuetud. Bituric.*, tit. de consuetud. hypothecae, § 2. Cujas, *Opera*, in tit. de pign., ad leg. 9. C. Ant. Fontanon, *La pratique de Masuer*, tit. XXX. Guillaume Terrien, *Commentaire du droit civil tant public que privé observé au pays de Normandie*, liv. VIII, ch. 1, c.) suite de meubles. Domat, *Les lois civiles dans leur ordre naturel*, liv. III, tit. I, sect 3, n° 2. Loysel, *Institutes coutumières*, 487.

montant de leurs créances (1). *Suite* était donc synonyme de *préférence* ; le droit de préférence sur les créanciers chirographaires d'un débiteur était un élément essentiel d'un droit plus général : le droit de suite.

Les Travaux préparatoires du Code civil nous offrent la même diversité d'acceptions du mot « *suite* ». La « *suite* » par hypothèque, par privilège, c'est d'abord l'exercice de l'hypothèque, du privilège à l'encontre d'acquéreurs de la propriété ou de la possession des biens grevés ; c'est, en outre, la préférence sur les créanciers chirographaires des créanciers hypothécaires et privilégiés du même débiteur. Nous en trouvons la preuve positive et matérielle dans un passage du rapport de Grenier au Tribunat sur le Titre *Des privilèges et hypothèques*. Lorsqu'une créance, dit Grenier, « forme le prix de la vente faite au débiteur d'un objet « qui existe en nature, ou que la chose ne doit son « existence ou sa conservation qu'aux avances faites par « le créancier, la créance sur cet objet est naturelle- « ment privilégiée ; elle donne au créancier un droit de « suite sur la chose puisque sans l'existence de la « créance elle n'aurait pu devenir le gage de personne, « ou elle n'aurait offert qu'un gage de bien moindre « valeur (2). » Le droit de suite dont il est ici question, c'est la survie d'une garantie particulière au dessaisissement du privilégié ; c'est la faculté pour ce dernier d'opposer son privilège — à son débiteur, — aux créan-

(1) Chasseneutz, *Consuetudines ducatus Burgundiae*, Rubr. V, § 3. Guy Coquille, *Coutume de Nivernais*, exécutions, criées, subhastations, art. 14. Brodeau, *Commentaire sur la coutume de Paris*, tit. II, art. 170. Basnage, *Traité des hypothèques*, ch. IX. Duplessis, *Commentaire sur la coutume de Paris*, traité XV, liv. I, art. 170. Pothier, *Coutume d'Orléans* sur l'article 447. (Bugnet, I, p. 682.)

(2) *Rapport de Grenier au Tribunat*, le 26 ventôse an XII, Locré XVI, p. 383, n° 17.

ciers chirographaires de celui-ci (et peut-être aux acquéreurs de droits réels sur le même objet) ; c'est le droit que, dans la doctrine actuelle, on désigne sous le nom de droit de préférence.

La confusion des notions de *suite* et de *préférence*, obstacle invincible à la détermination du contenu théorique des droits de suite et de préférence, subsiste.

Le Code civil, à notre avis, n'a pas résolu la difficulté de la distinction. Sans doute, la locution *droit de préférence* sera plus généralement employée, lorsqu'il s'agira de déterminer les droits respectifs des divers créanciers d'un même débiteur (arg. art. 2092-2094) ; l'expression *droit de suite* lorsque les droits des créanciers hypothécaires ou privilégiés s'opposeront à ceux des détenteurs des biens grevés (art. 2166) ; toute obscurité n'a cependant pas disparu. — Comment se fait-il, par exemple, que le privilège, droit de préférence par définition et dès lors par nature (art. 2095), produise parfois les mêmes effets pratiques que l'hypothèque, droit réel (art. 2114) ; et portant sur un immeuble, qu'il le suive en quelques mains qu'il passe (art. 2166) ? Un droit de préférence est-il, lui aussi, un droit réel et *sa nature de droit de préférence* implique-t-elle sa réalisation, non seulement à l'encontre de créanciers d'un même auteur, mais encore au préjudice des détenteurs des biens objets de privilèges ?

La *suite*, aux termes de la rubrique du chapitre VI (livre III, tit. XVIII), des articles 2166 et suivants, n'existerait qu'à l'encontre des tiers détenteurs. Opposer victorieusement un droit de privilège d'hypothèque à l'acquéreur de la propriété non en possession réelle ne serait donc pas exercer un droit de suite. Ce n'est pas davantage la réalisation d'un droit de préférence et voici que

de nouveau reparait l'impossibilité de séparer nettement le droit de suite du droit de préférence.

La distinction ne peut, en effet, être établie comme distinction juridique. En réalité, il n'existe pas de droit de préférence, il n'existe pas de droit de suite. Il y a des droits de suite, des droits de préférence; des conflits de droits naissant de leur exercice et des prédominances de droits. Préférer, dans les continuelles oppositions de droits qui naissent de la complexité des rapports juridiques, l'un des termes de l'opposition, c'est, sans doute, constituer un droit de préférence; mais c'est aussi reconnaître l'existence d'un droit de suite. Il y a *suite* parce que la prédominance d'un droit sur l'autre n'est que la mise en jeu des forces internes qui le composent, n'est que la réalisation du droit lui-même et la *poursuite* des avantages qu'il est susceptible de conférer. En sens inverse, décider que le droit qui affecte une chose la suit en quelques mains qu'elle passe, c'est affirmer la prédominance de l'affectation antérieure sur tous les droits nés postérieurement, la *préférence* de l'une aux autres.

Droit de préférence, droit de suite ne correspondent donc historiquement ni rationnellement à des notions juridiques distinctes. De là ces deux conséquences :

1^o Dans la question du droit de suite en matière de privilèges mobiliers plus qu'en toute autre, il faut se mettre en garde contre les abus du mot *suite*, contre les conclusions exagérées que l'on pourrait tirer des textes qui le contiennent; de ces textes (ex. 2119 C. civ.) l'on ne peut rien conclure pour ou contre l'existence du droit de suite s'ils ne précisent eux-mêmes l'acception du mot *suite* qu'on y rencontre.

2^o Ce n'est que par une énumération des hypothèses

pratiques que nous nous proposons d'examiner, non par une définition du droit de suite, que nous fixerons le sens et la portée de cette question : le droit de suite existe-t-il au profit des créanciers privilégiés sur les meubles ?

Or, si le droit de suite peut être réuni au droit de préférence dans un même concept juridique, en fait, lorsque l'on pose aujourd'hui la question du droit de suite en matière de privilèges mobiliers, on se demande si ces garanties mobilières sont opposables aux acquéreurs de droits d'un caractère réel assez nettement marqué. Sur la distinction des droits réels et personnels on ne s'entend, du reste, pas davantage que sur celle des droits de préférence et de suite. Pour nous, tenant compte de la terminologie moderne, mais sans vouloir entrer dans la discussion de la nature propre des droits réels et des droits personnels (1), nous indiquerons que le caractère réel sera par nous reconnu aux droits réels principaux de propriété, usufruit, usage existant sur un meuble, indépendamment même du fait de la possession, — à la possession, au droit de rétention, — aux droits réels d'hypothèque, privilèges immobiliers affectant les accessoires mobiliers d'un gage immobilier.

Nous ne considérons pas, *a priori*, les privilèges mobiliers comme des droits réels : leur caractère de sûretés réelles ou personnelles doit, en effet, résulter de la solution que nous donnerons au problème du droit de suite. Mais certains d'entre eux peuvent rentrer dans l'énumération précédente : car, au nombre des possesseurs dont le droit s'oppose à celui des privilégiés mobi-

(1) Cous. sur la distinction des droits réels et personnels. Kant, *Métaphysique du Droit*, trad. Tissot, p. 83 et s. ; trad. Barni, p. 88 et s. Gény, *Méthode d'interprétation et sources en Droit privé positif*, p. 123-126. Planiol, *op. cit.*, I, p. 297-303, n° 761-770.

liers, nous comptons tout créancier simple rétentionnaire et tout privilégié mobilier général ou spécial nanti de meubles grevés de privilège.

§ 3. — Dans les conflits de droit que suppose la question du droit de suite en matière de privilèges mobiliers nous connaissons maintenant les deux termes de l'opposition : les privilèges mobiliers, les droits antagonistes ; nous pouvons dès lors énoncer le problème que dans le présent travail nous nous proposons de discuter et de résoudre. Et nous le ferons ainsi : *les privilèges mobiliers sont-ils opposables aux ayants cause du débiteur acquéreurs, postérieurement à la naissance du privilège ou de la créance privilégiée, et sur les meubles objets du privilège, de droits de propriété, usufruit, usage, possession (ou rétention), hypothèque ou privilège immobiliers.*

De l'examen de la question du droit de suite en matière de privilèges mobiliers ainsi posée il faut écarter, en principe, l'étude des moyens de droit que les articles 1166, 1167 du Code civil mettent à la disposition de tous créanciers pour faire valoir les droits et actions de leur débiteur, ou faire tomber les actes accomplis à leur préjudice.

Il faut, d'autre part, supposer résolues toutes questions d'existence (1) et de preuve des privilèges, de preuve aussi de l'identité des meubles affectés.

(1) Toutes questions d'existence des privilèges mobiliers sont exclues de notre étude. Ainsi l'article 2076 C. civ. exige pour la constitution et le maintien du privilège du gagiste la mise en possession du créancier ou d'un tiers convenu entre les parties. Comment cette condition sera-t-elle réalisée par exemple en matière de nantissement de fonds de commerce, de navires, etc. ? L'article 2102-1° C. civ. accorde au bailleur d'immeubles un privilège spécial sur les meubles garnissants apportés par le locataire. Que faut-il entendre par meubles garnissants ? Le même article 2102-1°, al. 4, reconnaît l'existence d'un privilège mobilier spécial au profit des créanciers pour frais de

Enfin, le problème du droit de suite ne doit pas être compliqué des difficultés s'élevant à l'occasion soit de l'insaisissabilité des meubles sur lesquels un créancier prétend exercer un privilège (1), soit surtout de l'application de la théorie de la *versio in rem*. Il faut très nettement séparer, disons-nous, la théorie du droit de suite en matière de privilèges mobiliers de celle, toute différente, de la *versio in rem*, du remboursement des impenses faites par un tiers sur les meubles affectés de privilège. Un privilégié mobilier, tel le bailleur, peut jouir d'un droit de suite complet (art. 2102-1^{er}, al. 5), ne pas réussir cependant dans sa revendication, s'il ne veut indemniser le défendeur, un conservateur en possession par exemple, des impenses dont ce dernier peut exiger le remboursement : c'est ici le jeu combiné des principes relatifs au droit de suite, d'une part, à la *versio in rem*, d'autre part. Nous supposerons toujours, au cours de nos explications sur le droit de suite en matière de privilèges mobiliers, une hypothèse simple d'exercice d'un privilège, non compliquée d'une *versio in rem* au profit du créancier privilégié.

II

§ 1. A la question, telle que nous l'avons formulée et précisée, de savoir si les privilèges mobiliers sont opposables aux acquéreurs de droits de propriété, usufruit, usage, possession, hypothèque ou privilège immobiliers,

récolte. Les frais de récolte, quels sont-ils ? Ces questions et toutes autres semblables doivent être résolues préalablement à la discussion du problème du droit de suite en matière de privilèges mobiliers.

(1) Sur les objets insaisissables, voyez : Garsonnet, *Traité de procédure civile*, III, p. 509-562, § 543-553.

sur les meubles grevés, les auteurs ont fort diversement répondu. — D'après les uns (1), sous cette dénomination commune *privilèges*, sont aujourd'hui réunies des choses très dissemblables au point de vue juridique : il est dès lors impossible, dit-on, de donner des privilèges une théorie qui se tienne et qui ait de l'unité ; spécialement, il n'existe pas de principes généraux applicables dans la question du droit de suite à tous les privilèges mobiliers, ni même seulement à tous les privilèges mobiliers spéciaux. — D'après d'autres (2), les privilèges mobiliers généraux ou spéciaux sont des droits personnels ; or, le problème du droit de suite met les privilèges mobiliers en présence d'attributaires de droits plus ou moins réels ; les privilèges mobiliers ne peuvent donc conférer un droit de suite quelconque. — Les privilèges mobiliers sont des droits réels : telle est l'idée générale d'un troisième système (3) ; ils emportent avec eux le droit de suivre les meubles affectés en quelques mains qu'ils passent. Cependant, le droit de suite ne peut avoir pour objet que des corps certains : il n'appartiendra pas aux privilégiés mobiliers généraux. Le droit de suite, d'autre part, trouve un obstacle à son exercice par les privilégiés mobiliers spéciaux dans l'article 2279 du Code civil : les possesseurs de bonne foi sont à l'abri de toute éviction du chef des créanciers privilégiés mobiliers même spéciaux.

Nous ne nous sommes arrêtés à aucune de ces théories.

§ 2. — D'après nous, en effet, les privilèges mobiliers généraux ont une nature propre, différente de celle des

(1) Planiol, II, n^{os} 2543-2548, 2586-2600, 2439, 2521, 2618, 2619.

(2) Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 256, texte et note 2, § 256 bis, p. 194, al. 2, texte et note 20.

(3) Beudant, *Sûretés personnelles et réelles*, I, n^{os} 262, 265.

privilèges mobiliers généraux ; mais, cette distinction faite, et pour la solution du problème du droit de suite, c'est un même principe qui doit s'appliquer à tous les privilèges mobiliers généraux ; c'est un même principe qui doit régir tous les privilèges mobiliers spéciaux. Nous répudions ainsi la doctrine suivant laquelle il n'existerait aucune règle juridique générale dans la question du droit de suite en matière de privilèges mobiliers.

Nous pensons, du reste, pouvoir démontrer que les privilèges mobiliers généraux ne peuvent conférer un droit de suite quelconque ; que celui-ci est, au contraire, l'attribut normal des privilèges mobiliers spéciaux. Nous contestons ainsi le bien-fondé de la seconde des théories sus-indiquées.

Le droit de suite que nous reconnaissons au profit des privilégiés mobiliers spéciaux ne doit pas s'exercer sans restriction ; l'obstacle à son exercice ne réside pas toutefois dans l'article 2279 C. civ., mais dans l'application d'une théorie sur les renonciations expresses ou tacites, tant au privilège qu'au droit de suite seulement. Nous écartons ainsi le troisième et dernier système rencontré dans la doctrine.

Les privilégiés mobiliers généraux ne peuvent se prévaloir d'un droit de suite quelconque ; les privilégiés mobiliers spéciaux peuvent poursuivre leur gage en quelques mains qu'il passe, à moins qu'ils n'aient renoncé expressément ou tacitement à leur droit : telle est la théorie que nous soutiendrons dans la question du droit de suite en matière de privilèges mobiliers.

Nous avons cru en trouver la première application en droit romain.

Nous chercherons à prouver qu'elle forme le fond de

toutes les décisions de notre ancien droit sur la *suite* en matière de privilèges mobiliers.

Nous l'étudierons enfin sous le régime actuel du Code civil.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

DROIT ROMAIN — ANCIEN DROIT

CHAPITRE PREMIER

Droit romain

Sous des noms différents peuvent exister en Droit romain et dans notre législation actuelle, des garanties mobilières d'une même nature juridique, pour lesquelles doivent, *a priori*, prévaloir, dans la question du droit de suite, des solutions identiques. Les garanties mobilières du Droit romain, équivalents de nos privilèges mobiliers par leur nature juridique et non seulement par la terminologie, sont celles dont nous devons considérer les effets au point de vue du droit de suite.

Dans une première section de ce chapitre, nous chercherons à déterminer les équivalents juridiques de nos privilèges mobiliers en Droit romain classique.

Nous exposerons et discuterons ensuite, dans deux sections distinctes, le système romain sur le droit de suite en matière de garanties mobilières, *équivalents juridiques* des privilèges mobiliers de notre droit et spécialement du Code civil.

SECTION I

Les privilèges mobiliers du droit actuel en Droit romain

Les privilèges mobiliers du Code civil sont généraux ou spéciaux ; le vendeur sans terme d'objets mobiliers non payés possède, en outre, pendant huit jours, le droit de revendiquer la possession des meubles non payés. Nous savons enfin que les hypothèques mobilières, telles les hypothèques sur navires, récoltes, accessoires mobiliers d'un immeuble, doivent être comptées au nombre des privilèges spéciaux.

Nous trouvons également à Rome des privilèges généraux sur les meubles et les immeubles (*privilegia inter personales actiones*) parmi lesquels le privilège pour frais funéraires, reconnu dans l'article 2101 C. civ. (1). — L'action en revendication du vendeur sans terme non

(1) Dans le droit classique sont privilégiés à raison de leur qualité : 1° les femmes sur les biens de leur mari pour la reprise de leur dot (l. 12 pr., C., *Qui pot.*, VIII, 18); 2° les pupilles, les mineurs de vingt-cinq ans, les fous et les prodigues, sur les biens de leurs tuteurs ou curateurs, pour le compte que ces derniers leur doivent (l. 19, § 1; ll. 20-24 pr., Dig., *De reb. auct. jud.*, XLII, 5); 3° le fisc, dans tous les cas où il n'a pas d'hypothèque (l. 10, § 2, Dig., *De pact.*, II, 14); 4° les cités (l. 38, § 1, Dig., *De reb. auct. jud.*, XLII, 5; l. 9, C., *De jur. dot.*, V, 12).

Sont privilégiés à raison de la cause de leur créance : 1° celui qui a prêté, soit pour la reconstruction d'une maison, soit pour la construction, l'achat ou l'équipement d'un navire (l. 24, § 1; l. 26, Dig., *De reb. auct. jud.*, XLII, 5); 2° celui qui a déposé de l'argent chez un banquier ou un changeur lorsque ce dépôt n'est pas productif d'intérêts (l. 7, § 2, Dig., *Depos.*, XVI, 3; l. 24, § 2, Dig., *De reb. auct. jud.*, XLII, 5); 3° celui qui a avancé des frais funéraires que le patrimoine vendu doit supporter (l. 17 pr. Dig., *De reb. auct. jud.*, XLII, 5).

Le prêt fait en vue de la reconstruction d'une maison confère-t-il au prêteur un *privilegium* ou une garantie spéciale sur la maison reconstruite? Sur cette question : l. 24, § 1, Dig., *De reb. auct., jud.*, XLII, 5; l. 1, Dig., *In quib. caus.*, XX, 2; Accarias, *Précis de droit romain*, 4^e édit., I, p. 754, al. 3 et note 3;

payé est admise sans restriction théorique, en principe sans limite de temps (1). — L'hypothèque romaine peut affecter toutes choses susceptibles d'être vendues (2), les meubles, par conséquent, comme les immeubles. — Les privilèges spéciaux du Code civil existent eux-mêmes en droit romain sous le nom d'hypothèques (expresses ou tacites, simples ou privilégiées). Le gage engendre l'action hypothécaire (3); le privilège actuel du bailleur, celui de l'aubergiste, sont des hypothèques tacites (4); les privilèges du conservateur, du voiturier (5), dans une opinion assez généralement répandue, des hypothèques expresses; le vendeur avec terme peut se réserver la propriété des meubles non payés (6) ou prendre sur ceux-ci hypothèque expresse (7).

Or, on doit, à notre avis, admettre l'équivalence juridique des *privilegia inter personales actiones* et des privilèges mobiliers généraux de notre droit; de l'action *in rem* du vendeur sans terme non payé et de l'action revendicatoire de l'article 2102-4°, al. 2; des hypothèques mobilières romaines et de nos privilèges spéciaux.

Dernburg, *Pfandrecht*, Leipzig, 1860-1864, I, p. 314-320; Jourdan, *L'hypothèque*, p. 405, 406; cf. Planiol, *op. cit.*, II, n° 2590, 2591.

Voyez relativement au privilège pour dépôt d'argent chez un banquier, un changeur : Cruchon, *De argentariis*. Thèse, Paris 1878, p. 180 et s.; Deloume, *Les manieurs d'argent à Rome*, p. 200.

(1) § 41, Inst., *De rer. divis.*, II, 1; l. 3, C., *De pact. int. empt.*, IV, 54.

(2) L. 9, § 1, Dig., *De pign. et hyp.*, XX, 1 : *Quod emptionem venditionemque recipit, etiam pignorationem recipere potest.*

(3) L. 5, § 1, Dig., *De pign. et hyp.*, XX, 1 : *Inter pignus autem et hypothecam tantum nominis sonus differt.*

(4) LL. 2 et 3; l. 4 pr., Dig., *In quib. caus.*, XX, 2.

(5) LL. 5 et 6, Dig., *Qui pot.*, XX, 4. Sur le caractère d'hypothèques expresses : l. 7, C., *Qui pot.*, VIII, 18; l. 1, Dig., *In quib. caus.*, XX, 2; Dernburg, *op. cit.*, II, § 152, p. 434 et 435; Maynz, *Éléments de Droit romain*, 4^e édit., § 163; Pellat, *Traduction du livre XX et du titre 7 du livre XIII des Pandectes*, § 18, p. 98; Vangerow, *Pandekten*, § 386, Anm. 1, Nr. 2; Windscheid, *Pandekten*, § 246-3°, texte et note 6-4°.

(6) L. 20, § 2, Dig., *Loc.*, XIX, 2; l. 20, Dig., *De prec.*, XLIII, 26.

(7) L. 1, § 4, Dig., *De reb. eorum*, XXVII, 9.

Cette équivalence n'est pas contestée pour les *privilegia inter personales actiones* et les privilèges mobiliers généraux de notre législation : l'objet de toutes ces garanties est identique, c'est le patrimoine entier du débiteur ; le prélèvement d'une certaine somme sur le prix de vente de ce patrimoine constitue, d'autre part, le mode normal et commun de leur réalisation (1). On étendra donc sans hésitation les décisions du droit romain relatives au droit de suite en matière de *privilegia inter personales actiones* aux privilèges mobiliers généraux du Code civil.

Mais il faut aussi rapprocher et confondre dans une même notion juridique : action *in rem* et action revendicatoire (art. 2102-4°, al. 2) du vendeur sans terme non payé d'une part, hypothèque mobilière et privilège mobilier spécial d'autre part.

L'action revendicatoire de l'article 2102-4°, al. 2, est susceptible d'être expliquée par le maintien de la propriété sur la tête du vendeur de meubles tant qu'il n'est pas payé (2) : aucune différence théorique ne la sépare alors de l'action *in rem* accordée par le droit romain au vendeur sans terme non payé comme à un véritable propriétaire. A Rome, du reste, l'action *in rem* reconnue au vendeur sans terme présentait une physionomie toute spéciale ; elle devait surtout lui permettre d'invoquer à l'encontre de l'acheteur l'*exceptio non adimpleti contractus* ; la revendication ne dissolvait pas les liens obligatoires nés de la formation du contrat de vente ; l'acheteur pouvait, malgré la revendication exercée contre lui, agir *ex empto* contre son vendeur en offrant de payer le prix convenu ; l'action *in rem* délivrée au

(1) Planiol, *op. cit.*, II, n° 2544, 2547.

(2) Planiol, II, n° 1607.

vendeur réputé propriétaire jusqu'au paiement n'avait ainsi, en quelque sorte pour objet que le seul droit de rétention ; elle ne diffère donc pas juridiquement de l'action revendicatoire du Code civil dans l'opinion, même la plus générale, qui ne voit en celle-ci qu'une revendication du droit de rétention (1).

L'équivalence juridique des privilèges mobiliers spéciaux de notre droit et des hypothèques mobilières romaines ne nous paraît pas moins certaine.

Nous ne croyons pas tout d'abord que l'équivalence juridique, spécialement au point de vue du droit de suite, de l'hypothèque moderne et de l'hypothèque romaine, puisse être contestée (2). Mais d'autre part, si l'on tente aujourd'hui l'analyse des notions de *privilège*, d'*hypothèque* ; si l'on recherche, sous leur opposition terminologique, l'élément, le caractère juridiques qui les distinguent, on arrive à cette conclusion : la diversité d'appellation n'implique pas, *a priori*, de différence théorique entre les garanties consacrées par la loi sous le nom de *privilèges*, et celles que les textes dénomment *hypothèques* ; car elles sont toutes essentiellement des causes légitimes de préférence sur des biens affectés à l'acquittement des obligations. *En matière immobilière*, les hypothèques sont parfois de véritables privilèges lorsqu'elles existent tacitement par la seule force de la loi : telles sont les hypothèques légales des légataires des mineurs et interdits, des femmes mariées, de l'Etat, des communes, des établissements publics ; telle est aussi l'hypothèque judiciaire. Inversement, les privilèges

(1) Accarias, *Précis de Droit romain*, 4^e édit., I, n° 230 in fine, p. 584. Girard, *Manuel él. de dr. rom.*, 2^e édit., p. 703, note 3.

(2) Cf. sur la nature de l'hypothèque moderne : Sohm *Ueber die Natur und Geschichte der modernen Hypothek* dans *Zeitschr. f. d. Privat und öffentl. Recht der Gegenwart*, 1878, V, 1, p. 1-37.

immobiliers ne sont autre chose que des hypothèques tacites préférables aux hypothèques conventionnelle, légale ou judiciaire. *En matière mobilière*, si les privilèges mobiliers généraux ne peuvent être assimilés à des hypothèques, garanties en principe spéciales, et qui jamais surtout n'affectent l'ensemble des meubles et des immeubles d'un débiteur, nous avons déjà constaté l'impossibilité de séparer dans notre étude du droit de suite les hypothèques mobilières des privilèges mobiliers spéciaux. Les hypothèques mobilières répondent à la notion juridique de gage sans déplacement; le gage lui-même ne peut être, *a priori*, d'une autre nature théorique que les privilèges mobiliers spéciaux énumérés avec lui dans l'article 2102 C. civ.; de ces derniers enfin, il est rationnel de rapprocher les privilèges mobiliers spéciaux établis par le Code de commerce et par des lois spéciales. Par leur nature juridique, les privilèges mobiliers spéciaux ne diffèrent donc pas des hypothèques mobilières de notre droit. Mais les hypothèques mobilières admises par notre législation moderne ne peuvent elles-mêmes être opposées aux hypothèques mobilières romaines: nous admettrons donc l'équivalence juridique des privilèges mobiliers spéciaux du droit moderne et des hypothèques mobilières romaines.

On objectera, peut-être, que l'hypothèque mobilière étant exclue de notre législation par les articles 2118, 2119 du Code civil, il est impossible d'assimiler, sauf texte formel, les privilèges mobiliers spéciaux à des hypothèques mobilières.

Nous observons tout d'abord que sous un régime aussi rigoureusement prohibitif de l'hypothèque mobilière que le régime actuel du Code civil, dans notre ancien droit, les privilèges mobiliers spéciaux recevaient par-

fois la qualification d'hypothèque. Il en était ainsi non seulement pour les privilèges de gagiste et de bailleur, mais encore pour les garanties spéciales de l'aubergiste par exemple et même du vendeur (1). Cette imprécision de langage de nos anciens auteurs est précisément un indice en même temps qu'une preuve de la communauté de nature juridique des privilèges mobiliers spéciaux et des hypothèques mobilières.

Du reste, a-t-on bien défini la portée des articles 2118, 2119 C. civ. comme *textes prohibitifs de l'hypothèque mobilière* ; ne visent-ils pas uniquement l'hypothèque purement conventionnelle, correspondant à ce que nous appellerions aujourd'hui le gage sans déplacement ? S'il en est ainsi et nous ne pensons pas que les textes justifient une interprétation différente, les privilèges mobiliers spéciaux, garanties *légales*, peuvent légitimement être considérés comme des *hypothèques mobilières, tacites* et privilégiées.

Les *privilegia inter personales actiones* du droit romain forment l'équivalent juridique des privilèges mobiliers généraux du Code civil, l'action *in rem* du vendeur sans terme non payé correspond juridiquement à l'action revendicatoire de l'article 2102-4°, al. 2, les hypothèques mobilières aux hypothèques et privilèges mobiliers spéciaux (art. 2102, textes spéciaux). Le système romain du droit de suite, en matière de garanties mobilières équivalents juridiques de nos privilèges mobiliers, doit donc être établi pour les *privilegia inter personales actiones*,

(1) Brodeau, *Commentaire sur la coutume de Paris*, sur les articles 171 (hypothèque du bailleur), 175 (hypoth. de l'aubergiste), 177 (hypoth. du vendeur). Pothier, *Introd. au tit. XX de la coutume d'Orléans* (Bugnet, I, p. 637, 2°), sur l'article 458 de la coutume d'Orléans (Bugnet, I, p. 686). — Cf. Taisand, *Commentaire sur la coutume de Bourgogne*, tit. V, art. IV, note 19. Olivier Estienne : le privilège du vendeur est un « *gage essentiel au contrat* » (*Nouveau traité des hypothèques*, 1 Partie, tit. II, chap. 4).

l'action *in rem* du vendeur sans terme d'objets mobiliers non payés, les hypothèques mobilières.

SECTION II

Solutions romaines dans la question du droit de suite en matière d'équivalents juridiques des privilèges mobiliers du droit actuel.

§ 1. — Les *privilegia inter personales actiones* sortent leurs effets dans la *venditio bonorum*, ou dans la procédure d'exécution de date plus récente de la *distractio bonorum*. Les privilégiés *inter personales actiones* jouissent d'un droit de préférence sur les sommes dues par le *bonorum emptor* dans la *venditio bonorum*, sur celles recueillies par le *curator bonorum*, au cas de *distractio bonorum* (1). Mais ce droit de préférence sur la masse des valeurs dues ou recueillies constitue toute leur garantie (2). — En dehors des hypothèses où l'action paulienne peut être exercée, ils ne peuvent inquiéter les acquéreurs, spécialement les acquéreurs de biens meubles appartenant à leur débiteur. — Les créanciers hypothécaires sur les choses, meubles ou immeubles, qui leur sont affectées, sont payés par préférence aux privilégiés *inter personales actiones*. — Dans la *venditio bonorum*, voie d'exécution sur les biens normale à l'époque classique, le *bonorum emptor* succède à tous droits et obligations du

(1) Accarias, *Précis de Droit romain*, 4^e édit., I, n° 290, p. 753, 2°, texte et note; Girard, *Manuel él. de Dr. rom.*, 2^e édit., p. 1015-1017; Tambour, *Des voies d'exécution*, p. 210-220, 239-244.

(2) L. 74, Dig., *De jur. dot.*, XXIII, 3 : « *Privilegium inter personales actiones vertitur* »; — l. 9, C., *Qui pot.*, VIII, 18 : *Eos qui acceperunt pignora, cum in rem actionem habeant, privilegiis omnibus quæ personalibus actionibus competunt, præferri constat.*

débiteur (1) ; il doit respecter tous les droits existant à l'encontre de celui-ci et, par exemple, les simples droits de rétention. Cette obligation lui fera réduire le montant de ses offres, c'est-à-dire de la somme sur laquelle les privilégiés doivent exercer leur droit de préférence ; les *privilegia inter personales actiones* ne peuvent donc être invoqués au préjudice d'un créancier simple rétentionnaire. Cette solution ne semble même pas avoir été écartée dans la procédure de *distractio bonorum* : l'innovation aurait seulement consisté à supprimer la nécessité de la vente en bloc, forme sous laquelle s'opérait la *venditio bonorum* (2).

Bref, les *privilegia inter personales actiones* ne sont opposables qu'aux créanciers simples chirographaires, c'est-à-dire au profit desquels n'existe même pas un droit de rétention (3).

§ 2. — L'action en revendication du vendeur sans terme d'objets mobiliers non payés n'a lieu que pour les meubles corporels ; l'hypothèque mobilière peut, au contraire, grever des meubles corporels ou incorporels (démembrements de la propriété, richesses immatérielles telles que des *militiæ*, des créances mobilières). Nous ne traiterons que du droit de suite en matière d'hypothèque

(1) Gaius, IV, §§ 65-68. Dernburg, *Ueber die emptio bonorum*, p. 13 et suiv.; Girard, *Manuel él. de Dr. rom.*, 2^e édit., p. 1017, note 1, p. 690, 3^e, texte et notes; Tambour, *Des voies d'exécution*, p. 220-224.

(2) Tambour, *Des voies d'exécution*, p. 220-224.

(3) Voyez cependant la loi 14, § 1, Dig., *De relig. et sumpt.*, XI, 7: *Si colonus vel inquilinus sit is qui mortuus est, nec sit unde funeretur, ex invectis illatis eum funerandum Pomponius scribit et, si quid superfluum remanserit hoc pro debita pensione teneri.* — Mais la préférence, sur le prix des *invecta et illata*, du créancier de frais funéraires s'explique ici par une *versio in rem* au profit du bailleur. Le bailleur présent eût dû faire des déboursés pour le *funus* de son débiteur; ces déboursés sont devenus inutiles par le fait du créancier de frais funéraires.

ques de meubles corporels, ce qui nous permettra de réunir dans un tableau d'ensemble les solutions des jurisconsultes romains, relatives au droit de suite du vendeur sans terme non payé et des créanciers hypothécaires mobiliers. Ces solutions peuvent se résumer dans les propositions suivantes :

Le vendeur non payé, le créancier hypothécaire possèdent un droit de suite complet.

L'action in rem dont ils jouissent peut se doubler parfois d'une action pénale pour vol (furtum) dont le défendeur à l'action in rem serait complice.

Le vendeur, le créancier hypothécaire perdent tout droit de suite par leur renonciation expresse ou tacite, soit à leur garantie elle-même (propriété, hypothèque), soit seulement à leur droit de suite.

Attributaires d'une action *in rem*, le vendeur sans terme non payé, le créancier hypothécaire mobilier peuvent poursuivre la restitution de leur gage contre tout possesseur, ou plus généralement contre toute personne ayant la *facultas restituendi* ; nul ne peut acquérir, du chef du débiteur et sur les meubles affectés à la sûreté du vendeur ou du créancier hypothécaire, un droit assez fort pour mettre obstacle à la réalisation des garanties de ces derniers. Vendeur sans terme non payé, créancier hypothécaire jouissent d'un droit de suite complet (1).

(1) Droit de revendication du vendeur. Dig., *De rei vindic.*, *De publ. act.*, VI, 1, 2; et formule de l'action civile en revendication, dans Cicéron, 2^e act. in Verr. (II, 12).

Droit de suite des créanciers hypothécaires. L. 15, C., *De pign. et hyp.*, VIII, 14 : *Debitorem neque vendentem, neque donantem, neque legantem vel fideicommissum relinquentem posse deteriorem facere creditoris conditionem certissimum est* ; l. 13, § 3, Dig., *De pign. et hyp.*, XX, 1 : *Et in superficiariis legitime consistere creditor potest adversus quemlibet possessorem* ; l. 7, § 2, Dig., *De distr. pign.*, XX, 5 ; l. 16, § 3, Dig., *De pign. et hyp.*, XX, 1 ; l. 1, C., *De prec. et Salv. int.*, VIII, 9 ; l. 10 C., *De remiss. pign.*, VIII, 26. — Cf. une théorie toute

Observons, d'autre part, qu'en accomplissant sur le meuble non payé ou affecté d'hypothèque des opérations juridiques que ne paraissent pas autoriser les rapports contractuels ou quasi-contractuels entre vendeur non payé et acheteur, entre créancier hypothécaire et débiteur, l'acheteur, le débiteur commettent un *furtum* ; il en est ainsi, par exemple, lorsque le débiteur aliène la chose hypothéquée. Et les actions nées du vol sont susceptibles d'être exercées non seulement contre l'auteur du délit, mais aussi contre tous complices et recéleurs : le détenteur d'un meuble vendu et non payé, d'un meuble hypothéqué peut donc être tenu et d'une action *in rem* (*rei vindictio*, *actio Serviana*, *quasi Serviana*) et d'une action (1) *in personam* délictuelle (*actio furti*) (2).

Actions *in rem*, action *in personam* ne sont évidemment accordées que si le vendeur non payé, ou le créancier hypothécaire, n'ont pas renoncé expressément ou tacitement, soit à la propriété ou à l'hypothèque, soit seulement au droit de suite. Les hypothèses de renonciations tacites, les seules qu'il soit intéressant d'étu-

personnelle de van Bemmelen (*Supplément du Droit*, recueil judic. égyptien : Leide, Brill, 1880, 2^e série, p. 84-90) : l'hypothèque « ne dure pas indépendamment du changement de propriétaire de la chose hypothéquée ; le « débiteur, propriétaire d'un côté, peut toujours aliéner cette chose malgré « toute convention contraire, et rendre par là l'acquéreur propriétaire « sans la charge du gage ; seulement il commet un vol s'il aliène en fraude « du créancier ; et si l'acquéreur est complice, il s'attire l'action *furti* et « l'action hypothécaire en même temps. » Voyez encore : van Bemmelen, *Le système de la propriété mobilière*, p. 101 et 102.

(1) Gaius, III, 195 : *Furtum autem fit, non solum cum quis intercipiendi causa rem alienam amovet, sed generaliter cum quis rem alienam invito domino contrahat* ; 1, Inst., *De obligat. quæ ex delict.*, IV, 1 : *Furtum est contrahatio rei fraudulosa vel ipsius rei, vel etiam usus ejus possessionisve* ; 1. 36, Dig., *De nox. act.*, IX, 4 ; 1. 19, §§ 5, 6, Dig., *De furt.*, XLVII, 2 ; 1. 61, § 8, l. 66 pr., Dig., *De furt.*, XLVII, 2. — Cf. Girard, *Manuel*, 2^e édit. p. 399, texte et note 2.

(2) Cf. sur une question voisine, celle de la réalité de l'interdit *Salvien* ; Maynz, *Éléments de Droit romain*, 4^e édit. I, § 167, texte et notes, spécialement note 19.

dier, sont assez nombreuses dans les textes de droit romain.

En matière d'action en revendication du vendeur, on peut tout d'abord faire remarquer que si le vendeur avec terme pour le paiement ne possède contre son acheteur qu'une action personnelle, c'est par une interprétation de la volonté des parties ; le vendeur à crédit n'a envisagé que la bonne foi (*fides*), la loyauté de l'acheteur ; il a renoncé à la garantie que lui assurait la possession de l'objet vendu ; il a renoncé par avance à tout droit et de préférence et de suite sur la chose aliénée (1). Le vendeur sans terme n'échappe pas davantage à la loi de l'interprétation de la volonté des parties appliquée au vendeur à crédit : l'action en revendication qu'il possède peut disparaître s'il a exigé ou obtenu une satisfaction, c'est-à-dire une sûreté réelle ou personnelle, qui n'est pas inhérente à la qualité de créancier. Par exemple, comme le supposent les *Institutes*, il s'est fait donner un gage, ou bien, il a consenti à recevoir un *expromissor*. L'action *in rem* en revendication confère bien, théoriquement, un droit de suite absolu au vendeur sans terme ; elle s'éteint cependant et avec elle le droit de suite par le simple jeu d'une règle d'interprétation de volonté (2).

En matière d'hypothèques mobilières spéciales (les seules qui correspondent exactement aux hypothèques et privilèges mobiliers spéciaux du Code civil), une

(1) L. 3, C., *De pact. int. empt.*, IV, 54 : *Qui ea lege prædium (rem) vendidit ut, nisi reliquum pretium intra certum tempus restitutum esset, ad se reverteretur; si, non precariam possessionem tradidit, rei vindicationem non habet, sed actionem ex vendito.*

(2) § 41, *Inst.*, *De rer. divis.*, II, 1 : *Venditæ vero res et traditæ non aliter emptori acquiruntur, quam si is venditori pretium solverit, vel alio modo ei satisfecerit veluti expromissore aut pignore dato..... Sed si is qui vendidit fidem emptoris secutus est, dicendum est statim rem emptoris fieri.* — Cf. Accarias, *Précis*, 4^e édit., I, n° 230.

présomption de renonciation tacite à l'hypothèque peut résulter du dessaisissement volontaire d'un créancier hypothécaire en possession, c'est-à-dire bénéficiaire d'une constitution de *pignus* (1). La renonciation peut aussi exister au profit d'un créancier hypothécaire postérieur si le créancier premier en date a consenti à la nouvelle affectation (2); on la considère souvent comme impliquée, au profit de l'acquéreur d'un bien hypothéqué, dans le concours du créancier hypothécaire à la vente du bien (3). La loi 1 au Code (VIII, 26), prévoit une hypothèse remarquable de renonciation tacite à une hypothèque mobilière. Un esclave hypothéqué a été affranchi, puis a joui pendant un certain temps de la liberté, au vu et au su du créancier; l'affranchissement est inattaquable. On considérera peut-être cette solution comme une disposition en faveur de la liberté; cependant, la loi 2 au Code (VIII, 26), semble poser une règle générale largement extensive du système des renonciations tacites à l'hypothèque et faire rentrer la décision du fragment 1 dans le cadre d'une véritable théorie de casuistique juridique : celle des présomptions de renonciation aux garanties hypothécaires.

Voici le texte de la loi 2 (C., VIII, 26) : « *Si probaveris le fundum mercatum, possessionemque ejus sibi traditam sciente et consentiente ea, quæ tibi eum a venditore obligatum dicit, exceptione eam removebis. Nam obligatio pignoris consensu et contrahitur et dissolvitur* ».

De ce texte on doit conclure, croyons-nous, que le

(1) L. 3, Dig., *De pign. act.*, XIII, 7; ll. 7, 9, C., *De remiss. pign.*, VIII, 26.

(2) L. 12, § 4, Dig., *Qui pot.*, XX, 4; l. 9, § 1; l. 11, l. 12 pr., Dig., *Quib. modis*, XX, 6.

(3) Windscheid, *Pand.*, § 248 : « Dieser Fall hat in den Quellen eine reiche casuistische Entwicklung gefunden. »

I.L. 4, §§ 1, 2; l. 7 pr., § 1; l. 8, §§ 15-18; l. 10 pr., Dig., *Quib. modis*, XX, 6; l. 158, Dig., *De reg. juris.*, L. 17; ll. 1, 2, 6, 8, 11, C., *De remiss. pign.*, VIII, 26.

juge peut puiser dans l'examen des circonstances de fait qui ont accompagné la vente d'un immeuble hypothéqué, tous les éléments nécessaires à la constatation d'une renonciation du créancier à son hypothèque, et déclarer en conséquence l'hypothèque éteinte au regard de l'acheteur. Il le fait, du reste, par application d'un principe général de droit formulé à l'époque classique par Gaius et par Ulpien : *Omnia quæ jure contrahuntur, contrario jure pereunt* (1). *Nihil tam naturale est quam eo genere quidquid dissolvere quo colligatum est* (2). L'hypothèque qui naît *solo consensu* doit aussi disparaître *solo consensu*, et le consentement à son extinction peut être exprès ou tacite. La constitution 2 (C., VIII, 26) est relative à une hypothèque immobilière ; mais le motif allégué pour justifier la décision qu'elle consacre indique qu'une solution analogue devait être donnée pour les meubles ; cette solution, nous la trouvons précisée dans le fragment 1 (C., VIII, 26) précité (3).

Nous connaissons maintenant le système romain sur le droit de suite en matière de garanties mobilières équivalents juridiques de nos privilèges mobiliers : théoriquement, les *privilegia inter personales actiones* ne confèrent aucun droit de suite ; le vendeur sans terme, les créanciers hypothécaires sont attributaires d'un

(1) L, 100, Dig., *De reg. jur.*, L, 17.

(2) L, 35, Dig., *De reg. jur.*, L, 17.

(3) Du système des présomptions de renonciation aux garanties spéciales à l'époque classique et dans les temps postérieurs il faut rapprocher l'institution ancienne de l'*usureceptio* (Gaius, II, 60). Par l'*usureceptio* un débiteur aliénateur fiduciaire recouvrait par la possession d'un an la pleine propriété des objets engagés ; le droit du créancier disparaissait ainsi par une présomption de renonciation tacite.

Mentionnons encore, dans le même ordre d'idées, les limitations apportées dans le temps au droit d'exercer les interdicts possessoires nés du *pignus*, ou d'une convention d'hypothèque. — Sur ces limitations voyez Girard, *Manuel*, 2^e édit., p. 764, 1023 note 4 ; Jobbé-Duval, *Étude sur l'histoire de la procédure civile chez les Romains*, I, p. 232.

droit de suite complet; — pratiquement, le droit de suite du vendeur, des créanciers hypothécaires, peut disparaître comme conséquence d'une renonciation expresse ou tacite, soit à la garantie réelle elle-même, soit au droit de suite (1).

Ce système est-il conforme aux principes rationnels en matière de garanties des droits de créance, en même temps qu'aux exigences pratiques de la vie civile ou commerciale?

SECTION III

Critique des solutions romaines relatives au droit de suite

I. — Valeur théorique du système romain

Les *garanties* de l'exécution des obligations sont *personnelles* ou *réelles*. *Personnelles*, elles sont constituées par la loyauté, la bonne foi, l'habileté ou la prudence en affaires du débiteur d'une ou plusieurs cautions; *réelles*, elles reposent sur la valeur d'usage ou la valeur

(1) L'existence d'une jurisprudence relative aux renonciations tacites aux hypothèques, au droit de suite qu'elles confèrent pourrait, peut-être, expliquer la loi 7, § 2, Dig., *De distr. pign. et hyp.*, XX, 5. Sur ce texte s'est depuis longtemps exercée la sagacité des glossateurs et des romanistes modernes; il est ainsi conçu: *Queritur si pactum sit a creditore ne liceat debitori hypothecam vendere, quid juris sit, et an pactio nulla sit talis, quasi contra jus sit posita, ideoque venire possit? Et certum est nullam esse venditionem, ut pactioni stetur*. Un créancier hypothécaire stipulait donc parfois de son débiteur que la chose hypothéquée ne pourrait faire l'objet d'une aliénation. Quelle était l'utilité d'une pareille convention si le droit hypothécaire pouvait toujours être exercé contre un possesseur quelconque de l'immeuble, du meuble grevé? nous ne le voyons pas. La prohibition d'aliéner pouvait, au contraire, produire cet effet de mettre le créancier à l'abri des présomptions de renonciation tacite que le prêteur lui eût peut-être appliquées. Voyez sur ce texte: van Bemmelen: *Étude sur les droits réels et l'hypothèque*, dans *Supplément du Droit*, recueil judiciaire égyptien, Leide, Brill, 1880, 2^e série, p. 88; Vangerow, *Pand.*, § 384, Anm. 1; Windscheid, *Pand.*, § 172 a, Anm. 8.

pécuniaire d'un ou plusieurs biens du débiteur ou d'un tiers.

Les sûretés personnelles ne peuvent conférer au créancier un droit de suite quelconque sur les biens du débiteur; du moins, s'étant confié à la loyauté, à l'habileté commerciale de celui-ci, le créancier doit respecter tous actes accomplis par ce dernier : non seulement les aliénations, mais les constitutions de gage, d'hypothèque, de droits réels principaux ou accessoires; un droit de rétention lui sera victorieusement opposé.

Au contraire, en exigeant une sûreté réelle, c'est-à-dire l'affectation à son profit d'un ou plusieurs biens appartenant à son débiteur, le créancier manifeste l'intention de substituer, à la valeur morale d'une volonté qui peut défaillir, la valeur pécuniaire, la valeur d'usage d'un ou plusieurs meubles ou immeubles; ce dont il veut s'assurer, c'est du paiement à l'échéance; il cherche, en quelque sorte, un *paiement anticipé* (1). Par sa nature même, la garantie réelle emporte donc droit de suite au profit du créancier; il est dans l'intention des parties que le débiteur ne puisse, jusqu'au paiement, consentir sur les objets affectés en garantie des droits opposables

(1) Aux premiers âges de la vie juridique, les garanties réelles se constituent sous forme d'aliénation fiduciaire. L'aliénation fiduciaire est une espèce de paiement anticipé.

Voyez pour le droit romain : Girard, *Manuel*, 2^e édit., p. 747, p. 513, note 3.

Voyez pour notre ancien droit tous les textes jusqu'ici considérés comme exclusifs de la revendication mobilière et spécialement : *Assises de la Haute-Cour*, ch. 31. *Celui qui requiert la chose doit montrer si comme il deit qu'il a perdu cette chose, et doit prouver par deus leaux garsens de la lei de Rome..... Et il deit après jurer qu'il ne l'a vendue, ne donée, ne prestée, ne engagée, ni aliénée en aucune manière, par quei il ne la puisse et deive recouvrer par l'assise*. Cf. *Li Livres de Jostice et de Plet*, XIX, xxxv, §§ 3 et 5. — Cons. Jobbé-Duval, *Etude historique sur la revendication des meubles*, p. 79-89, p. 127-130, p. 165-180. Peltier, *Du gage immobilier dans le très ancien Droit français*, Thèse, Paris 1893, p. 122-142 et surtout p. 152 où M. Peltier aboutit à cette formule : *gage et vente à réméré pendant la période franque, ces deux opérations « se confondaient en réalité et n'en formaient qu'une »*.

au créancier bénéficiaire de l'affectation; le créancier sera donc muni d'un droit de suite absolu et complet.

Mais comment distinguer les sûretés simplement personnelles dépourvues de droit de suite, des sûretés réelles. En droit romain classique, dans notre ancien droit, sous le régime de nos Codes modernes, tous les créanciers ont la faculté d'*exécuter les biens* de leur débiteur; tous paraissent jouir de sûretés réelles; à tous les créanciers il faudrait donc reconnaître un droit de suite. On ne peut, évidemment, s'arrêter à cette idée. Mais alors, parmi les créanciers qui tous possèdent le droit d'exécuter les biens de leur débiteur, quels sont les *créanciers personnels*, quels sont les *créanciers réels*?

La *sûreté personnelle*, dirons-nous, se reconnaît à ce signe qu'elle *confère au créancier un droit vague, général, imprécis sur l'ensemble du patrimoine ou même seulement sur la généralité des meubles du débiteur*.

La *sûreté réelle*, au contraire, *est essentiellement une garantie spéciale* constituée sur un ou plusieurs biens du débiteur.

En effet et tout d'abord, le type de la sûreté réelle, le paiement, est essentiellement une spécialisation du droit d'un créancier à l'exécution, un cantonnement de ce droit sur un objet déterminé. Lors même que le paiement, c'est-à-dire la livraison de l'objet dû, ne serait pas nécessaire pour investir le créancier d'un droit réel; lors même, par exemple, qu'on admettrait la possibilité d'un transfert de la propriété, droit réel, *solo consensu*, la *réalisation* du droit du créancier à l'exécution, le transfert de propriété ne pourraient s'appliquer qu'à des corps certains. La garantie réelle par excellence, le paiement, le droit réel le plus fort, la propriété, sont par nature un droit, une garantie spécialisés sur un ou plusieurs objets.

Quant à la sûreté personnelle, sa véritable caractéristique n'est pas l'impossibilité pour un créancier d'exécuter les biens de son débiteur; — cette impossibilité peut s'expliquer par l'organisation sociale, économique (1), par les croyances religieuses (2) d'une époque — elle est dans l'indétermination des objets dont la valeur servira à désintéresser le créancier. Supposons, par exemple, un contrat de prêt. Le prêteur qui passe contrat avec l'emprunteur ne traite pas avec un homme abstrait, pur esprit juridique, véritable monade de la vie économique; l'emprunteur est une personne concrète dont l'individualité n'existe pas, en fait, en dehors de certaines conditions matérielles, dénuée spécialement de tout patrimoine et surtout de tout patrimoine mobilier. Il en résulte que le prêteur, contractant avec l'emprunteur, contracte en même temps avec son patrimoine, accessoire et prolongement de sa personnalité; créancier personnel, ayant eu foi dans la loyauté, l'habileté de son

(1) Voyez Thézard, *Influence des relations commerciales sur le développement du droit privé*, Rev. critique, 1873-1874, nouvelle série, III, p. 181. « La conversion des biens en argent par la voie d'une vente publique, qui est le résultat des expropriations, était-elle possible dans une société pauvre (la société romaine à l'origine), où les échanges étaient rares, où chacun vivait du patrimoine de ses ancêtres et de son travail, où le capital était à l'état rudimentaire? »

« Il est donc naturel que le créancier dise à son débiteur : Si tu ne payes pas, ton corps et ta liberté en répondent, et non pas tes biens me serviront de garantie. L'institution de l'esclavage présente d'ailleurs l'homme comme la valeur la plus immédiatement exploitable, surtout dans un pays agricole, et l'on retrouve des traces d'une idée semblable dans certaines de nos lois fiscales qui établissent des amendes payables en journées de travail. »

Nous ajouterons que l'état rudimentaire de la division du travail favorise considérablement l'emploi des modes d'exécution sur la personne : la famille créancière, par exemple, organisme économique complet, peut tirer grand profit du travail de son débiteur. — Cons. Schmoller, *La division du travail étudiée au point de vue historique*, dans *Revue d'économie politique*, 1889, p. 567; 1890, p. 127 et 221.

(2) Sur l'importance des conceptions religieuses en matière de voies d'exécution : Fustel de Coulanges, *La Cité antique*, 15^e édit., p. 75, texte et notes.

débiteur, il a normalement droit, à défaut d'exécution volontaire de l'obligation, non seulement à l'exécution sur la personne mais à l'exécution sur les biens. Ceux-ci, dès l'époque de la formation du contrat, lui sont affectés en bloc dans leur généralité. A la *sûreté* simplement *personnelle* correspond donc, en fait, le droit de *gage général* du créancier sur le patrimoine du débiteur.

C'est, du reste, pour les meubles surtout qu'il est rationnel de poser la règle : *Les meubles suivent le corps*; ou bien : *Qui s'oblige, oblige le sien*. Plus que les immeubles, les objets mobiliers forment un prolongement de la personnalité; ils en reflètent les tendances, en marquent l'originalité; ils naissent et meurent avec elle; ils sont les objets « secrétés autour de nous par notre fantaisie » (1). La généralité de l'affectation du mobilier sera, par suite, un indice suffisant de la personnalité du droit du créancier.

La garantie réelle est essentiellement spéciale, la garantie personnelle est, par nature, générale sur les meubles et les immeubles ou sur les meubles seulement. En sens inverse, une sûreté spéciale est en principe réelle, une sûreté générale est normalement personnelle. On peut alors formuler ainsi le système rationnel du droit de suite en matière de garanties des créances :

*La garantie personnelle ne confère aucun droit de suite ;
la garantie réelle comporte le droit de suite.*

*Or, la sûreté personnelle est en même temps générale et
la sûreté réelle spéciale.*

Les créanciers munis seulement d'un droit de gage général ne jouiront d'aucun droit de suite ; les créanciers attributaires de garanties spéciales pourront les invoquer, en

(1) Paul Bourget, *Outre-mer*, 1^{re} édit., I, p. 69.

principe, contre tous ayants cause postérieurs de leur débiteur.

L'exactitude de ces propositions, spécialement de la dernière, nous paraît, au surplus, expérimentalement attestée par l'histoire générale du droit de suite en matière de garanties des créances.

D'une part, à Rome, on ne rencontre pas de sûreté générale (sur meubles ou meubles et immeubles) conférant un droit de suite à son bénéficiaire. L'hypothèque générale elle-même n'est, par nature, que la coexistence de plusieurs hypothèques spéciales; elle porte sur les seuls objets que dans la pratique il est d'usage d'hypothéquer spécialement; les choses d'un usage journalier pour le débiteur et même l'ensemble de son mobilier ne sont pas compris dans l'obligation générale de tous biens (1). On peut aussi remarquer que certaines choses échappent à l'hypothèque générale dès qu'elles sortent des mains du débiteur (2); tels sont les objets qui se consomment *primo uso* et peut-être tous ceux d'une individualité faiblement constituée. L'hypothèque générale, enfin, n'enlevait pas au débiteur le droit d'affranchir ses esclaves (3). Ainsi, l'hypothèque générale romaine engendre bien un droit de suite, d'ailleurs restreint, mais elle ne se présente ni comme une sûreté générale mobilière, ni comme un droit de gage général sur les meubles et les immeubles du débiteur.

Dans notre ancien droit, l'obligation générale affectant un patrimoine ne donnait pas originairement naissance

(1) L. 6. pr., Dig., *De pign. et hyp.*, XX, 1 : *Obligacione generali rerum quas quis habuit, habiturusve sit, ea non continebuntur, quæ verissimile est quemquam specialiter obligaturum non fuisse : utputa supellex.....* — II. 6, 7, 8, 9 pr., Dig., *De pign. et hyp.*, XX, 1.

(2) L. 34, Dig., *De pign. et hyp.*, XX, 1; l. 7, § 1, Dig., *Qui pot.*, XX, 4.

(3) LL. 2, 3, 4, C., *De serv. pign. dat. manum.*, VII 8..

au droit de suite (1). Au XVIII^e siècle, il est vrai, l'hypothèque générale permet de suivre entre les mains des tiers les biens hypothéqués : mais les meubles sont alors exclus de l'affectation hypothécaire. L'hypothèque de notre ancien droit, arrivée à son complet développement, obéit ainsi aux principes que nous avons posés.

Si l'on rencontre difficilement dans l'histoire du droit une garantie générale (sur tous meubles ou meubles et immeubles) conférant le droit de suite, par contre et en principe, les sûretés spéciales en sont toujours munies. Ceci pour le droit romain n'a pas besoin de démonstration (2) et nous prouverons l'existence, dans l'ancien droit, du droit de suite en matière de garanties spéciales, particulièrement de privilèges mobiliers spéciaux ; dès le début de notre ancien droit, le droit de suite était, du reste, reconnu aux créanciers spécialement garantis sur les immeubles.

Or, les solutions de la jurisprudence romaine dans la question du droit de suite en matière de garanties mobilières, équivalents juridiques des privilèges mobiliers de nos Codes modernes, sont l'application de la théorie rationnelle et des idées que nous venons d'exposer.

Les *privilegia inter personales actiones* ne comportent nul droit de suite : ce sont des garanties générales (sur meubles et immeubles), par conséquent personnelles (3), dès lors sans droit de suite.

(1) Voyez Beaumanoir, *Coutumes de Beauvoisis*, chap. LIV, n^o 5, et ce que nous dirons (p. 63 et s.) sur la règle « Meubles n'ont pas de suite par hypothèque ». Ernest Champeaux, *Grande encyclopédie*, v^e Privilège, p. 684, 685, 686. Viollot, *Histoire du Droit civil français*, 2^e édit., p. 736-737, texte et notes.

(2) Des doutes s'étaient élevés dans la jurisprudence romaine sur l'existence du droit de suite en matière de *pignus praetorium* ; Justinien consacra la solution la plus favorable au créancier garanti et admit le droit de suite : l. 2, C., *De pract. pign.*, VIII, 22.

(3) Les *privilegia inter personales actiones*, équivalents juridiques des privilèges mobiliers généraux de notre droit, sont exactement, leur nom même

Par l'action en revendication le vendeur de meubles non payé poursuit la restitution d'un corps certain : sûreté spéciale, donc sûreté réelle et droit de suite.

Les hypothèques mobilières romaines qui correspondent à nos hypothèques et privilèges mobiliers spéciaux sont spéciales, elles sont réelles et doivent, en principe, conférer le droit de suite.

Au point de vue théorique, le système romain sur le droit de suite en matière de garanties mobilières, équivalents juridiques de nos privilèges mobiliers, ne paraît donc pas pouvoir être critiqué; et nous indiquons immédiatement que, sauf texte contraire, nous le transporterons dans notre législation positive actuelle.

Mais comment l'apprécier au point de vue de sa valeur pratique ?

II. — *Valeur pratique du système romain.*

La question de la valeur pratique du système romain que nous venons d'exposer est celle de la protection des tiers contre l'exercice du droit de suite; elle se pose donc seulement pour les garanties mobilières spéciales emportant droit de suite, celle du vendeur non payé, celle du créancier hypothécaire mobilier.

Or, c'est un fait certain que bien peu souvent, à Rome, les tiers ayants cause postérieurs d'un débiteur devaient souffrir de la reconnaissance du droit de suite.

l'indique, un *renforcement de la garantie personnelle* que possède tout créancier et qui consiste dans la bonne foi, l'habileté, la prudence en affaires du débiteur. Cf. Beudant, *Cours de Droit civil français*, Sûretés personnelles et réelles, I, p. 229 a. Planiol, *Traité de Droit civil*, II, n° 2544.

Les peines du vol (1) ou du stellionat (2) frappaient le débiteur coupable d'avoir accompli sur un meuble non payé ou hypothéqué, des actes juridiques en opposition avec les droits du vendeur ou du créancier hypothécaire. Plus rares, par suite, devaient être ces actes; plus rares aussi les hypothèses où le vendeur non payé, le créancier hypothécaire invoquaient leur garantie à l'encontre des ayants cause énumérés dans notre énoncé du problème du droit de suite.

Du reste, les Romains, en matière mobilière, pratiquaient normalement l'*hypothèque pignorative* (3). Les textes ne font expressément mention d'hypothèques sans déplacement que pour les troupeaux (4), les fonds de commerce (5), les matériels agricoles ou industriels (6), les navires (7), les esclaves (8) : toutes hypothèques, sauf la dernière, aujourd'hui connues ou que l'on cherche à réintroduire dans notre pratique civile et commerciale. Le déplacement des meubles affectés, en même temps qu'il réalisait une publicité grossière de l'hypothèque, mettait obstacle aux actes de disposition du débiteur; disparaissaient ainsi les inconvénients pratiques d'un droit de suite qui ne trouvait plus à s'exercer.

(1) En cas de vol, la condamnation était du double ou du quadruple de la valeur de l'objet volé (Gaius, III, 189-192; § 1, Inst., *De oblig. quæ ex delict.*, IV, 1); elle pouvait consister en une peine corporelle prononcée dans une instance criminelle dont l'organisation appartient au droit impérial (l. 56, § 1, l. 92, Dig., *De furt.*, XLVII, 2).

(2) Le stellionataire était condamné aux mines ou à la relégation (Dig., *Stell.*, XLVII, 20; C., *De crim. stell.*, IX, 34).

(3) § 7, Inst., *De act.*, IV, 6; l. 9, § 2, l. 35, § 1, Dig., *De pign. act.*, XIII, 7; l. 238, § 2, Dig., *De verb. signif.*, L, 16; ll. 6, 7, 8, 9 pr., Dig., *De pign. et hyp.*, XX, 1. Cf. Girard, *Manuel*, 2^e édit., p. 751; Maynz, *Éléments de Droit romain*, 4^e édit., I, § 240.

(4) L. 13 pr., Dig., *De pign. et hyp.*, XX, 1.

(5) L. 34, Dig., *De pign. et hyp.*, XX, 1.

(6) L. 32, Dig., *De pign. et hyp.*, XX, 1.

(7) L. 18, § 3, Dig., *De pign. act.*, XIII, 7.

(8) L. 29, § 1, Dig., *De pign. et hyp.*, XX, 1.

Nous savons, enfin, que le magistrat pouvait admettre des renonciations tacites au bénéfice de l'action en revendication pour non paiement d'un prix de vente, au bénéfice de l'action (1) hypothécaire Servienne ou quasi Servienne; absoudre, en conséquence, les tiers possesseurs ou détenteurs des poursuites dirigées contre eux par le vendeur ou le créancier hypothécaire.

Dans son fonctionnement pratique, le système romain du droit de suite en matière de garanties mobilières spéciales sauvegardait donc assez complètement les intérêts de tiers ayants cause postérieurs du débiteur sur les objets grevés. Ce qui nous prouve que l'admission du droit de suite au profit des créanciers hypothécaires mobiliers même sans déplacement, n'est pas inconciliable avec une sérieuse protection des droits des tiers (2). Nous plaçant, cependant, sur le terrain pratique des présomptions de renonciation à une garantie mobilière spéciale, nous constaterons une certaine imperfection de la jurisprudence romaine, telle du moins que les textes nous l'ont fait connaître.

Menacé des peines du vol ou du stellionat, un débiteur avait pu néanmoins consentir une aliénation, par exemple, d'un meuble hypothéqué ou non payé, dont il était resté nanti; le vendeur, le créancier hypothécaire ne pouvaient, peut-être, être présumés renonçants à leur garantie (ils étaient absents, par exemple, au moment de l'aliénation); le tiers acquéreur, même de bonne foi, sur poursuites du vendeur, du créancier hypothécaire

(1) Voyez page 23-26.

(2) Cf. Delbrück, *Die Uebernahme fremder Schulden*, p. 7 : « Es ist eine « falsche Vorstellung, dass die Bedürfnisse des Verkehrs in einem wirklichen Widerspruch stehen könnten mit der Rechts-theorie, dem man durch « Fiktionen und dergleichen abhelfen müsse. Wo ein solcher Conflict zu « bestehen scheint, liegt die Schuld nicht am Verkehr, sondern an der « Theorie die das überwiesene Problem nicht zu lösen vermag. ».

devait alors succomber dans ses défenses et subir l'éviction.

Pour écarter cette solution injuste et dangereuse pour la sécurité des opérations civiles et commerciales, il eût suffi aux jurisconsultes romains de développer la théorie des renonciations tacites aux garanties mobilières spéciales. Ils auraient alors distingué deux classes de créanciers spécialement garantis : les uns, créanciers hypothécaires pignoratifs, vendeur non dessaisi, créanciers ayant rempli certaines formalités de publicité pour les meubles qui en sont susceptibles, auraient joui durant un certain délai d'un droit de suite complet, opposable à tout ayant cause postérieur du débiteur ; le dessaisissement *volontaire* des créanciers nantis eût seulement fourni une présomption de renonciation tacite à leur garantie ; — les autres, créanciers hypothécaires sans déplacement, vendeur dessaisi, n'auraient pu exercer leur droit de suite au préjudice d'ayants cause postérieurs, possesseurs de bonne foi.

Les solutions romaines en matière de renonciations tacites à l'action en revendication du vendeur, à l'action *in rem* hypothécaire reposent, en effet, sur cette idée : c'est parce qu'ils n'ont pas suivi la foi de leur débiteur que certains créanciers possèdent des garanties spéciales ; rationnellement, par suite, ces garanties doivent disparaître s'ils manifestent l'intention de se confier à sa bonne foi en même temps qu'à sa solvabilité générale. Et les renonciations tacites sont d'autant plus admissibles que l'action en revendication, l'action hypothécaire sont des garanties accessoires, dont l'extinction laisse subsister, d'une part, le droit du créancier à l'exécution, d'autre part, la garantie naturelle de ce droit, le gage général sur le patrimoine du débiteur.

Or, en matière mobilière, il est certain que le créancier hypothécaire sans déplacement, le vendeur dessaisi, ont suivi en une certaine mesure la foi de leur débiteur. Si grande est la facilité pour celui-ci de soustraire les meubles affectés aux poursuites du vendeur ou du créancier hypothécaire ; si grande aussi, pour ces derniers, est la difficulté de démontrer l'identité des meubles revendiqués ! — S'il en est ainsi, la garantie réelle mobilière du créancier hypothécaire sans déplacement, du vendeur dessaisi, parce qu'elle se rapproche de la sûreté personnelle (bonne foi, loyauté du débiteur), ne peut produire des effets aussi pleins, aussi énergiques que la garantie réelle mobilière type, constituée par la remise de la possession au créancier. Le créancier spécialement garanti sans déplacement sur un objet mobilier ne doit pouvoir évincer les ayants cause postérieurs de son débiteur, si ces ayants cause de bonne foi n'ont pas eux-mêmes suivi la foi de celui-ci, ont pris livraison des meubles déjà grevés. Nous l'avons vu, la jurisprudence romaine considère le consentement donné expressément ou tacitement par un créancier à une aliénation, à un nouvel engagement de sa garantie comme une renonciation tacite à celle-ci : logiquement, d'après nous, elle eût dû décider que le créancier spécialement garanti sans déplacement sur un meuble, en suivant dans une certaine mesure la foi de son débiteur, consentait par avance à respecter les droits des ayants cause postérieurs de bonne foi en possession ; renonçait, au profit de ces derniers, au bénéfice de son action *in rem*.

Élargissant leur système des renonciations tacites soit aux garanties mobilières spéciales, soit au droit de suite attribut de celles-ci, distinguant alors parmi les créan-

ciers spécialement garantis sur les meubles : les créanciers nantis et les non-possesseurs, les jurisconsultes romains devaient donc reconnaître, comme nous le disions plus haut, un droit de suite complet tant aux créanciers en possession dépossédés malgré eux qu'aux créanciers non possesseurs ayant accompli certaines formalités de publicité pour porter leur droit à la connaissance des tiers. Les premiers, en exigeant le dessaisissement du débiteur, ont manifesté qu'ils ne voulaient en aucune façon suivre sa foi. Les seconds, si le droit romain eût organisé la publicité des charges réelles, eussent constitué de mauvaise foi, par l'accomplissement des formalités prescrites, tous les ayants cause postérieurs de leur débiteur ; le fait matériel de la possession a, du reste, moins d'importance pour les meubles qui se prêtent à l'organisation d'un système de publicité.

« *Meubles n'ont pas de suite par hypothèque (ou revendication du vendeur) lorsqu'ils sont tenus à juste titre et à bonne foi* » : telle est, au contraire, non pas le principe théorique abstrait, mais la règle de casuistique juridique dont l'énoncé et l'application eussent complété le système des renonciations tacites aux garanties réelles mobilières sans déplacement. Cette règle, les Romains ne l'ont pas formulée ; mais il est aisé de connaître les raisons de leur abstention et ces raisons nous paraissent être les suivantes.

Lorsque les jurisconsultes romains durent fixer le contenu théorique des garanties mobilières spéciales, ils ne se trouvèrent embarrassés ni en quelque mesure déterminés par aucun principe antérieurement posé dans la question du droit de suite en matière de garanties mobilières générales ; tout naturellement alors, ils consacra-

crèrent expressément le seul principe théorique rationnel : les sûretés mobilières spéciales sont réelles et engendrent un droit de suite. — Ce principe établi, pour distinguer parmi les garanties mobilières spéciales et au point de vue du droit de suite les sûretés constituées sans déplacement, celles avec déplacement des meubles grevés, il eût fallu que les Romains sentissent la nécessité d'organiser un régime des garanties mobilières spéciales différent de celui des garanties immobilières. Mais comment auraient-ils pu songer à opposer ainsi meubles et immeubles lorsque à Rome (1) et dès la fin de la République, date de l'introduction de l'hypothèque, la fortune mobilière aussi importante que la richesse immobilière (2) paraissait devoir être, au même titre que celle-ci, source abondante de crédit ; lorsque la reconnaissance du droit de suite en matière mobilière ne s'accompagnait, en fait, d'aucun inconvénient sérieux ; lorsque les évictions d'ayants cause postérieurs de bonne foi étaient presque inconnues.

Ajoutons que le droit de suite, théoriquement admis, devait être d'autant plus facilement maintenu, en fait,

(1) Sur la date d'introduction de l'hypothèque à Rome, voyez Girard, *Manuel*, 2^e édition, p. 749, note 3.

(2) Rappelons que l'institution de l'esclavage favorisa, dès le début de l'histoire romaine, la constitution de riches patrimoines mobiliers. Rappelons aussi qu'en l'année 146 av. J.-C. (608 de Rome), la Grèce, l'Afrique carthaginoise furent réduites en provinces romaines ; qu'en l'année 133 (621 de Rome), Attale III, roi de Phrygie, Lycaonie, Mysie, Ionie, et d'une partie de la Carie, légua son royaume au peuple romain (Florus, liv. II, ch. XX). Ce fut alors, à Rome, un afflux considérable d'or, de métaux précieux, d'une multitude d'esclaves, des chefs-d'œuvre artistiques de la Grèce.

Sur la richesse mobilière à Rome : Salluste, *Conjuration de Catilina*, 20. Discours de Catilina aux conjurés : *Quæ, quousque, tandem patiemini fortissumi viri?..... Quum tabulas, signa, toreumata emunt; nova diruunt, alia ædificant; postremo omnibus modis pecuniam trahunt, vexant: tamen summa lubricine divitias vincere nequeunt. At nobis domi inopia.....* Belot, *De la Révolution économique et monétaire qui eut lieu à Rome au milieu du III^e siècle avant l'ère chrétienne*, p. 64 et 65, p. 104-116. Weiss, *Nature et surnature*, I, trad. Collin, Paris, Delhomme et Briguët, p. 48-50.

au profit du vendeur non payé, du créancier hypothécaire que la notion romaine si large, si extensible du *furtum* s'appliquait normalement en matière de garanties mobilières *spéciales*; transformait en choses furtives les meubles hypothéqués ou non payés dont le débiteur avait disposé au mépris des droits du créancier hypothécaire ou du vendeur; un soupçon de complicité planait alors sur le tiers détenteur dont l'éviction se colorait des apparences d'une juste restitution.

Il est enfin un motif particulier aux hypothèques mobilières romaines et qui explique l'arrêt constaté dans le développement du système des renonciations tacites à celles-ci. L'hypothèque mobilière, toujours conventionnelle expresse à l'origine, l'était encore en principe à l'époque classique et dans les temps postérieurs : c'est ainsi que, d'après la majorité des interprètes, les hypothèques privilégiées devaient, pour exister, être expressément constituées. C'était alors une solution théoriquement inattaquable que celle qui consistait à n'admettre de renonciations à l'hypothèque que les renonciations expresses ou tacites bien caractérisées (1). *Omnia quæ jure contrahuntur, contrario jure pereunt; nihil tam naturale est quam eo genere quidquid dissolvere quo colligatum est.*

Pour toutes ces raisons, il était, en fait, assez difficile que la règle « *Meubles n'ont pas de suite par hypothèque....* » fût introduite dans la pratique romaine du droit de suite en matière de garanties mobilières spé-

(1) A l'appui de cette idée nous citerons la loi 9, Dig., *In quib. caus.*, XX, 2 : *Est differentia obligatorum propter pensionem, et eorum quæ ex conventionem manifestarii pignoris nomine tenentur : quod manumittere mancipia obligata pignori non possumus; inhabitantes autem, manumittimus : scilicet antequam pensionis nomine percludamur : tunc enim pignoris nomine retenta mancipia non liberabimus : et derisus Nerva jurisconsultus, qui per fenestram monstraverat servos detentos ob pensionem, liberari posse.*

ciales sans déplacement. Mais vienne une époque où cette règle « *Meubles n'ont pas de suite.....* » sera formulée pour les sûretés mobilières générales, pour lesquelles elle constitue la consécration des principes théoriques : presque fatalement, elle sera étendue aux garanties mobilières spéciales. Plus certaine encore sera son extension si la richesse mobilière est alors peu développée ; si les meubles, en raison de leur peu de valeur ou du caractère de choses fongibles qu'ils revêtent, paraissent être des instruments de paiement plus encore que des moyens de crédit. La maxime « *Meubles n'ont pas de suite.....* » sera enfin nécessairement formulée si les garanties mobilières spéciales expresses et sans déplacement du droit romain se transforment en hypothèques ou garanties tacites : le système des renonciations tacites aux garanties spéciales s'harmonisera parfaitement avec le nouveau caractère de celles-ci.

Or, toutes ces circonstances conditionnant l'apparition de la règle « *Meubles n'ont pas de suite....* » vont être réunies dans notre ancien droit, et notre ancien droit, en effet, posera pour les garanties spéciales elles-mêmes le principe « *Meubles n'ont pas de suite par hypothèque mesmement quand ils sont tenus à juste titre et à bonne foi* ».

Nous allons constater que, dans notre ancien droit, la théorie du droit de suite en matière de garanties mobilières, équivalents juridiques des privilèges mobiliers actuels, est la même que celle du droit romain. Toute la différence consiste en ce fait que le système des renonciations tacites aux garanties mobilières sans déplacement, élaboré seulement en partie par le droit romain, reçut un plus large développement dans nos anciennes coutumes. Le brocard « *Meubles n'ont pas de suite par*

hypothèque..... », en tant qu'il s'applique aux garanties mobilières spéciales, n'est précisément que l'expression et la manifestation de ce développement plus complet.

CHAPITRE II

Ancien Droit

A l'instar de notre législation actuelle, l'ancien droit français (xvii^e, xviii^e siècles) distingue des privilèges mobiliers généraux et des privilèges mobiliers spéciaux (1) ; il admet l'action en revendication du vendeur sans terme non payé. Privilèges mobiliers généraux et spéciaux, action en revendication du vendeur non payé, constituent, sans contestation, l'équivalent juridique des privilèges mobiliers, du droit de revendication reconnus par notre droit moderne et correspondent, d'autre part, aux *privilegia inter personales actiones*, action *in rem* du vendeur non payé, hypothèques mobilières du droit romain. En passant de celui-ci à nos anciennes coutumes, les hypothèques mobilières ont simplement changé de nom : l'ancien droit, parce qu'il supprime l'hypothèque mobilière conventionnelle sans déplacement et parce que les garanties mobilières spéciales maintenues semblent alors puiser leur force de réalisation dans la volonté du législateur plutôt que dans celle des contractants, l'ancien droit nous les présente *le plus souvent* sous le nom de privilèges mobiliers spéciaux.

C'est dans les solutions admises par les auteurs coutumiers dans la question du droit de suite en matière de

(1) Pothier, *Intr. au titre XX de la Coutume d'Orléans*, n^{os} 116-129 (Bugnet, I, 675-677) ; *Traité de la procédure civile*, n^{os} 481-494 (Bugnet, X, p. 225-231).

privilèges mobiliers généraux, droit de revendication du vendeur non payé, privilèges mobiliers spéciaux, que nous allons trouver reproduites les décisions romaines précédemment exposées et complété le système des renonciations tacites aux garanties mobilières spéciales.

Nous indiquerons, tout d'abord, les solutions positives données par l'ancien droit au problème du droit de suite en matière de privilèges mobiliers; nous en rechercherons ensuite le fondement et l'explication.

SECTION I

Solutions de l'ancien droit dans la question du droit de suite en matière de privilèges mobiliers

§ 1. — Les *privilèges mobiliers généraux* s'exercent dans l'hypothèse de déconfiture, lorsque l'ensemble des valeurs composant le patrimoine d'un débiteur doit être réparti entre tous les créanciers. Ils ne sont, en principe, opposables qu'aux créanciers chirographaires (1) et les privilégiés mobiliers généraux subissent même la préférence des créanciers simples rétentionnaires.

Cette dernière solution nous est fournie par Pothier. Les privilégiés mobiliers spéciaux priment, en effet, les privilégiés généraux (2); or, parmi les privilégiés spéciaux, Pothier énumère les ouvriers qui ont travaillé et

(1) Brodeau, *Sur les articles 179 et 180 de la Coutume de Paris*. « La préférence pour les frais funéraires et les apothicaires n'a et ne doit avoir lieu régulièrement, sinon au cas de déconfiture. » Voyez tous les textes cités, p. 14, note 2.

(2) Laurière, *Texte des coutumes de la Prévôté et Vicomté de Paris*, sur l'article 179. Pothier, *Traité de procédure civile*, n° 48, *in fine* (Bugnet, X, p. 226). « Le privilège des deniers royaux est aussi un privilège qui ne doit avoir lieu qu'après les privilèges généraux dont nous venons de parler et à plus forte raison après les privilèges particuliers dont nous allons parler, puisque ceux-ci l'emportent sur les généraux. »

façonné quelque chose (1); mais, remarquons-le, ces ouvriers, d'après Pothier lui-même, sont de simples rétentionnaires, « *leur privilège ne dure que tant que la chose est en leur possession.* » C'est pour nous la preuve que le droit de rétention est opposable, en principe, à tous privilégiés mobiliers généraux.

§ 2. — *L'action en revendication*, dans l'opinion de Bourjon et de Pothier, les deux auteurs les plus considérables du XVIII^e siècle dans la question de la suite en matière mobilière, peut être exercée par le vendeur sans terme non payé à l'encontre de tout ayant cause postérieur de l'acheteur, à l'encontre même d'un sous-acquéreur possesseur de bonne foi. Elle doit cependant être intentée dans un certain délai après la tradition et, d'après Bourjon, ne peut jamais préjudicier aux droits d'un bailleur de bonne foi (2).

§ 3. — *Les privilèges mobiliers spéciaux* affectent des meubles corporels ou incorporels; parmi ceux-ci, des créances. Pour la clarté de notre exposé, nous croyons

(1) Pothier, *Traité de procédure civile*, n° 487 (Bugnet, X, p. 230).

(2) Bourjon, *Droit commun de la France*, liv. II, tit. I, chap. VI, n° 4. « Celui qui a vendu un meuble sans jour et sans terme, espérant en être payé comptant, peut suivre et revendiquer sa chose, même des mains de l'acheteur de bonne foi. » liv. VI, tit. VIII, chap. II, n° 78. — « Pour exercer ce droit de revendication, il faut que le vendeur agisse incontinent et au plus tard dans la huitaine de la livraison, si le vendeur et l'acheteur sont demeurans en la même ville.... » liv. VI, tit. VIII, chap. II, n° 58. Le privilège du bailleur « l'emporte sur celui du vendeur d'un des meubles saisis, encore que la vente d'icelui eût été faite au locataire sans jour et sans terme ».

Pothier, *Traité du Contrat de vente*, n° 322-325 (Bugnet, III, p. 134, 135); *Introduction au titre XIX de la coutume d'Orléans*, n° 39 (Bugnet, I, p. 607); *Traité du contrat de louage*, n° 244 (Bugnet, IV, p. 88). « Le vendeur étant supposé avoir vendu sans terme et au comptant, et par conséquent n'avoir voulu se dessaisir de la chose qu'autant qu'on le paierait, pourra la revendiquer peu après entre les mains du bailleur. »

Cf. Brodeau, sur l'article 176 de la Coutume de Paris. Laurière, sur l'article 176 de la Coutume de Paris.

toutefois préférable (nous avons ainsi procédé dans notre étude de droit romain) de ne mentionner que les solutions concernant le droit de suite en matière de privilèges mobiliers spéciaux sur meubles corporels. Les principes qui les expliquent, ceux que nous avons développés à la section III du chapitre précédent sont assez généraux pour qu'il nous soit permis d'en faire ensuite l'application à tous privilèges mobiliers spéciaux de notre droit, quel que soit leur objet. Nous remarquerons seulement que, dans notre ancien droit, certaines valeurs incorporées aujourd'hui considérées comme mobilières, les rentes foncières (1), les offices (2), étaient classées parmi les immeubles; comme telles, pouvaient être normalement hypothéquées, l'affectation hypothécaire donnant naissance à un droit de suite.

Quels sont donc les effets des privilèges spéciaux sur objets mobiliers corporels au point de vue du droit de suite?

Tous créanciers privilégiés mobiliers spéciaux en possession (gagiste, bailleur, aubergiste, voiturier, vendeur à terme non dessaisi, conservateur) sont attributaires d'un droit de suite complet s'affirmant dans l'hypothèse où le débiteur les a dépossédés violemment ou frauduleusement. Ce droit de suite s'exerce, du moins pendant un certain temps, à l'encontre même des acquéreurs postérieurs, possesseurs de bonne foi (3).

(1) Pothier, *Introd. générale aux coutumes*, n° 49 (Bugnet, I, p. 14); *Traité des personnes et des choses*, n° 248 (Bugnet, IX, p. 93).

(2) Bourjon, *Droit commun de la France*, liv. II, tit. I, chap. I, n° 9; liv. II, tit. XI, 3^e partie, chap. V, n° 1-3.

Pothier, *Introd. générale aux coutumes*, n° 57 (Bugnet, I, p. 18); *Traité des personnes et des choses*, n° 267 (Bugnet, IX, p. 98).

(3) *Droit de suite du gagiste* : Pothier, *Traité du contrat de nantissement*, n° 21 (Bugnet, V, p. 399). « Si le débiteur emportait à l'insu et contre le gré de son créancier la chose qu'il lui a donnée en nantissement, il commettrait un vol. » — Denisart, *Collection de jurisprudence*, v^o Vol, n° 25. « Ce serait un vol de la part

Le dessaisissement volontaire (auquel on assimile parfois au cas de dépossession involontaire le défaut de réclamation dans un certain délai) peut entraîner la perte du privilège. Il en est ainsi pour les privilèges du gagiste (1), du bailleur (2), de l'aubergiste (3).

d'un débiteur que de soustraire à son créancier la chose qu'il lui aurait donnée en nantissement. » Bourjon, *Droit commun de la France*, liv. VI, tit. VIII, chap. III, n° 19. « *La chose volée peut se revendiquer même entre les mains de celui qui l'aurait achetée de bonne foi.* »

Droit de suite du bailleur : Bourjon, *op. cit.*, liv. II, tit. I, chap. VI, n° 9, 10. Pothier, *Traité de procédure civile*, n° 482 (Bugnet, X. p. 228).

Droit de suite des hôteliers : voyez les textes relatifs au droit de suite du gagiste. — *Adde* : Bourjon, *Droit commun de la France*, liv. VI, titre VIII, chap. II, n° 39. « *Les hôteliers peuvent sans ordonnance de justice saisir les meubles, valises et équipages des voyageurs pour les frais d'hôtelage, et peuvent les retenir de leur autorité; autrement que deviendrait leur sûreté que l'utilité commune a voulu qu'on leur procurât sur ces effets qui sont leurs gages?...* » Cf. Bourjon, *op. cit.*, liv. VI, tit. VIII, chap. III, n° 12. « *Lorsque les meubles ont été saisis sur un débiteur et que ce débiteur les transporte dans un autre lieu, soit en déménageant, soit furtivement, le créancier qui les a fait saisir peut les suivre..... mais en exécutant ce droit de suite et de revendication dans un tems bref; et en ce cas le propriétaire de la maison dans laquelle les meubles saisis ont été portés n'a rien à prétendre sur ic eux, au préjudice du saisissant et exécutant : autrement le fait d'un débiteur feroit perdre à un créancier un droit qui lui est acquis, ce qu'on ne peut admettre; le droit de revendiquer en ce cas est donc légitime.* »

Droit de suite des voituriers : voyez les textes relatifs au droit de suite du gagiste, de l'hôtelier. *Adde* : Bourjon, *op. cit.*, liv. VI, titre VIII, chap. II, n° 41. « *Les messagers et voituriers ont le même privilège (que les hôteliers) sur les paquets, balots et marchandises qu'ils ont voiturés, c'est leur gage.....; ils peuvent donc les retenir jusqu'à ce qu'ils soient payés..... Cette retenue est l'exécution de leur privilège et est la conséquence qui résulte d'icelui.* »

Droit de suite des vendeurs, conservateurs non dessaisis : voyez les textes précités.

(1) Au gagiste dessaisi s'applique exactement la règle : « en meubles, hypothèque n'a lieu. »

(2) Le bailleur a le droit de suite et de revendication sur les meubles de son locataire, « *mais pour la validité de cette revendication il faut qu'elle se fasse dans un tems bref; autrement elle n'est pas admissible.* » Bourjon, *Droit commun de la France*, liv. II, tit. I, ch. VI, n° 9. Pothier, *Traité de procédure civile*, n° 482 (Bugnet, X. p. 228). « *Celui-ci (le bailleur) conserve son privilège pourvu qu'il les suive dans un bref délai.....; l'usage a réglé ce délai à huit jours pour les meubles enlevés des maisons de ville, et à quarante jours, pour ceux enlevés des métairies, à compter du jour de l'enlèvement.* »

(3) Bourjon, *Droit commun de la France*, liv. VI, tit. VIII, ch. II, n° 39. « *Si l'hôtelier avoit laissé sortir les meubles volontairement et sans opposition de sa part, il n'auroit plus de privilège, et sa dette se réduiroit à une dette ordinaire.* »

Pothier, *Traité de procédure civile*, n° 482 (Bugnet, X. p. 227). — Voyez en outre : note 1, *Droit de suite des hôteliers*.

Il est des privilèges mobiliers spéciaux, au contraire, dont la garantie n'est pas liée dans son existence au fait de la possession : vendeur à terme, conservateur, voiturier d'après Pothier (1). Ils peuvent alors l'invoquer au regard de tous ayants cause postérieurs du débiteur non en possession, de tous ayants cause postérieurs possesseurs de mauvaise foi. La mauvaise foi s'apprécie, du reste, diversement suivant que le défendeur à l'action du privilégié est lui-même un créancier spécialement garanti (conflit des privilèges de vendeur et de bailleur), ou bien un acquéreur de droit réel principal, de la propriété par exemple : au premier cas, elle est constituée par la connaissance du privilège spécial existant (2), dans le second, par la connaissance de l'insolvabilité de l'aliénateur (3) (Cf. mauvaise foi dans l'action paulienne). — « *Meubles n'ont pas de suite par hypothèque mesmement quand ils sont tenus à juste titre et à bonne foi* » : telle est la formule qui résume les effets au point de vue du droit de suite des privilèges mobiliers spéciaux sans déplacement.

(1) Pothier, *Traité de procédure civile*, n° 486 (Bugnet, X, p. 230).

(2) Cette solution résulte des motifs allégués par les auteurs, spécialement Bourjon et Pothier, pour justifier la préférence du bailleur sur les attributaires de droit réel principal ou de garantie spéciale sur les meubles garnissant les immeubles en location. — Le bailleur « *n'a pu avoir que le fait* (de l'introduction des meubles) *pour guide* » (Bourjon, *Droit commun de la France*, liv. VI, tit. VIII, ch. II, n° 58); « *il ne peut compter que sur les meubles qui apparoissent en sa maison, et il ne peut sçavoir s'ils appartiennent à son locataire ou non.* » (Pothier, *Traité du contrat de louage*, n° 241, 242). (Bugnet, IV, p. 86, 87). La préférence du bailleur doit donc cesser s'il a connu l'existence d'un privilège de vendeur par exemple.

(3) Pothier, *Traité du Contrat de vente*, n° 320 (Bugnet, III, p. 132).

SECTION II

Théorie du droit de suite en matière de privilèges mobiliers dans notre ancien droit

Dans leur ensemble, les solutions de notre ancien droit dans la question du droit de suite en matière de privilèges mobiliers sont conformes à celles que nous avons rencontrées en droit romain, à celles que ce dernier eût consacrées si le système des renonciations tacites aux garanties mobilières spéciales eût été plus largement développé (1). Sans doute, l'ancien droit n'a pas organisé, pour les meubles qui en sont susceptibles, la publicité des charges réelles. Mais faut-il s'en surprendre lorsque les droits réels ou charges réelles immobilières sont elles-mêmes restées clandestines ? Sans doute aussi, les auteurs du droit coutumier comme du droit écrit admettent le vendeur sans terme non payé à exercer son action en revendication contre tout possesseur, même acquéreur de bonne foi de la propriété : ce qui est contraire aux principes sur les renonciations tacites, exposés plus haut. Mais c'est que, sur ce point particulier, l'évolution de casuistique juridique que nous laissons entrevoir n'a pas été complète. Elle a, du reste, commencé : au XVIII^e siècle, la revendication du vendeur sans terme à l'encontre des possesseurs de bonne foi n'était généralement admise que pendant un assez bref délai ; et nous avons vu Bourjon maintenir au préjudice du vendeur sans terme non payé le droit de préférence du bailleur d'immeuble.

L'identité presque parfaite des décisions du droit ro-

(1) Voyez p. 48 et 49.

main, de celles de notre ancien droit nous permet donc de poser, comme fondement et explication des solutions de celui-ci, les principes déjà consacrés par la jurisprudence romaine et de dire : dans notre ancien droit les privilèges mobiliers généraux sont les garanties personnelles et ne comportent aucun droit de suite ; les privilèges mobiliers spéciaux (action en revendication du vendeur) sont des garanties réelles et confèrent un droit de suite complet à leur bénéficiaire, sauf toutefois renonciation expresse ou tacite de celui-ci soit au privilège, soit au droit de suite.

La première de ces propositions est admise sans discussion. En argumentant de la vieille règle coutumière « *Meubles n'ont pas de suite par hypothèque* », on peut contester l'exactitude de la seconde ; nous la croyons cependant rigoureusement vraie.

D'une part, en effet, on ne peut affirmer d'une façon générale que les privilèges mobiliers spéciaux ne donnent pas naissance au droit de suite. Le vendeur sans terme même dessaisi, les privilégiés mobiliers spéciaux dépossédés contre leur gré par le débiteur, jouissent d'un droit de suite ; les privilégiés spéciaux non en possession opposent leur droit de préférence à tous ayants cause postérieurs non possesseurs ou possesseurs de mauvaise foi (la mauvaise foi consistant parfois dans la simple connaissance du privilège) (1) ; enfin nous rappelons que certaines valeurs incorporelles aujourd'hui mobilières (rentes, offices), autrefois immobilières, pouvaient faire l'objet d'un droit de suite. Ainsi, le droit de suite existe dans notre ancien droit en matière de privilèges mobiliers spéciaux.

(1) Voyez p. 56-59.

Il n'est restreint, d'autre part, que par l'application du système des renonciations expresses ou tacite. C'est ce qui résulte de la lecture des anciens auteurs spécialement de Bourjon et de Pothier. Tous privilégiés mobiliers en possession jouissent, nous l'avons vu, d'un droit de suite complet qui s'exerce à l'encontre même d'un possesseur de bonne foi ; le gagiste, l'aubergiste, le bailleur perdent cependant leur privilège, par conséquent leur droit de suite, par un dessaisissement volontaire parce qu'en ce cas *ils ont suivi la foi* de leur débiteur, autrement dit, ils ont renoncé à leur garantie spéciale et au droit de suite qu'elle procure (1).

Le vendeur à terme, type du privilégié mobilier spécial sans déplacement, en conflit avec un bailleur de bonne foi, est primé par celui-ci, à l'encontre duquel il ne peut exercer un droit de suite. La raison de cette solution ? Le vendeur a tacitement consenti à ce que les objets non payés fussent introduits en la maison du bailleur et lui fussent obligés ; il a virtuellement renoncé à opposer sa garantie spéciale au bailleur possesseur de bonne foi (2).

(1) Cette idée apparaît, en ce qui concerne le *gagiste* dans la comparaison des solutions fournies d'une part dans l'hypothèse de dépossession violente ou frauduleuse du créancier spécialement garanti, — dans l'hypothèse de dessaisissement volontaire du gagiste d'autre part. Voyez p. 57-58.

En matière de suite et revendication des meubles déplacés par un locataire, le délai d'action, d'après Bourjon, se détermine par les circonstances. Ce pouvoir d'appréciation, reconnu aux juges par Bourjon, se justifie comme application du système de renonciations tacites aux garanties mobilières spéciales. Pothier, du reste, nous le dit expressément : s'ils ont laissé sortir les meubles « ils (les bailleurs) sont censés avoir renoncé à leur privilège. » — Bourjon, *Droit commun de la France*, liv. II, tit. I, chap. VI, n° 9 ; Pothier, *Traité de procédure civile*, n° 482 (Bugnet, X, p. 228).

Si l'hôtelier, nous l'avons vu, « avoit laissé sortir les meubles volontairement et sans opposition de sa part, il n'auroit plus de privilège..... parce qu'en ce cas (ajoute Bourjon) il auroit suivi la foi du débiteur. » Bourjon, *Droit commun de la France*, liv. VI, tit. VIII, chap. II, n° 39.

(1) Bourjon, *Droit commun de la France*, liv. VI, tit. VIII, chap. II, n° 58 ; Pothier, *Traité du contrat de louage*, n° 241-247 (Bugnet, IV, p. 86-89.). N° 241

La décision de notre ancien droit en matière de droit de suite du vendeur sans terme d'objets mobiliers non payés est justifiée par des considérations de même nature. Le vendeur sans terme peut revendiquer les meubles non payés même des mains du possesseur de bonne foi. Et pourquoi? Ce n'est pas qu'étant jusqu'au paiement réputé *propriétaire*, le vendeur sans terme ne puisse lui-même tomber sous le coup de la règle « *Meubles n'ont pas de suite par hypothèque* » ; c'est que, ayant confié les meubles à l'acheteur sur l'espérance d'un paiement qui devait se faire incontinent, il n'a pas suivi la foi ni la solvabilité du prétendu acheteur, en d'autres termes, il n'a pas renoncé à tout droit réel sur la chose vendue (1).

Nous avons donc raison de l'affirmer : dans notre ancien droit les privilèges mobiliers spéciaux comme les hypothèques mobilières romaines confèrent un droit de suite complet à leur bénéficiaire pourvu que ce dernier n'ait pas expressément ou tacitement renoncé soit à son privilège, soit à son droit de suite.

Après tous les développements précédents, l'historique de la maxime « *Meubles n'ont pas de suite* » vient encore appuyer ces idées. Il démontre, en effet, que cette maxime, formulée tout d'abord et uniquement pour les garanties mobilières générales, ne fut ensuite étendue aux privilèges mobiliers spéciaux que sous l'influence des circonstances de fait auxquelles, dans notre étude de droit romain, nous avons déjà fait allusion.

in fine. « Celui qui prête ou qui loue des meubles à mon locataire, ou qui pour quelque autre raison les place chez lui, est censé, en souffrant qu'ils garnissent ma maison, consentir qu'ils soient obligés aux loyers..... »

(1) Bourjon, *Droit commun de la France*, liv. VI, tit. VIII, chap. III, n° 21. Le vendeur « n'a confié la chose que sur l'espérance d'un paiement qui devoit se faire incontinent, sans suivre la foi ni la solvabilité du prétendu acheteur. » Cf. Pothier, *Traité du contrat de vente*, n° 324. (Bugnet, III, p. 135) : « Si le vendeur, après avoir livré la chose, avait laissé écouler un temps considérable

La règle « *Meubles n'ont pas de suite* » apparaît au xiv^e siècle (1) et, dès cette époque, signifie : meubles n'ont pas de suite pour les créanciers ou par hypothèque (2).

sans en demander le prix, il est évident, en ce cas, qu'il a suivi la foi de l'acheteur et par conséquent la propriété sera censée transférée par la tradition. »

(1) Décisions de Jean Desmares, art. 165. — *Costumes notoires du Chastelet de Paris*, art. 23.

(2) Décisions de Jean Desmares, art. 165. « *Mueble n'a point de suite, c'est à entendre quand est tenu à juste titre et à bonne foi et que par exécution le créancier auroit vendu et livré iceux biens de son obligé et sans opposition avec la solennité qui y appartient.* » *Costumes notoires du Chastelet de Paris*, art. 23. « *Mueble n'a point de suite mesmement quand il est tenu à juste titre et à bonne foi; et la coutume est vraie au cas que par exécution aucun créancier auroit vendu et livré les biens de son obligé sans opposition pour sa dette, ils ne pourroient être suivis sur l'acheteur.* » — Cf. *Coutume angevine de 1411*, n° 288. (Beautemps-Beaupré, t. I, p. 564. « *Celui qui achate meuble et en prend la possession si le vendeur doit à aucun aucune somme de deniers, l'acheteur n'en peut être poursuy comme détenteur de tel meuble obligé puisqu'il est hors des mains du débiteur; car meuble n'a point de suite.* »

En notre sens Denyssen, *Dissertatio inauguralis*. Lugduni Batav., 1799; Raynaud, *De la règle « En fait de meuble possession vaut titre »*, p. 113; van Bemmelen, *Le système de la propriété mobilière*, p. 302-366, spécialement p. 347-364.

Cf. Jobbé-Duval, *Étude historique sur la revendication des meubles*, p. 168; Ortlieb, *De la possession des meubles*, p. 83-92; Poincaré, *De la revendication des meubles*, p. 108 et s.

Cons. sur l'origine de l'hypothèque dans notre ancien droit : Esmein, *Études sur les contrats dans le très ancien droit français*, p. 177 et s. Voyez ces mêmes études dans la *Nouvelle revue historique de Droit français et étranger*, années 1880, 1881, 1882, et relativement à l'origine de l'hypothèque, année 1883, p. 99-139. — Cf. van Bemmelen, *Le système de la propriété mobilière*, p. 102; Viollet, *Histoire du droit civil français*, p. 743, note 1. Warnkönig und Stein, *Franz. Rechtsgeschichte*, II, § 258.

Nous reconnaissons, du reste, qu'à une époque antérieure au xiv^e siècle, du x^e au xiii^e siècle par exemple, le droit de revendication était généralement refusé au propriétaire de meubles en ayant volontairement abandonné la possession. Mais ce n'est là, d'après nous, ni une application, ni à parler exactement, un précédent de la règle « *Meubles n'ont pas de suite*. » Avant le xiv^e siècle l'exclusion de la revendication est une conséquence de la forme juridique des divers contrats (gage, dépôt, commodat, etc.) ayant pour objet des meubles : cette forme consiste dans une aliénation fiduciaire, dans un transfert de propriété avec convention de rendre (Voyez p. 38, note 1, et *Idde*: Beaumanoir, ch. XXXI, n° 16). C'est d'elle que dérive naturellement, sans qu'il soit besoin d'alléguer un idiotisme étrange de notre très ancien droit, l'exclusion de la revendication mobilière jusqu'au xiv^e siècle.

Ajoutons que si l'on prétend trouver des applications de la maxime « *Meubles n'ont pas de suite* » dans les hypothèses où la pratique des x^e, xi^e, xii^e et xiii^e siècles refusait au propriétaire d'un meuble l'action en revendication contre l'acheteur d'un objet déposé, prêté ou donné en gage, il devient alors impossible d'expliquer l'admission de cette action revendicatoire précisément à l'époque où s'introduisait, pour se maintenir jusqu'à

Or, qu'est à ce moment l'hypothèque ? C'est l'affectation sans déplacement de certains biens d'un débiteur au paiement volontaire ou forcé de sa dette ; c'est toujours, au point de vue des objets mobiliers grevés, une hypothèque mobilière *générale* (1). Seule, l'hypothèque mobilière *générale* était donc alors soumise (il en fut encore de même au ^{xv}^e siècle et au début du ^{xvi}^e siècle) à la règle « *Meubles n'ont pas de suite* ».

L'affectation mobilière *spéciale*, au contraire, comportait un droit de suite complet. Elle se réalisait sans doute au moyen d'une aliénation fiduciaire (2), avec transport de possession (3), consentie par le débiteur au profit du créancier. Comme en droit romain, le créancier devenu et resté propriétaire, pouvait revendiquer des mains de tout possesseur (4). On discutera peut-être

nos jours, la règle « *Meubles n'ont pas de suite* ». Celle-ci date du ^{xiv}^e siècle, et la revendication mobilière apparaît alors pour prendre jusqu'au ^{xviii}^e siècle une extension de plus en plus large. Voyez Jobbé-Duval, *op. cit.*, p. 177-179, 183-189.

Sur les divers systèmes relatifs à la revendication des meubles : Jobbé-Duval, *op. cit.*, p. 14-201, spécialement p. 79-89, p. 127-130, p. 165-180 ; Ortlieb, *op. cit.*, p. 64-114 ; Poincaré, *op. cit.*, p. 81-170 ; van Bemmelen, *op. cit.*, 40-395, spécialement p. 40-110, 260-301, 367-395.

(1) Bouteiller, *Somme rurale*, liv. I, titre XXV. « *Obligation d'hypothèque est quand aucun oblige par forme d'hypothèque tous ses biens meubles et par especial héritaiges pour l'accomplissement d'aucuns contrats ou conventions où il se lie.* » Cf. Claude Liger, n^{os} 1097, 1101. (Beaumonts-Beaupré, *Institutions de l'Ajou*, t. II.) — V. Jobbé-Duval, *Étude historique sur la revendication des meubles*, p. 187, 188.

(2) V. p. 38, note 1 ; p. 64, note 2.

(3) Beaune, *Introduction à l'étude historique du Droit coutumier français*, p. 538-542. Franken, *Das französische Pfandrecht im Mittelalter*, p. 2-7, 37-42, 213-220, 289-316. Cf. Sur le gage à l'époque franque, Peltier, *Du gage immobilier dans le très ancien droit français*, thèse, Paris, 1893, p. 119-142, spécialement p. 127.

(4) Franken, *op. cit.*, p. 215, al. 2, *in fine* « *So lange jedes Pfand Faustpfand « war.... der Satz meubles n'ont pas de suite par hypothèque.... blieb unpraktisch » ; p. 289-316, spécialement p. 316. « Käufer und Pfandnehmer werden durchweg nebeneinander genannt und, sei es in der Unterstellung, dass ihnen die Sache aus einem Diebstahl zugekommen, sei es, dass sie ihnen durch einen Diebstahl abhanden gekommen, nach beiden Seiten, gegen die Besitzvorgänger und gegen die Besitznachfolger, gleich behandelt. »*

la nature de ce droit de suite. Était-elle délictuelle ou civile ? Peu nous importe. En fait, le créancier spécialement garanti jouissait d'un droit de suite plein et entier (1).

Ainsi l'adage « *Meubles n'ont pas de suite par hypothèque* » ne s'appliquait originairement qu'à l'hypothèque mobilière générale : il consacrait les solutions rationnelles admises par le Droit romain.

Au ^{xvi}^e siècle, il fut, après d'importantes discussions (2), étendu aux garanties mobilières spéciales sans

(1) On rencontre cependant, dès avant le ^{xiv}^e siècle, des affectations mobilières spéciales sans déplacement. Voyez Beaumanoir, chap. XXXIV, n° 16 : hypothèque tacite des meubles garnissant les immeubles loués ; Brutails, *Étude sur la condition des populations rurales du Roussillon au Moyen-Age*, p. 68, n° 4 : hypothèque sur un tonneau de douze charges (XII *saumata* : la *saumata* est une charge de mulet. V. Brutails, *op. cit.*, p. 59). — Ces garanties mobilières spéciales conféraient-elles un droit de suite à leur bénéficiaire ? En principe, oui. Beaumanoir, chap. LIV, n° 5. En fait, et symétriquement aux solutions données en matière de revendication mobilière, le droit de suite devait s'exercer très rarement ; et seulement sur les meubles (alors l'exception) qui, n'étant pas des choses fongibles, ne pouvaient être assimilés, au point de vue du droit de suite, à de simples instruments monétaires. C'était le cas pour les universalités mobilières, exemple : l'ensemble des meubles garnissant une ferme ; le bailleur, croyons-nous, jouissait d'un droit de suite sur les meubles déplacés sans son consentement (Beaumanoir, chap. LIV, n° 5 ; chap. XXXVIII, n° 9). Dans les autres hypothèses et en fait, le droit de suite ne devait pas exister davantage que sur les espèces monnayées en droit romain (v. p. 42). V. sur le rôle des meubles comme instruments monétaires au Moyen-Age : Brutails, *op. cit.*, p. 44-66 ; Sohm, *Ueber die Natur und Geschichte der modernen Hypothek* dans *Zeitschr. f. d. Privat-und öffentl. Recht der Gegenwart*, 1878, V, p. 1^{er}, 11. « Die fahrende Habe » ist das zahlungsmittel, das Geld des alten Rechts. » Cf. P. Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'Économie politique*, III, p. 101-110, 189-192.

(2) D'après la plupart des auteurs du ^{xv}^e siècle, la maxime « *Meubles n'ont pas de suite par hypothèque* » ne peut être opposée aux créanciers pourvus d'une hypothèque spéciale sur tel ou tel meuble.

Boyer, *Commentar. in consuetud. Bituric.*, titul. de consuetud. hypothecæ, § 2. « *Biens meubles par la coutume n'ont point de suite d'hypothèque contre un tiers autre que le débiteur* »

a) De suite d'hypothèque..... *hanc consuetudinem intelligerem in generali hypotheca pignore quando quis generaliter obligat omnia sua bona habere locum. Secus crederem in expressa pignoris hypotheca quia hypothecaria actio est in rem persecutoria..... Alias sequeretur maximum inconveniens ipsi ; creditori, quod debitor in fraudem creditoris alienaret bona mobilia quæ solum forte habet, quod illa prosecui non posset, maxime si aliqua bona mobilia essent*

déplacement, ainsi aux privilèges mobiliers spéciaux ; mais, nous l'avons déjà dit, il ne pouvait en être autrement. Pour trancher la question de l'application du brocard précité aux privilèges mobiliers spéciaux, nos anciens auteurs du xvi^e siècle n'étaient pas complètement libres : ils se trouvaient en présence de ce texte général « *Meubles n'ont pas de suite par hypothèque* » et devaient naturellement décider que, la loi ne distinguant pas les garanties mobilières spéciales des garanties mobilières générales, il n'appartenait pas aux interprètes de les opposer au point de vue du droit de suite. *Ubi lex non distinguit, nec nos distinguere debemus* (1). — Du x^e au xvi^e siècle, époque de civilisation surtout agricole et de pleine vigueur du système féodal, s'était, du reste, accréditée cette opinion que les meubles sont choses viles (2), que les immeubles sont les seules véritables richesses ; on devait donc assez peu hésiter à restreindre les droits des créanciers garantis spécialement et sans déplacement sur les meubles. D'autant plus que, pendant longtemps, en raison de la rareté d'une commune mesure d'échange, de la monnaie, en raison aussi de l'état rudimentaire de la division du travail, les objets mobiliers s'étaient assez peu diversifiés : c'étaient de vulgaires instruments de travail, des ustensiles ara-

specialiter obligata, quæ in bonis debitoris semper ex voluntate, et permissione creditoris remansissent. »

Rebuffe, *Commentar. in Constitutiones seu ordinationes regias*, Tractatus de literis obligat., p. 78, n^{os} 38, 39, 40.

Guillaume Terrien, *Commentaire du droit civil tant public que privé observé au pays de Normandie*, liv. VIII, chap. I, additio à « suite de meubles ». « *Ceste maxime que meubles n'ont point de suite est limitée ne procéder quand il y a spéciale hypothèque sur iceux.* »

Cf. Bessian de Pressac, *Arvernorum consuetudines*, ch. XXIV, art. 52, cité par M. Jobbé-Duval, *op. cit.*, p. 212.

(1) Chasseneutz, *Consuet. ducatus Burgundie*, Rubr. V, § 3, n^o 4.

(2) Sur l'adage : *Vilis mobilium possessio* : Barthou, *De l'origine de l'adage « vilis mobilium possessio »*, thèse, Paris, 1886.

toires, quelques objets très simples d'ameublement; c'étaient des choses fongibles, utilisables par tous, et l'on s'était accoutumé à les considérer plutôt comme des instruments de paiement que comme des moyens de crédit (1). — Enfin, la maxime « *Meubles n'ont pas de suite par hypothèque* », appliquée aux hypothèques et privilèges mobiliers spéciaux sans déplacement, était la formule naturelle des effets de ces garanties lorsque le jeu des présomptions de renonciations tacites vient atténuer les conséquences rigoureuses des principes rationnels sur le droit de suite (2) : il était presque impossible que son extension aux privilèges mobiliers spéciaux sans déplacement n'eût pas lieu.

Mais, nous croyons l'avoir démontré, si cette formule « *Meubles n'ont pas de suite par hypothèque* » est, en matière de privilèges mobiliers généraux, la traduction, l'expression d'un principe rationnel; elle n'est, dans notre ancien droit, ni la règle générale, ni la règle théorique applicable à la question du droit de suite en matière de privilèges mobiliers spéciaux. Elle n'est pas la règle générale, puisque tous les privilégiés mobiliers spéciaux nantis et même le vendeur sans terme possèdent un droit de suite; elle n'est pas la règle théorique et rationnelle, puisque les auteurs justifient, en dehors d'elle, par des présomptions de renonciations tacites au privilège ou au droit de suite, les solutions d'espèces qu'ils proposent; puisque l'historique fait, en outre, apparaître les circonstances toutes contingentes dans lesquelles elle fut étendue aux privilèges mobiliers spéciaux.

Nous maintenons donc cette double affirmation : dans

(1) V. p. 66, note 1, *in fine*.

(2) V. p. 47-49.

notre ancien droit, les privilèges mobiliers généraux sont des garanties personnelles et ne confèrent aucun droit de suite ; — les privilégiés mobiliers spéciaux sont attributaires d'une sûreté réelle ; ils jouissent du droit de suite sauf, de leur part, renonciation expresse ou tacite à leur privilège ou à leur droit de suite..

Et nous arrivons en possession de ce système, déjà consacré par le droit romain, à l'étude de notre législation actuelle.

DEUXIÈME PARTIE

DROIT ACTUEL

Sauf texte contraire, nous devons appliquer à la solution du problème du droit de suite en matière de privilèges mobiliers sous le régime du Code civil les principes déjà fixés par notre étude historique.

Le texte contraire existe-t-il ? Non, sans aucun doute, pour les privilèges mobiliers généraux ; et l'exposé des diverses théories sur la question du droit de suite en matière de privilèges mobiliers établira qu'il ne se rencontre pas davantage pour les privilèges mobiliers spéciaux.

Après avoir, dans un Chapitre premier, indiqué, discuté les systèmes actuels de la doctrine sur le droit de suite en matière de privilèges mobiliers, nous aurons donc (Chapitre II) à développer, pour notre droit actuel, les principes rationnels admis par la jurisprudence romaine, par celle aussi de notre ancien droit.

CHAPITRE PREMIER

Exposé et critique des doctrines actuelles sur la question

On s'accorde généralement pour décider que les privilèges mobiliers généraux sont des garanties personnelles, et ne peuvent conférer un droit de suite quelconque : aussi, nous bornerons-nous à l'examen et à la critique des décisions doctrinales relatives à la suite en matière de privilèges mobiliers spéciaux.

Or, parmi les auteurs, il en est, tel M. Planiol, qui ne formulent, sur l'existence et les conditions d'existence du droit de suite en matière de privilèges mobiliers spéciaux, aucune règle générale. D'autres, MM. Aubry et Rau par exemple, posent en principe l'exclusion du droit de suite. Le plus grand nombre, parmi lesquels M. Beudant, se prononcent pour l'existence du droit de suite; l'article 2279 C. civ. pourrait seul mettre obstacle à son exercice. — Les systèmes de MM. Planiol, Aubry et Rau, Beudant nous paraissent représenter les types divers d'opinions possibles dans la question que nous discutons : nous les prendrons comme base de nos développements.

SECTION I

**Exposé des solutions doctrinales sur le droit de suite
en matière de privilèges mobiliers spéciaux**

§ 1. — *On ne peut formuler une règle générale applicable à tous privilèges mobiliers spéciaux.* Théorie de M. Planiol.

« A cette question : quels sont les caractères généraux « des privilèges ? on peut (en effet) répondre hardiment : « il n'y en a pas (1) ». Parmi les privilèges mobiliers spéciaux, en particulier, il faut distinguer : les privilèges dérivant du gage (privilège du gagiste, du bailleur, privilège pour faits de charge), — les privilèges dérivant du droit de rétention (privilège de l'aubergiste, du voiturier), — les privilèges fondés sur une idée de création ou conservation de valeur (privilège du vendeur de meubles, du conservateur, du bailleur sur les récoltes de l'année) (2). Et la diversité de nature des privilèges mobiliers spéciaux doit, dit-on, conduire à des solutions différentes pour chacune des catégories énumérées.

Les privilèges dérivant du gage, droit réel, comportent un droit de suite (3). Le droit de suite du bailleur est réglé par l'article 2102-1^o, al. 5, C. civ. ; celui du gagiste par l'article 2279.

Une simple exception *non adimpleti contractus* résulte des privilèges qui dérivent d'un droit de rétention : des garanties de l'aubergiste et du voiturier. Ces privilèges durent autant que la possession du créancier mais disparaissent avec elle ; le créancier ne peut même reven-

(1) Planiol, *Traité de droit civil*, II, n^{os} 2543-2548, n^o 2586-2621.

(2) Planiol, II, n^o 2621.

(3) Planiol, II, n^{os} 2438-2439.

diquer les objets dont le débiteur l'a dépouillé sans son consentement (1).

Les privilèges fondés sur une idée de création ou de conservation de valeur ne confèrent aucun droit de suite à leur bénéficiaire (2) : ainsi le vendeur d'objets mobiliers non payé ne peut inquiéter les ayants cause postérieurs particuliers, possesseurs de ces objets, ni même un sous-acquéreur non en possession. Les privilégiés mobiliers spéciaux de cette catégorie jouissent seulement de la faculté, commune à tous créanciers, d'exercer l'action paulienne (art. 1167 C. civ.).

§ 2. — *La nature théorique des privilèges mobiliers spéciaux répugne à l'admission du droit de suite.* Argument : art. 2119 C. civ. Système de MM. Aubry et Rau (3).

En principe, nul privilégié mobilier ne peut être muni d'un droit de suite. Cependant il faut encore distinguer, parmi les privilégiés spéciaux, d'une part les privilégiés en possession jouissant d'un droit de rétention, d'autre part les privilégiés qui ne peuvent invoquer un droit de rétention (4).

Les premiers, dont le privilège repose sur une idée de nantissement (gagiste, aubergiste, voiturier), opposent leur droit de rétention à tout ayant cause postérieur de leur débiteur, voire même à l'acquéreur de la propriété. Dépossédés violemment ou frauduleusement, ils peuvent, par voie de saisie-revendication (5), réclamer de leur

(1) Planiol, II, n° 2588, 2520-2521, n° 2530. « Si le rétenteur perd la possession, il n'a aucun moyen de reprendre la chose. »

(2) Planiol, II, n° 2548, 2618-2620.

(3) Dans le même sens : Balleydier, *Des privilèges sur les créances et de leurs effets*, dans *Rev. crit. de législation et de jurisprudence*, 1886, n° série, t. XV, p. 415, 523, 568.

(4) Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 256, texte et note 2, p. 186.

(5) Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 256 bis, spécialement p. 194-196. Cf. § 261, 6^e, p. 271, texte et note 78 ; § 261, 7^e, p. 274.

débiteur, de tous ses ayants cause postérieurs non en possession de bonne foi, la restitution des objets qui leur étaient affectés. Ces privilégiés perdent, du reste, leur garantie spéciale par un dessaisissement volontaire : c'est une conséquence de ce que cette garantie est fondée sur une idée de nantissement.

Au contraire, les créanciers pour création, conservation de valeur d'objets mobiliers (vendeur, conservateur, bailleur sur les récoltes de l'année) (1), conservent leur privilège indépendamment du fait de la possession. Mais ce privilège mobilier, séparé de la possession, est un droit essentiellement personnel, opposable seulement aux ayants cause personnels du débiteur et ne produisant aucun droit de suite, sinon dans les conditions de l'action paulienne (art. 1167 C. civ.) (2).

§ 3. — *Le droit de suite existe au profit des privilégiés mobiliers spéciaux, car ils sont attributaires de droits réels; mais l'article 2279 C. civ. met obstacle à son exercice au préjudice des ayants cause particuliers du débiteur, possesseurs de bonne foi.* Théorie de M. Beudant (3).

Dans le détail des solutions M. Beudant sépare les privilèges fondés sur une idée de nantissement des privilèges qui reposent sur une idée de création ou conservation de valeur (4).

Les premiers, pendant toute la durée de la possession, sont opposables à tous ayants cause postérieurs du débiteur. Une dépossession dolosive, par le fait de ce dernier,

(1) Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 261, p. 234, 235.

(2) Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 256, texte et note 2.

(3) Beudant, *Sûretés personnelles et réelles*, I, n^{os} 262, 263-268. Dans le même sens : Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *Nantissement, Privilèges et hypothèques*, 2^e édit., I, n^o 302; Guillouard, *Privilèges et hypothèques*, I, n^o 173. Cf. Laurent, XXIX, n^{os} 314, 479.

(4) Beudant, *op. cit.*, n^o 385.

laisse subsister une action en revendication (que M. Beudant paraît accorder au créancier pendant trois ans) à l'encontre même d'un possesseur de bonne foi. — Fondés sur une idée de nantissement, les privilèges du gagiste, du bailleur, de l'aubergiste, du voiturier s'éteignent, du reste, par le dessaisissement volontaire du créancier (1).

Les privilèges mobiliers spéciaux qui se justifient par une idée de création ou conservation de valeur (les privilèges d'aubergistes, de voituriers peuvent parfois rentrer dans cette catégorie) (2), existent, au contraire, séparés de la possession ; et comme ce sont des droits réels, ils peuvent être invoqués à l'encontre de tout ayant cause postérieur du débiteur ne bénéficiant pas de la disposition de l'article 2279 C. civ. (3) : ainsi, le vendeur d'objets mobiliers non payés peut opposer son privilège à un sous-acquéreur non en possession ou en possession de mauvaise foi.

SECTION II

Critique des théories exposées

Entre ces trois systèmes existe un point de ressemblance très apparent : tous, pour solutionner les difficultés soulevées par la question du droit de suite en matière de privilèges mobiliers spéciaux, distinguent plusieurs catégories de privilèges. La classification de M. Planiol est tripartite, comprend les privilèges déri-

(1) Beudant, *op. cit.*, n° 195, 196, n° 385, n° 396, 2°, 3° et note 4, n° 399, 400.

(2) Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *op. cit.*, I, n° 550. Beudant, *op. cit.*, n° 396, 3°, note 3.

(3) Beudant, *op. cit.*, n° 263-268, n° 447, 2°, 7, p. 394.

vant du gage, d'un droit de rétention, ceux, enfin, qu'explique une idée de création ou de conservation de valeur (1). La distinction de MM. Aubry et Rau, Beudant, n'a que deux termes : privilèges mobiliers spéciaux fondés sur une idée de nantissement, privilèges reposant sur une idée de création ou de conservation de valeur (2). Dans tous les cas, *les oppositions des privilèges mobiliers spéciaux entre eux ne sont pas purement logiques ; elles servent à justifier les décisions particulières proposées par chaque auteur.*

Parce qu'ils dérivent d'un droit de gage ou de rétention (théorie de M. Planiol), d'une idée de nantissement (théorie de MM. Aubry et Rau, de M. Beudant), certains privilèges sont par nature et par essence rigoureusement liés au fait de la possession ; ils disparaissent donc nécessairement par un dessaisissement volontaire et ne peuvent alors, même dans l'opinion de M. Beudant, conférer le moindre droit de suite à leur bénéficiaire.

On ajoute, du reste, que ces privilèges se rattachent parfois à un fait particulier de création ou de conservation de valeur : ainsi, le privilège du bailleur, fondé sur un nantissement tacite, a pour cause, dit-on, une création de valeur lorsqu'il affecte les récoltes de l'année courante ; les privilèges de l'aubergiste, du voiturier peuvent résulter d'une conservation des effets et bagages du voyageur, des marchandises transportées. Ces privilèges survivent *alors*, pense-t-on, au dessaisissement volontaire du créancier et, si l'on admet le système doctrinal de M. Beudant, on est alors conduit à décider qu'ils sont opposables à un ayant cause particulier du débiteur non possesseur de bonne foi.

(1) Voyez p. 73, 74.

(2) Voyez p. 74-76.

Pour M. Planiol, enfin, les sûretés de l'aubergiste, du voiturier, puisqu'elles s'expliquent par l'idée d'un droit de rétention au profit de ces créanciers, ne peuvent exister plus longtemps que la possession même : la perte de celle-ci entraîne leur extinction dans l'hypothèse même d'une dépossession violente ou frauduleuse par le fait du débiteur.

Ainsi, la classification des privilèges mobiliers spéciaux par les auteurs paraît être, entre leurs mains, un instrument pour l'élaboration des solutions en matière de droit de suite ; avant donc de discuter chacune des théories exposées à la section I, nous devons éprouver la solidité des distinctions que tous pratiquent et poser la question de leur réalité objective.

I. — *Des diverses classifications des privilèges mobiliers spéciaux au point de vue du droit de suite*

Il nous est, tout d'abord, impossible d'accepter la classification tripartite formulée par M. Planiol : les sûretés de l'aubergiste, du voiturier doivent, au moins, être réunies à celles du gagiste et du bailleur. *Historiquement*, en effet, nous le savons déjà, le privilège de l'aubergiste fut consacré par le droit romain comme hypothèque tacite (1) et certains auteurs de notre ancien droit le désignent encore sous le nom d'hypothèque (2). Le privilège du voiturier fut reconnu par la jurisprudence romaine comme hypothèque expresse (3), et Pothier le

(1) Voyez p. 25.

(2) Voyez p. 29, Cf. Prevôt de la Jannès, *Principes de la jurisprudence française*, n° 175 : « Le nantî de gage passe avant tous les privilégiés parce qu'il a acquis un droit réel dans la chose ; c'est pour cela que les hôteliers..... sont préférés à tous les autres créanciers..... »

(3) Voyez p. 25.

maintient encore après le dessaisissement volontaire du voiturier (1). Privilèges de l'aubergiste et du voiturier engendrent, du reste, même dans notre ancien droit, un certain droit de suite (2). *Rationnellement*, enfin, ces garanties se justifient par une idée de dation en gage et sont des hypothèques mobilières tacites au même titre que les privilèges du bailleur et du gagiste. — Nous écarterons donc de l'étude du droit de suite en matière de privilèges mobiliers spéciaux, la division tripartite de M. Planiol.

Mais faut-il même conserver, *pour en tirer les conséquences positives* que nous avons mentionnées, la distinction proposée par la majorité des auteurs, parmi lesquels MM. Aubry et Rau, Beudant, et qui consiste à opposer les privilèges fondés sur une idée de nantissement tacite aux privilèges fondés sur une idée de création ou de conservation de valeur ? Nous ne le croyons pas.

Historiquement, cette distinction ne paraît pas avoir jamais eu l'importance qu'on lui attribue aujourd'hui. Elle est inconnue de l'ancien droit comme du droit romain. Jamais, avant les travaux préparatoires du Code civil, elle n'apparaît sous la forme générale et abstraite qu'elle revêt actuellement. Jamais, *a fortiori*, même dans notre ancien droit, on ne s'était appuyé sur elle pour décider que certaines garanties mobilières spéciales (des gagiste, bailleur, aubergiste, voiturier) disparaissaient nécessairement avec le dessaisissement volontaire ; pour décider que ces mêmes garanties, reposant en principe sur une idée de nantissement tacite, survivaient accidentellement au dessaisissement du créancier, lorsque celui-ci pouvait invoquer un fait de création ou

(1) Voyez p. 59.

(2) Voyez p. 57 et suiv.

conservation de valeur. Dans Bourjon, par exemple, les privilèges de l'aubergiste, du voiturier sont éteints par la remise volontaire de la possession au débiteur, *parce qu'alors, le créancier a suivi la foi de ce dernier; ils s'éteignent*, en outre, *pour le tout et pour la part même de la créance afférant à des frais de conservation avancés par l'aubergiste ou par le voiturier* (1).

Rien n'indique, du reste, que dans notre droit moderne un intérêt pratique quelconque doive être attaché à la classification bipartite et commune des privilèges mobiliers spéciaux. Grenier qui, dans son rapport au Tribunal, la présente sous sa forme générale, ne la donne pas comme une distinction théorique, source et point de départ des solutions d'espèces. « Il est inutile, dit-il, que « je vous répète la nomenclature qui en (des privilèges « mobiliers spéciaux) est faite dans le projet de loi : elle « sera justifiée quand on aura rappelé les deux principes dont les dispositions du projet ne sont que les « conséquences immédiates ». Suit l'énoncé des deux idées (nantissement, création ou conservation de valeur) justificatives des privilèges mobiliers spéciaux maintenus par le Code civil (2). Cet énoncé ne nous paraît être qu'un procédé d'exposition *brevitatis causa*; les quelques mots qui le précèdent lui donnent ce caractère; il serait donc excessif d'en vouloir déduire des conséquences positives.

(1) Bourjon, *Droit commun de la France*, liv. VI, tit. VIII, chap. II, n° 39 : « Si l'hôtelier avoit laissé sortir les meubles volontairement et sans opposition de sa part, il n'auroit plus de privilège, et sa dette se réduiroit à une dette ordinaire parce qu'en ce cas il auroit suivi la foi de son débiteur. » — N° 41 : « Les messagers et voituriers ont le même privilège sur les paquets, balots et marchandises qu'ils ont voiturés; c'est leur gage, leur fait le leur rend tel;..... ils peuvent donc les retenir jusqu'à ce qu'ils soient payés de ce qui leur est dû pour la voiture et les dépenses nécessaires pour le transport et la conservation des choses voiturées. Cette retenue est l'exécution de leur privilège. »

(2) Rapport de Grenier au Tribunal, le 26 ventôse an XII, Loaré, XVI, p. 383 in fine, n° 17.

Au surplus, et *rationnellement*, la distinction bipartite des privilèges mobiliers spéciaux est trop vague, trop flottante pour être objectivement vraie. Les privilèges de l'aubergiste, du voiturier étaient justifiés, à Rome, par une idée de conservation de valeur (1); le privilège de l'hôtelier avait, selon Brodeau, une double cause : une conservation de valeur et un nantissement (2). Sous le régime du Code civil, on peut de même soutenir que les privilèges du bailleur, de l'aubergiste, du voiturier, indépendamment de tous frais particuliers de conservation, s'expliquent par une double cause : un nantissement, une création ou conservation de valeur.

Et les privilèges que l'on dit fondés sur une idée de création ou conservation de valeur, ils existaient à Rome, dans l'ancien droit, comme hypothèques mobilières, soit expresse (3), soit tacite (4), et reposaient alors sur un fait de nantissement (*pignus*) ou d'affectation réelle. — De même, si l'on suppose aujourd'hui un vendeur, un conservateur nanti, la sûreté particulière dont ils jouissent est fondée à la fois sur un nantissement tacite et sur une création ou conservation de valeur. Après leur dessaisissement, le vendeur, le conservateur dont le privilège subsiste, peuvent encore être considérés comme créanciers hypothécaires tacites sur les meubles vendus ou conservés : leur privilège s'explique donc, et par une idée de création ou conservation de valeur et par celle aussi de gage sans déplacement, tacite et légal.

(1) Voyez l. 6, pr. et § 2, Dig., *Qui pot.*, XX, 4; l. 6 pr. : *Hujus enim pecunia salvam fecit totius pignoris causam : quod poterit quis admittere et si in cibaria nautarum fuerit creditum, sine quibus navis salva pervenire non poterat.* — § 2, *Tantumdem dicetur et si merces horreorum, vel aræ, vel vecturæ jumentorum debetur ; nam et hic potentior erit.*

(2) Brodeau, *Coutume de Paris*, art. 175. Cf. Bourjon sur le privilège du voiturier, *Droit commun de la France*, liv. VI, tit. VIII, chap. II, n° 41.

(3) Voyez p. 25.

(4) Voyez p. 29.

Tout ce que l'on peut dire, à notre avis, pour distinguer dans leurs effets au point de vue du droit de suite les divers privilèges mobiliers spéciaux, c'est qu'ils ont, de par la loi, la pratique et les usages, des modes particuliers de réalisation, s'imposant aux privilégiés pour faire valoir leur sûreté spéciale. Le privilège du gagiste n'existe pas légalement (art. 2076 C. civ.) séparé de la possession : le dessaisissement volontaire équivaut alors à une renonciation tacite. Les privilèges de bailleur, d'aubergiste et de voiturier s'exercent normalement même pour les frais de conservation de la chose, par voie d'*exceptio non adimpleti contractus* ; le bailleur, l'aubergiste, le voiturier qui n'opposent pas leur droit de rétention au débiteur suivent la foi de celui-ci, et doivent normalement être présumés renonçants à leur garantie. D'autres privilèges (du vendeur, du conservateur), à raison d'un lien très intime entre le titre de la créance et le meuble grevé, peuvent exister séparés de la possession ; mais comme le bénéficiaire a suivi en quelque mesure la foi du débiteur, ils ne peuvent être opposés sans distinction à tous ayants cause postérieurs.

Nous croyons donc devoir repousser toutes autres classifications des privilèges mobiliers spéciaux, *en tant qu'on chercherait à en déduire des solutions pratiques*.

Nous répudions aussi les décisions précédemment indiquées dont ces classifications sont le point de départ. Ainsi, nous concevons pratiquement la survie du privilège de l'aubergiste, du voiturier, surtout au dessaisissement, car on pourra s'en référer aux usages. Nous n'admettons pas, au contraire, en principe du moins, un aubergiste, un voiturier dessaisi volontairement et déchu de leur privilège à réclamer le paiement par préférence de frais de conservation ; ils auraient dû

opposer leur droit de rétention ; s'ils ne l'ont fait, ils ont renoncé pour le tout à leur privilège. Au point de vue spécial du droit de suite, on ne saurait leur reconnaître le droit de suite restreint admis au profit du vendeur ou du conservateur ordinaire dans la théorie de M. Beudant et dans celle que nous développerons.

II. — *Critique des divers systèmes sur le droit de suite en matière de privilèges mobiliers spéciaux*

§ 1. — Édifiée désormais sur la distinction des privilèges mobiliers spéciaux en privilèges fondés sur une idée de nantissement et privilèges reposant sur une idée de création ou de conservation de valeur, la *théorie de M. Planiol* nous paraît devoir ou bien se fondre dans celle de MM. Aubry et Rau : tous privilèges mobiliers sont des droits personnels sans aucun droit de suite et sauf les effets d'un droit de rétention, — ou bien devoir se réunir à celle de M. Beudant : les privilèges mobiliers spéciaux sont des droits réels et comportent un droit de suite, réserve faite de l'application de l'article 2279 C. civ. Nous n'avons donc pas à faire une étude séparée de la doctrine de M. Planiol.

§ 2. — *D'après MM. Aubry et Rau*, les privilégiés mobiliers même spéciaux sont des ayants cause personnels ; ils ne peuvent, dès lors, se prévaloir d'un droit de suite quelconque.

L'argument invoqué est le texte de l'article 2119 C. civ. : « *Meubles n'ont pas de suite par hypothèque* ».

« En reproduisant, disent MM. Aubry et Rau, dans l'article 2119 cette règle sur le sens de laquelle nos anciens auteurs ne fournissent pas d'explications com-

« plètement satisfaisantes, les rédacteurs du Code ont « voulu, à notre avis, exprimer l'idée que les meubles ne « peuvent être l'objet d'aucune affectation réelle susceptible d'engendrer un droit de suite (1). »

Nous en dirons très peu sur cette interprétation, fondement de tout le système de MM. Aubry et Rau.

Nous savons, en effet, que la maxime « *Meubles n'ont pas de suite par hypothèque* » s'appliquait originellement et s'était appliquée normalement, jusqu'à la loi du 11 brumaire an VII, à l'hypothèque générale. Sous l'ancien régime, celle-ci constituait le droit commun. Nous savons qu'en matière de garanties mobilières spéciales cet adage régissait surtout les privilèges mobiliers sans déplacement, et n'était pas alors le point de départ, ni la source des décisions particulières, mais bien plutôt le résumé des solutions obtenues en combinant le système des renonciations tacites avec les principes théoriques générateurs d'un droit de suite.

Dans le Code civil, l'article 2119 a donc exactement les sens suivants :

L'hypothèque mobilière spéciale *conventionnelle* n'existe pas, en principe, sans une remise matérielle au créancier de la possession des objets affectés.

L'hypothèque générale qui confère un droit de suite (ex. : hypothèque judiciaire) ne porte pas sur les objets mobiliers du débiteur. Cette acception était courante, à la fin de notre ancien droit, dans les coutumes d'où l'hypothèque mobilière était exclue.

Les garanties générales affectant meubles et immeubles ou l'ensemble du mobilier d'un débiteur ne comportent aucun droit de suite.

(1) Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 256, note 2, p. 186.

Les garanties mobilières spéciales sans déplacement ne confèrent qu'un droit de suite restreint.

Ainsi, l'article 2119 n'est nullement contraire à la théorie que nous soutenons, à savoir : les privilèges mobiliers généraux sont des sûretés personnelles sans droit de suite ; mais les privilèges spéciaux sont des sûretés réelles dont le bénéficiaire est investi d'un droit de suite sauf, toutefois, renonciation expresse ou tacite soit au privilège, soit au droit de suite (1).

(1) L'interprétation de l'art. 2119 par MM. Aubry et Rau a été développée par M. Balleydier dans un article de la *Revue critique* déjà cité (*Des privilèges sur les créances et de leurs effets*, *Rev. crit. de légis. et de jurispr.*, n^{re} série, t. XV, année 1886, p. 415, 523, 568, voyez p. 530). Elle ne semble pas devoir prévaloir dans la doctrine. Les auteurs en général se rallient à l'une des deux théories suivantes :

1. *Les meubles ne sont pas susceptibles d'hypothèque* : telle est la signification de l'article 2119 d'après certains auteurs. Voyez Colmet de Santerre, *Cours analytique de Code civil*, IX, n^{os} 79 et 79 bis ; Valette, *De la règle que les meubles n'ont pas de suite par hypothèque*, *Mélanges de droit et de jurisprudence*, I, p. 252-255. Argument : rapport de Bigot-Préameneu au Conseil d'État, le 12 pluviôse an XII, Loché, XVI, p. 110.

2. L'article 2119, dit-on, ne peut être un texte prohibitif de l'hypothèque mobilière, puisque l'article 2118 énumère déjà limitativement les choses susceptibles d'hypothèque sans mentionner les meubles. « *Meubles n'ont pas de suite par hypothèque* » ne peut être traduit par « *il n'y a pas d'hypothèque sur les meubles* ». Ce serait là une disposition inutile après celle si claire et si formelle de l'article 2118. L'article 2119 doit donc être interprété littéralement, c'est-à-dire non pas comme texte prohibitif de l'hypothèque mobilière, mais comme texte restrictif des effets de celle-ci au point de vue du droit de suite. Il existe en effet, sous le régime du Code civil, des hypothèques mobilières ; les meubles sont parfois l'objet d'une affectation hypothécaire et il en est ainsi des meubles immeubles par destination. C'est aux immeubles par destination susceptibles d'hypothèque aux termes mêmes de l'article 2118 que s'applique directement la disposition de l'article 2119 ; l'hypothèque qui les frappe ne confèrera pas le droit de suite à son bénéficiaire. En ce sens : Delvincourt, III, p. 157 et note 5 ; Duranton, XIX, n^o 280 ; Merlin, *Répertoire de jurisprudence*, v^o *Hyp.*, sect. II, § III, art. 3, n^o 8 ; Cf. Troplong, I, n^o 414 bis.

Ces diverses interprétations, en y comprenant celle de MM. Aubry et Rau, prêtent le flanc à la même critique. Dès que l'on s'écarte, en effet, du sens originnaire de la règle « *Meubles n'ont pas de suite par hypothèque* » tel que nous l'avons fixé quelques pages plus haut (voyez p. 64 et 65), cette maxime ne conserve plus de signification bien précise ; elle ne peut être qu'une formule commode pour marquer la tendance et l'esprit général de notre législation en matière de garanties mobilières. Aussi ne faut-il pas chercher à en définir trop exactement le sens. En réalité, les trois interprétations que nous

§ 3.— *Théorie de M. Beudant.* Les privilèges mobiliers spéciaux, droits réels, engendrent un droit de suite à l'exercice duquel l'application de l'article 2279 du C. civ. (*En fait de meubles, possession vaut titre*) peut seule mettre obstacle.

Sur ce système on peut observer : il est assez étrange que, dans cette matière toute traditionnelle que nous étudions, on fasse intervenir une disposition (l'article 2279) qui date de la fin du ^{xvii}e siècle ou du début du ^{xviii}e, alors que, depuis longtemps et sans le secours de la règle « *En fait de meubles, possession vaut titre* », on tranchait toutes les difficultés relatives au droit de suite en matière de privilèges mobiliers dans un sens restrictif. C'est au ^{xvi}e siècle que la maxime « *Meubles n'ont pas de suite* » est étendue aux privilèges mobiliers spéciaux.

Cet adage « *En fait de meubles, possession vaut titre* » ne s'applique, du reste, qu'aux meubles corporels. Et cependant, l'ancien droit a restreint le droit de suite des privilégiés spéciaux même en matière de meubles et valeurs incorporels. Et cependant, il serait excessif aujourd'hui de décider qu'un privilégié sur une créance ou sur une valeur mobilière incorporelle, tel un brevet d'invention, doit jouir d'un droit de suite, même à l'encontre d'un sous-acquéreur de bonne foi saisi de la créance, du brevet par l'accomplissement des formalités légales. L'article 2279 semble donc un texte insuffisamment restrictif du droit de suite des privilégiés mobiliers.

M. Beudant admet que les privilégiés mobiliers nantis (ex. : gagiste, bailleur, aubergiste), dépossédés contre leur

venons de rapporter sont toutes également proches de la vérité : il suffit, pour atteindre à celle-ci, de compléter chacune d'elles par les deux autres. On peut alors aboutir à des formules analogues à celles que donne notre texte.

gré par leur débiteur, peuvent revendiquer même entre les mains d'un possesseur de bonne foi : ce serait une application de l'article 2279, al. 2. En réalité, M. Beudant statue en dehors de la disposition qu'il invoque, car l'article 2279 n'autorise l'éviction du possesseur de bonne foi que dans l'hypothèse de perte ou de vol, et ce n'est pas notre cas.

Enfin, en accordant, par extension de l'article 2279, la revendication aux privilégiés mobiliers spéciaux déposés contre leur gré par le débiteur, on peut poser la question de la durée de cette action en revendication. Si l'article 2279 est la disposition générale qui seule permette de restreindre le droit de suite des privilégiés mobiliers spéciaux, on adoptera le délai de trois ans. Mais, n'est-ce pas alors couvrir les privilégiés mobiliers spéciaux d'une protection que la loi paraît leur avoir refusée en renfermant dans un temps très bref l'exercice du privilège du bailleur sur les meubles déplacés? On dira donc que le délai d'exercice de l'action en revendication variera suivant les circonstances. Chaque auteur sur ce point peut avoir son système, et l'article 2279 restera lettre morte.

Ne serait-ce pas, et toutes les considérations précédentes l'établissent surabondamment, ne serait-ce pas que l'article 2279 ne peut fournir la clef des difficultés que soulève le problème du droit de suite en matière de privilèges mobiliers spéciaux, qu'il n'est pas le véritable obstacle à l'exercice du droit de suite. Nous en sommes, quant à nous, convaincu : l'article 2279, al. 1, règle une question de preuve de la propriété mobilière, et nous avons supposé résolues, au début même de cette étude, toutes les difficultés de preuve.

L'article 2279, al. 1, *tranche une question de preuve*

et ne réalise directement aucune acquisition immédiate de propriété au profit du possesseur de bonne foi : c'est ce que nous nous proposons maintenant de démontrer.

D'après les principes généraux du droit, le possesseur d'un meuble ou d'un immeuble en est présumé le propriétaire, c'est-à-dire que le demandeur revendiquant est tenu, au préalable, de démontrer qu'il fut autrefois titulaire du droit. En réponse à cette revendication le possesseur doit alors fournir la preuve contraire, en prouvant que lui-même ou l'un de ses devanciers ont acquis le meuble, l'immeuble à juste titre soit du revendiquant lui-même, soit d'une autre personne, avant la prétendue propriété du revendiquant ou avant les délais de prescription (1).

Dans notre ancien droit, et jusqu'à l'ordonnance royale de 1667, l'application rigoureuse de ces principes en matière de revendication mobilière, pouvait être admise sans inconvénient sérieux pour les possesseurs de meubles, véritables propriétaires. Ceux-ci, en effet, défendeurs à la revendication, et pour établir leur droit de se maintenir en possession, n'étaient pas tenus de représenter le titre écrit de leur acquisition ou de celle de leurs auteurs; ils invoquaient l'origine régulière de leur possession (vente, donation, legs, succession); et les juges appréciaient, d'après les circonstances de la cause, la faveur, le crédit que méritaient les affirmations des deux adversaires. Mais lorsque l'ordonnance de 1667 (tit. XX, art. 2) eut dit : « *Seront passés actes devant notaires ou sous signature privée de toutes les choses excédant*

(1) Voyez, relativement à la preuve de la propriété immobilière : Debrand : *Essai sur la preuve de la propriété immobilière*, dans *Revue bourguignonne*, 1893, t. III, p. 71-119; Lévy, *Preuve par titre du droit de propriété immobilière*, thèse, Paris, 1896.

la valeur de cent livres ; et ne sera reçue aucune preuve par témoins contre et outre le contenu des actes, encore qu'il s'agit d'une somme moindre de cent livres » ; lorsque, par une large interprétation de ce texte, on eut admis qu'il s'appliquait à tout acte juridique, spécialement aux transports de propriété mobilière, les défendeurs à la revendication mobilière se trouvèrent placés dans une situation très défavorable. L'usage, en effet, ne s'était pas conformé aux dispositions de l'ordonnance de 1667. Après l'ordonnance comme avant, on ne dressa pas d'actes instrumentaires pour constater les mutations mobilières dont l'objet avait une valeur supérieure à cent livres ; comme auparavant, les donations de meubles eurent souvent lieu de la main à la main. Et quant aux meubles d'une valeur inférieure à cent livres, on ne se donnait pas la peine d'en constater la vente par témoins. « Au XVIII^e siècle, la complication des rapports économiques et l'activité du commerce, la multiplication des meubles et la fréquence des achats, une population nombreuse et mobile comme celle des grandes villes et surtout celle de Paris, ne souffraient plus la constatation régulière des ventes de meubles, soit par écrit, soit par témoins (1). » De ces usages, de cette pratique, il résultait que le défendeur à l'action en revendication de meubles, obligé de répondre à celle-ci par la production d'un titre écrit ou de témoins et dans l'impossibilité de le faire, succombait dans l'instance. Grâce aux dispositions de l'ordonnance de 1667, combinées avec les principes généraux du droit et les pratiques ordinaires du commerce aux XVII^e et XVIII^e siècles, un ancien propriétaire d'un meuble déterminé avait ainsi

(1) Voyez van Bemmelen, *Le système de la propriété mobilière*, p. 368.

la chance de rentrer en possession au détriment des héritiers de son acheteur ou d'un sous-acquéreur, ayant cause de celui-ci. Les donations mobilières devenaient, en outre, révocables; un donataire n'était jamais certain de conserver un bien régulièrement acquis : le donateur lui-même pouvait l'en évincer (1).

Dans ces circonstances, et suivant les expressions de van Bemmelen, « il se forma à petit bruit, et tout « d'abord à Paris, une jurisprudence portant que le « défendeur en revendication n'était pas obligé à fournir une preuve contraire par titres ou par témoins, « mais que sa possession seule produisait une présomption en faveur de sa propriété sans preuve contraire » (2). Cette jurisprudence était fondée non sur quelque point de vue juridique, mais sur des considérations pratiques et sur cette constatation toute de fait, que la tradition était souvent le seul titre de propriété du véritable propriétaire de meubles; c'était, on le voit, une jurisprudence essentiellement relative à la preuve de la propriété mobilière.

La maxime « *En fait de meubles possession vaut titre* », n'en fut que l'expression.

On pouvait dire, en effet, que la présomption de propriété attachée par la jurisprudence au fait de la possession donnait à celle-ci toute la valeur d'un titre, titre que l'on pouvait même présumer émané du revendiquant lui-même. Ce titre était suffisant à lui seul et dispensait le possesseur de toute preuve, non seulement de la preuve par témoins, mais encore de la représentation du titre écrit exigé par l'ordonnance de 1667. « *En*

(1) Voyez Jobbé-Duval, *Étude historique sur la revendication des meubles*, p. 230 et 231.

(2) Van Bemmelen, *op. cit.*, p. 368 et 369.

fait de meubles possession vaut titre » : tel était donc le principe que les praticiens devaient naturellement être amenés à formuler pour résumer la jurisprudence du XVIII^e siècle en matière de preuve de propriété mobilière.

La présomption de propriété attachée à la possession du défendeur parce que cette possession équivaut pratiquement à un titre parfait (comme titre) de propriété, se rencontre chez la plupart des jurisconsultes du XVIII^e siècle. Dans une instance en revendication mobilière, le possesseur est constitué défendeur à la preuve par le seul fait de sa possession ; il est considéré comme propriétaire jusqu'au moment où, par l'administration d'une preuve contraire, le demandeur aura détruit cette présomption. Celui qui est en possession de meubles en est réputé propriétaire s'il n'y a titre au contraire : telle était la doctrine de Pothier (1), de Denisart (2), et d'un grand nombre d'auteurs (3).

(1) Pothier, *Introduction au titre XIV de la coutume d'Orléans*, n° 4 (Bugnet, I, p. 331). « Il est rare qu'il y ait lieu à la question, le possesseur d'un meuble en étant présumé le propriétaire, sans qu'il soit besoin d'avoir recours à la prescription, à moins que celui qui le réclame et s'en prétend propriétaire ne justifiât qu'il en a perdu la possession par quelque accident comme par un vol qui lui en aurait été fait. » Cf. *Traité de la prescription*, n° 205 (Bugnet, IX, p. 388, 389); *Traité des cheptels*, nos 49-51 (Bugnet, IV, p. 354-362).

(2) Denisart, *Collection de jurisprudence*. V^e Meubles, n° 32. « Celui qui possède des meubles en est réputé le propriétaire : il ne lui faut pas d'autre titre que sa possession ». V^e Prescription, n° 40. « Celui qui est en possession de meubles en est réputé propriétaire, s'il n'y a titre au contraire ». V^e Cheptel, 2^e édit., 1786, § 1, n° 12.

(3) Cottureau, *Le droit général de la France et le droit particulier de la Touraine*, n° 7279, tome I^{er}. « Il faut trois ans avec titre et bonne foi pour prescrire les meubles : ce qui est bon pour le for intérieur ; pour le for extérieur, la possession seule décide » ; n° 6409, tome I^{er} : « non seulement la chose déposée mais la chose volée peut être revendiquée. » Bourjon, tome II, p. 566. observe que le dépôt doit être bien constaté et le vol juridiquement prouvé, autrement la possession déciderait. Par rapport aux effets mobiliers, elle vaut titre. »

Cf. De la Chesnaye, article inséré dans l'*Encyclopédie méthodique* (édition Panckoucke), jurisprudence, v^e Meubles, tome VI, p. 25 ; Desessarts, article inséré dans le *Répertoire de Guyot*, 2^e édit., Paris, 1785, v^e Meubles, t. XI p. 501 ; Dupineau, *Coutume d'Anjou*, note sur 421 ; Houard, *Dictionnaire du Droit normand*, v^e Meubles ; *Encyclopédie méthodique* (édition Panckoucke) Jurisprudence, v^e Cheptel, p. 586.

Nous ajoutons que telle était essentiellement celle de Bourjon.

On a dit que la règle « *En fait de meubles, possession vaut titre* » était, dans Bourjon, une source d'acquisition de la propriété mobilière, et n'établissait pas seulement une présomption de propriété au profit du possesseur de meubles. Cette assertion nous paraît fort discutable.

Si la remise de la possession suffisait, d'après Bourjon, pour transférer la propriété au possesseur (Bourjon ne distingue pas le possesseur de mauvaise foi du possesseur de bonne foi), comment comprendre que, par exemple et dans l'hypothèse de meubles exécutés sur un débiteur, Bourjon ait autorisé le tapissier, propriétaire de meubles *exécutés*, à les revendiquer sous certaines conditions de preuve très rigoureuses (1)? Comment comprendre que la femme séparée de biens ait été admise à revendiquer les meubles dont elle justifiait par écrit être propriétaire, lorsque ces meubles ont été *saisis* et *exécutés* sur le mari (2)? Si possession et propriété se confondent en matière mobilière, ce sont là des décisions inexplicables. Celles-ci le sont encore davantage : le bailleur (3), le vendeur sans terme d'objets mobiliers non payés (4) jouissent, même dans Bourjon, du droit de revendiquer les meubles déplacés ou non payés, et ce droit peut être exercé contre tout possesseur de bonne ou de mauvaise foi. Par application de la maxime : « *En fait de meubles.....* », considérée comme source d'acquisition *lege* de la propriété mobilière, le possesseur de bonne foi devrait, du moins, être à l'abri de toute revendication ;

(1) Bourjon, *Droit commun de la France*, liv. VI, tit. VIII, chap. III, n° 3.

(2) Bourjon, *op. cit.*, liv. VI, tit. VIII, chap. III, n° 8 et 9.

(3) Voyez p. 57.

(4) Voyez p. 56.

si, cependant, et malgré sa possession de bonne foi, il peut être évincé, c'est que cette possession même ne constitue pas un titre acquisitif de propriété, mais seulement une présomption de propriété.

Les passages du *Droit commun de la France*, que l'on pourrait être tenté de citer en sens contraire, ne démentent pas cette affirmation. Nous les reproduisons en entier, en y joignant ceux qui nous paraissent directement témoigner en faveur de notre opinion.

(1) Livre II, tit. I, chap. 6, n° 1 :

« En matière de meubles, la possession vaut
« titre de propriété, la sûreté du commerce l'exige
« ainsi. La base de cette maxime est qu'on ne pos-
« sède ordinairement que les meubles dont on est
« propriétaire. Ainsi, la possession doit donc
« quant à ce décider ; et quelle autre pouvait-on
« prendre sans tomber dans la confusion? »

(2) Livre III, tit. II, chap. 1, n° 2 :

« Pour cet achat (de meuble), il n'est pas néces-
« saire de rapporter un titre, il suffit de posséder
« le meuble, parce qu'en matière de meuble la
« possession vaut titre ; il suffit donc de la posses-
« sion pour la preuve de la translation de la pro-
« priété ; l'ordre public l'a exigé ainsi, indépen-
« damment du laps de temps. »

(3) « Duplessis, en son *Traité des Exécutions*, liv. 2,
« p. 618, dit que dès qu'un vendeur a mis sa chose
« mobilière hors sa main, l'acheteur d'icelle ne
« peut plus être inquiété ; ce qui confirme la pro-
« position, et ce qui souffre cependant la restric-
« tion qui suit, et non celle que cet auteur y
« apporte ; car il suppose une certaine prescrip-
« tion pour les meubles qui, selon lui, est néces-

« saire pour en acquérir la propriété ; ce qui est
« contraire à la tranquillité et au bien du com-
« merce. »

- (4) « Cependant, le meuble volé peut être revendi-
« qué, et même des mains de l'acheteur de bonne
« foi, parce que le furto est un vice qui la suit
« partout..... ; mais pour cela il faut que le
« furto soit constaté par une plainte et une infor-
« mation, et sans cela la possession déciderait de
« la propriété du meuble. »

- (5) Livre III, tit. xxii, chap. 5, n° 1 :

« La prescription n'est d'aucune considération ;
« elle ne peut être d'aucun usage, quant aux
« meubles, puisque par rapport à de tels biens, la
« simple possession produit tout l'effet d'un titre
« parfait ; principe qui aplanit les difficultés que
« le silence que la coutume a gardé sur cette
« prescription faisait naître..... : principe
« auquel il faut se tenir comme étant salulaire....
« Cependant Bretonnier, en ses *Décisions* alphab.,
« p. 24, dit que le Parlement de Paris requiert
« pour les meubles la même prescription que pour
« les immeubles, ce qui ne paraît pas, à moins
« qu'il n'y ait action personnelle en restitution,
« et la jurisprudence du Châtelet est contraire. En
« effet, suivant la jurisprudence de ce tribunal, la
« possession d'un meuble, ne fût-elle que d'un
« jour, vaut titre de propriété sauf l'exception ci-
« après..... On tient (au Châtelet) pour
« maxime, qu'en matière de meubles la posses-
« sion vaut titre de propriété, à moins que le
« meuble ne soit furtif ; la jurisprudence contraire
« serait préjudiciable au bien public, puisque

« personne par rapport aux meubles n'exige un
« titre qui soit tout à la fois justificatif et transla-
« tif de propriété, et sur ce que chacun se confie
« et se contente de la possession. Elle est donc
« suffisante. Ainsi je me tiens à cette jurisprudence
« comme étant salulaire et conforme à l'ordre pu-
« blic et à la sûreté du commerce. »

(6) Livre VI, tit. VIII, chap. 3, n° 1 :

« le principe fondamental de cette ma-
« tière (des revendications mobilières) est que, par
« rapport aux meubles, la possession d'iceux vaut
« titre de propriété. — De là il s'ensuit que chacun
« est présumé propriétaire des meubles qu'il pos-
« sède. . . . On le juge ainsi au Châtelet sur le
« fondement que de la possession naît une juste
« présomption de propriété, et que cette présomp-
« tion est ordinairement le seul titre qu'on a par
« rapport aux meubles et effets mobiliers. »

(7) Livre VI, tit. VIII, chap. 3, n° 18 :

« Si le dépositaire avait vendu le meuble (dé-
« posé), le propriétaire d'icelui ne peut le récla-
« mer des mains de l'acheteur, parce qu'en ma-
« tière de meubles la possession valant titre, la
« sûreté du commerce ne permet pas qu'on écoute
« une telle revendication. Il faut donc en ce cas
« la rejeter, l'ordre et l'avantage publics l'exigent
« ainsi. »

Dans les passages, cotés par nous 1, 2, 6, des textes précités Bourjon, on peut le remarquer, non seulement ne s'avance pas au delà d'une présomption de propriété résultant de la maxime « *En fait de meubles, possession vaut titre* », mais il indique expressément l'existence de cette présomption ; à celle-ci les raisons qu'il produit à

l'appui de ses décisions — salut et ordre publics, sûreté du commerce — étant, du reste, applicables.

- (1) « La base de cette maxime est qu'on ne possède
« ordinairement que les meubles dont on est pro-
« priétaire. »
- (2) « En matière de meuble, la possession vaut
« titre de propriété; il suffit donc de la possession
« pour la preuve de la translation de la pro-
« priété. »
- (6) « Par rapport aux meubles, la possession d'iceux
« vaut titre de propriété. De là il s'ensuit que cha-
« cun est présumé propriétaire des meubles qu'il
« possède. »

Et si, dans le passage coté 4, l'ancien propriétaire d'une chose furtive échoue dans la revendication lorsque le furtif n'a pas été constaté par une plainte et une information; si, dans cette hypothèse, la possession décide de la propriété, ce peut être pour cette seule raison que le revendiquant n'établissant pas la cause originaire de son dessaisissement actuel, le défendeur peut être présumé son ayant cause (direct ou par ses auteurs) à titre de vente, de donation, etc.. Le défendeur invoque la règle « *En fait de meubles, possession vaut titre* », et la présomption de propriété dont cette maxime vulgaire constitue l'expression.

Les décisions qui figurent sous nos numéros 3 et 5 peuvent se résumer en cette proposition: la prescription n'est d'aucune considération; elle ne peut être d'aucun usage quant aux meubles. Car la simple *possession produit tout l'effet d'un titre parfait*. Mais, pas plus que les textes déjà discutés, elles ne conduisent à voir dans l'adage « *En fait de meubles, possession vaut titre* », autre chose qu'une simple règle de preuve. Sans

doute, l'inutilité de considérer les questions de prescription mobilière au temps de Bourjon, s'explique principalement par la jurisprudence du XVIII^e siècle en matière de preuve de la propriété mobilière. Il est bien certain que la présomption de propriété résultant du fait de la possession suffisait, le plus souvent, au XVIII^e siècle, comme elle suffit encore aujourd'hui, à mettre les possesseurs de meubles et sans le secours de la prescription à l'abri de toute éviction : en pratique, en effet, le possesseur étant présumé propriétaire n'avait pas à prescrire à l'encontre du revendiquant, ancien titulaire du droit de propriété, et la question de prescription ne se posait pas. Mais l'inutilité de la prescription en matière mobilière n'était qu'une conséquence de la règle « *En fait de meubles, possession vaut titre* » ; elle n'était pas la règle elle-même. Celle-ci, nous le répétons, pouvait sans doute, en fait et le plus souvent, supprimer pour les possesseurs l'opportunité du moyen de défense tiré de la prescription; elle n'en conservait pas moins son caractère de règle de preuve en matière de revendication mobilière.

On peut, du reste, observer que dans les principes qu'il pose sur l'usage possible de la prescription appliquée aux meubles, Bourjon ne se sépare que par la forme de l'expression des auteurs pour lesquels la possession d'un meuble engendre seulement une présomption de propriété. Ainsi, Pothier maintient, il est vrai, la prescription comme source d'acquisition de la propriété mobilière, mais il remarque aussi : « *il est rare qu'il y ait lieu à la question (de la prescription mobilière), le possesseur d'un meuble en étant présumé le propriétaire sans qu'il soit besoin d'avoir recours à la prescription, à moins que celui qui le réclame et s'en prétend propriétaire, ne justifiât qu'il en a perdu la possession par quelque*

accident, comme par un vol qui lui en aurait été fait. » De même, Cottureau, après avoir indiqué qu'il « *faut trois ans avec titre et bonne foi pour prescrire les meubles, ajoute : ce qui est bon pour le for intérieur ; pour le for extérieur la possession seule décide* » (1). Bourjon ne s'exprime guère autrement que Cottureau ; il a seulement le tort de nous présenter ce qui est le fait et la conséquence pratique de la jurisprudence du XVIII^e siècle en matière de preuve comme le droit lui-même ; mais le rapprochement des passages précités de Pothier et de Cottureau nous éclaire sur la portée exacte des formules qu'il emploie. La prescription mobilière n'est pas exclue en droit du régime de la propriété des meubles au XVIII^e siècle ; mais, en fait, et par le jeu du principe de preuve « *En fait de meubles, possession vaut titre* », elle peut, selon les expressions de Bourjon, n'être *d'aucune considération* dans les instances en revendication. En d'autres termes, et même dans Bourjon, ce n'est pas la seule possession qui met le possesseur de meubles à l'abri des évictions du chef d'un ancien propriétaire : c'est le plus souvent l'impossibilité pour le revendiquant de faire la preuve de son droit.

Sans doute, examinant l'hypothèse d'une action en revendication intentée par un déposant contre un ayant cause du dépositaire (voy. fragment 7, ci-dessus) Bourjon décidait : « *en matière de meubles, la possession valant titre, la sûreté du commerce ne permet pas qu'on écoute une telle revendication* ». Mais la règle « *En fait de meubles...* » est-elle bien, dans Bourjon, le fondement et l'explication de la solution qu'il formule en matière de dépôt ? Nous ne le croyons pas.

Cette solution cadrerait, en effet, assez mal avec celle

(1) V. p. 91, notes 1 et 3.

que le même Bourjon consacrait au profit du vendeur sans terme non payé ; il crut donc utile de justifier l'apparente contradiction de ses décisions et voici ce qu'il dit. Le vendeur jouit d'un droit de suite parce qu'il *n'a confié la chose que sur l'espérance d'un paiement qui doit se faire incontinent, sans suivre la foi, ni la solvabilité du prétendu acheteur. Le déposant, au contraire, a remis purement et simplement la chose, et a suivi la foi de celui auquel il l'avait confiée.* » Ce qui justifie, d'après Bourjon lui-même, le droit de l'ayant cause d'un dépositaire de se maintenir en possession, ce n'est donc pas tant le principe « *En fait de meubles...* » que la nature des rapports juridiques existant entre déposant et dépositaire : le déposant a suivi la foi du dépositaire ; le dépôt s'est réalisé sous forme d'aliénation fiduciaire (1).

Mais, remarquons-le, Bourjon sur tous ces points ne se sépare pas essentiellement de Pothier, Denisart, etc., dont l'interprétation de la maxime « *En fait de meubles...* » nous est connue. Pothier, Denisart, tout en admettant que cette maxime n'établissait qu'une présomption de propriété, devaient refuser au déposant l'action en revendication contre les ayants cause du dépositaire, si des circonstances il résultait que le déposant avait suivi

(1) Bourjon, *Droit commun de la France*, liv. VI, tit. VIII, chap. III, n° 21. Cf. Valin, *Coutume de La Rochelle*, art. 60. « *Le dépositaire qui abuse du dépôt et qui en dispose fait naturellement un vol à celui qui lui a confié ce dépôt ; cependant ce dernier n'a pas droit de suivre la chose, dès qu'elle est hors de la possession du dépositaire ; la raison est qu'il a entièrement suivi la foi de ce dépositaire et que cette confiance ne peut nuire à un acheteur de bonne foi.* » Rapprochez, du reste, les n°s 17 et 18 de Bourjon (*op. cit.*, liv. VI, tit. VIII, chap. III). Après nous avoir dit au n° 17 : « *si un meuble déposé ou mis en nantissement est saisi sur celui qui l'avait en dépôt ou en nantissement, le propriétaire d'icelui peut le revendiquer*, Bourjon, au n° 18, limite seulement le droit de revendication du déposant et comme Bourjon n'a pas fourni de définition du vol, que les choses volées, d'après lui, sont imprescriptibles, on peut se demander quelle serait la solution de Bourjon si le meuble mis en nantissement était vendu par le créancier et revendiqué par le débiteur entre les mains de l'acheteur.

la foi du dépositaire (1). Sans doute, les aliénations fiduciaires de déposant à dépositaire ou de commodant à commodataire, de débiteur à créancier gagiste pouvaient être plus facilement présumées dans un centre commercial tel que Paris, où la succession rapide et la multiplicité des transactions sur un même objet laissaient moins d'espoir aux déposant, commodant, débiteur gagiste, de reconnaître leurs meubles, et surtout de prouver leur propriété dans les conditions fixées par la nouvelle jurisprudence. Mais ce sont là des divergences de solutions qui tiennent à l'activité plus ou moins intense du mouvement commercial dans les diverses régions de la France ; elles n'affectent pas le sens de la maxime vulgaire et commune « *En fait de meubles, possession vaut titre* ». Celle-ci reste, à notre avis, et même dans Bourjon, un principe relatif à la preuve de la propriété mobilière.

On prétend cependant que par application de la maxime « *En fait de meubles...* » la jurisprudence du Châtelet aurait consacré des acquisitions de propriété mobilière *uno momento* au profit de l'ayant cause de bonne foi du dépositaire. Mais, jusqu'ici, on n'a encore

(1) Pothier, *Traité du contrat de dépôt*, n° 25 (Bugnet, V, p. 131). La convention « que le déposant s'en rapporte entièrement à la bonne foi du dépositaire pour la restitution du dépôt sans qu'il puisse intenter contre lui aucune action pour l'y contraindre est valable. » En fait, dans une législation aussi peu codifiée que celle de notre ancien droit, on pouvait également admettre la preuve d'une aliénation fiduciaire de déposant à dépositaire, aliénation qui laissait subsister une action personnelle contre ce dernier, mais écartait la revendication contre des tiers acquéreurs.

Denisart, *Collection de jurisprudence*, v° Vente, n° 5. « Dans la règle générale le consentement du propriétaire est nécessaire pour la validité de la vente..... n° 6. « S'il s'agit de la vente d'une chose mobilière, celui qui l'aurait achetée de bonne foi pourroit la garder, sauf le recours du propriétaire contre le vendeur, à moins qu'elle n'eût été dérobée. » Ce passage doit évidemment être rapproché des textes déjà cités p. 91 : Denisart, *op. cit.*, v° Meubles, n° 32 ; v° Prescription, n° 40 ; v° Cheptel, § 1. Cf. van Bemmelen, *Le système de la propriété mobilière*, p. 378, note 1.

cité aucune décision de cette juridiction attribuant au fait de la possession la force d'un titre acquisitif de la propriété; nous avons parcouru les recueils, consulté de nombreuses minutes des sentences de la Chambre civile, et n'en avons pas découvert (1). Les magistrats du Châtelet, saisis d'une action en revendication d'un déposant, par exemple, appréciaient, d'après les faits et circonstances de la cause, le droit du demandeur d'agir à l'encontre des ayants cause du dépositaire (2); le fait de la possession de bonne foi n'étant jamais un motif suffisant de son maintien sur la tête du possesseur. — Quant à l'interprétation de la maxime « *En fait de meubles....* » elle était au Châtelet, celle de Pothier, Denisart et de la majorité des auteurs : *le possesseur est présumé propriétaire s'il n'y a titre contraire*. Un témoignage précieux, en ce sens, est celui de Merlin. Ce principe (*En fait de meubles...*), nous dit-il, « était universellement reconnu avant que l'article 2279 l'eût consacré... Aussi ai-je vu rendre au Châtelet une sentence contradictoire par laquelle le duc de la R... fut déclaré non recevable à revendiquer sur un tiers des tableaux que celui-ci tenait d'une actrice qui prétendait les avoir reçus du duc de la R..., à titre de donation » (3). La question soumise en 1777 au Châtelet et dans laquelle Merlin voit une application directe de la règle « *En fait de meubles...* » était une question de preuve de la propriété mobilière; nul titre constatant un dépôt n'était produit par le revendiquant, duc de la R...; le possesseur devait être préféré, alors même qu'en

(1) Cf. Toullier, XIV, n° 110-112.

(2) Ainsi la revendication devait être facilement admise au cas de dépôt nécessaire : on ne pouvait alors reprocher au déposant sa confiance en la bonne foi du dépositaire.

(3) Merlin, *Questions de droit*, v° *Donation*, § 6, n° 2. Cf. Merlin, *op. cit.*, v° *Rapport à succession*, § 4, art. 2, n° 11.

fait le duc de la R... eût réellement déposé entre les mains de l'actrice, dont il est fait mention, les tableaux dont il demandait la restitution.

Une décision de la Chambre civile du Châtelet, en date du 28 mai 1777, appelle la même observation. Il s'agissait d'une demande en revendication de pièces de mouseline que le défendeur affirmait ne pas tenir du demandeur, mais d'une autre personne; le demandeur fut débouté. Et il devait en être ainsi. A l'encontre des allégations du défendeur, le revendiquant, en effet, n'établissait pas la cause originaire (perte, vol, remise de la possession à titre précaire) de son dessaisissement; il n'offrait pas de détruire et ne détruisait pas la présomption de propriété résultant, au profit du défendeur, du fait de la possession : la revendication devait naturellement échouer (1).

Concluons qu'au XVIII^e siècle, la possession même de bonne foi ne réalisait jamais, par elle seule, une acquisition immédiate de propriété; elle créait une présomption de propriété, et la règle « *En fait de meubles, possession vaut titre* », n'était relative qu'à la preuve de la propriété mobilière.

Le Code civil a-t-il innové sur ce point? Rien ne l'indique. Les travaux préparatoires sur l'article 2279 manifestent seulement l'intention des rédacteurs du Code civil de maintenir l'ancienne règle (2).

(1) Cf. les jugements de la même Chambre civile en date des 6 avril, 7 mai 1740 et deux décisions du 15 juin de la même année.

(2) V. Bigot-Prémeneu, *Exposé des motifs au Corps législatif*, le 17 ventôse an XII, Loaré, XVI, p. 586, n° 44. « dans le droit français on n'a point « admis à l'égard des meubles une action possessoire distincte de celle sur « la propriété; on y a même regardé le seul fait de la possession comme « un titre : on n'en a pas ordinairement d'autres pour les choses mobilières. « Il est d'ailleurs le plus souvent impossible d'en constater l'identité et de « les suivre dans leur circulation de main en main. Il faut éviter des procé- « dures qui seraient sans nombre et qui, le plus souvent, excéderaient la

Aussi, donnerons-nous à l'article 2279, al. 1, le sens suivant : pendant trois ans au moins, le possesseur de bonne foi peut être évincé par un ancien titulaire du droit de propriété agissant en revendication ; mais, sauf l'hypothèse de perte ou de vol, le demandeur non seulement doit prouver qu'il fut autrefois propriétaire apparent, il doit encore établir sa propriété actuelle, c'est-à-dire que le défendeur est son ayant cause à titre précaire (dépositaire, par exemple) ou l'ayant cause de cet ayant cause. Jusqu'à l'administration complète de cette preuve, en effet, on peut toujours supposer que le défendeur est, par exemple, acheteur, donataire du demandeur ; sans doute il ne produit pas le titre justificatif de sa possession : l'acte de vente, un écrit constatant le don manuel ; mais la possession lui en tient lieu, parce qu'en fait de meubles, possession vaut titre.

C'est, du reste, la tendance générale de la jurisprudence de ne voir en l'article 2279 qu'une simple règle de preuve : l'article 2279 édicte, au profit du possesseur, une présomption de propriété qui disparaît par l'administration de la preuve contraire (1). C'est en ce sens qu'il fut jugé spécialement par un arrêt de la Cour de cassation du 2 nivôse an XII (2) sur lequel, et parce que le droit de revendication du propriétaire de meubles à

« valeur des objets de la contestation. Ces motifs ont dû faire maintenir la « règle générale suivant laquelle, en fait de meubles, la possession vaut « titre. » — Cf. Portalis, *Discours préliminaire*, Locré, I, p. 305, n° 87. Voyez encore l'article 2239 du Code civil. « Ceux à qui les fermiers, dépositaires et « autres détenteurs précaires ont transmis la chose par un titre translatif de « propriété peuvent la prescrire. » Rapprochez de cette disposition l'article 1918 du Code civil.

(1) Cass., 15 avril 1863, S., 63, 1, 387 ; D., 63, 1, 396. — 14 février 1877, S., 78, 1, 72 ; D., 77, 1, 320. — 15 mars 1885, S., 88, 1, 148. — 27 mars 1889, S., 89, 1, 199 ; D., 90, 1, 413. — Grenoble, 16 mars 1869, S., 69, 2, 99. — Aix, 5 février 1879, S., 79, 2, 176 ; D., 80, 2, 211. — Nancy, 30 décembre 1891, D., 92, 2, 441, avec une note de M. Planiol. — Alger, 23 décembre 1895, D., 97, 2, 453.

(2) Cass., 2 nivôse an XII, S., an XII, p. 225.

l'encontre des possesseurs y fut longuement discuté par Merlin, nous croyons devoir fournir quelques explications.

Voici les faits :

Il existait à Leyde, en Hollande, une maison de commerce, sous la raison sociale: « Corneille Vanbomel et fils », c'est-à-dire que la maison était tenue par la veuve Vanbomel et par son fils, Antoine Vanbomel, lequel était marié à Cornélie Vanderkun, avec exclusion de communauté et séparation de biens. En 1795-1796, lors d'un emprunt forcé par la République batave, la mère, le fils et la femme de celui-ci se cotisèrent pour vingt-quatre mille deux cents florins (environ cinquante mille francs). Ils reçurent, en retour de leurs versements, vingt-six récépissés ou quittances *au porteur*, délivrés, savoir : quatre à la jeune femme, huit à la belle-mère et quatorze en commun entre la mère et le fils.

Ces vingt-six récépissés, matière du procès, se trouvaient dans les mains d'Antoine Vanbomel, lorsque, vers la fin de novembre 1797, ce jeune homme abandonna son commerce, sa famille et sa patrie pour suivre à Paris une Hollandaise, la dame Vandinter. Aussitôt, s'assemblent les parents et les créanciers d'Antoine Vanbomel. — Un premier décret du 5 décembre 1797, rendu par le magistrat de Leyde, le déclare prodigue et lui nomme un curateur. Par un deuxième décret, sa masse est mise en commission. Enfin, il est décrété lui-même d'arrestation provisionnelle, pour être détenu dans une maison de correction en Hollande. Le décret reçut exécution en France par voie d'extradition. Vanbomel fut ramené en Hollande, toujours accompagné de la dame Vandinter.

En passant à Anvers, la dame Vandinter dépose, entre

les mains d'un citoyen Leysen, une boîte de fer-blanc dans laquelle étaient contenus les vingt-six récépissés de l'emprunt batave 1795-1796, avec une déclaration d'Antoine Vanbomel ainsi conçue :

« Je, soussigné, déclare avoir vendu à Marie-Thérèse
« Cœnen, veuve Vandinter, vingt-six récépissés de la
« négociation forcée d'argent en Hollande, des années
« 1795-1796, montant ensemble à vingt-quatre mille
« deux cents florins, et d'en avoir reçu la valeur en
« deniers réellement comptés, en suite de convention
« entre nous. — Leyde, le 3 novembre 1797. » — *Signé* :
Anthony Vanbomel.

La mère, la femme et les créanciers d'Antoine Vanbomel arrêterent la boîte et les vingt-six récépissés entre les mains de Leysen.

Après de longues procédures, la question fut, devant le tribunal d'Anvers, de savoir à qui la propriété de ces vingt-six rescriptions bataves.

La dame Vandinter s'appuyait principalement sur la maxime : « En fait de meubles, possession vaut titre. » — Les adversaires prétendaient que si elle possédait, c'était par donation contraire aux bonnes mœurs ou par transfert en fraude des créanciers; qu'en tout cas, elle tenait du non-propriétaire, qu'il y avait lieu à la revendication.

18 germinal an IX, jugement qui ordonne la remise des récépissés à la famille, sur la preuve par elle faite de sa propriété *primitive*.

Appel — et le 12 thermidor an X, jugement du tribunal de Bruxelles qui, réformant, adjuge les rescriptions bataves à la dame Vandinter, attendu que les effets de cette nature sont réputés être la propriété de celui qui a la possession, à moins que celui qui les revendique ne

justifie qu'ils lui ont été volés ou qu'il les a perdus, et qu'ils ont été retrouvés par le possesseur : ce qui n'a été ni prouvé ni allégué.

Pourvoi en cassation de la famille et des créanciers Vanbomel sur ce moyen principal : le jugement du Tribunal de Bruxelles a contrevenu aux lois romaines sur la revendication, ainsi qu'aux lois générales du commerce.

La question du droit de revendication d'un ancien propriétaire de meubles, effets au porteur, contre les possesseurs de ceux-ci se trouvait, comme on le voit, nettement posée. Sur les conclusions conformes du commissaire du gouvernement, Merlin, elle fut tranchée par la Cour de cassation, à l'encontre des prétentions des demandeurs et par le maintien de la possession à la dame Vandinter.

Et ce fut bien jugé. Les considérants, eux-mêmes, échappent à toute critique : pour refuser aux demandeurs la revendication contre la dame Vandinter, ils se bornent à constater que les effets au porteur « sont réputés être la propriété de celui qui en a la possession, à moins que celui qui les revendique ne justifie que ces effets lui ont été volés, ou qu'il les a perdus et qu'ils ont été trouvés par le possesseur ». Ils ne vont pas au-delà de la présomption de propriété résultant du fait de la possession par le défendeur.

Cette présomption suffisait, en effet, pour mettre la dame Vandinter, défenderesse, à l'abri de toute éviction si les circonstances de la cause ne faisaient apparaître le défaut du pouvoir d'aliéner en la personne de son auteur Vanbomel. Vanbomel, possesseur, pouvait invoquer la maxime « *En fait de meubles, possession vaut titre* » ; il était censé propriétaire jusqu'à preuve contraire. Dans

l'espèce, ainsi que l'indiquaient les conclusions responsiveness de la défenderesse, dame Vandinter, les demandeurs pouvaient bien avoir été propriétaires, « mais il « restait à savoir si cette propriété primitive n'avait pas « été transférée par eux à Antoine Vanbomel, vendeur ; « et la négative ne pouvait résulter décisivement que de « la preuve ou qu'ils avaient perdu les rescriptions « bataves ou qu'elles leur avaient été volées. — Or, ils « ne prouvaient ni perte, ni vol ; ils ne l'alléguaient « même pas : donc, il était permis de présumer que, de « leur part, il y avait eu transfert à Antoine Vanbomel ; « conséquemment que la dame Vandinter, elle-même, « tenait du véritable propriétaire ». — A la vérité, les demandeurs soutenaient qu'Antoine Vanbomel n'avait les vingt-six rescriptions qu'à titre de confiance, mais ce fait pouvait être révoqué en doute (1). La *règle de preuve*, « *en fait de meubles, possession vaut titre* » suffisait donc à elle seule pour protéger la dame Vandinter contre la revendication des demandeurs.

Et lorsque Merlin, commissaire du gouvernement, concluant au rejet du pourvoi des dames Vanbomel, Vanderkun et consorts, discute copieusement la question de savoir si le déposant peut revendiquer les meubles déposés sur les tiers acquéreurs (2), il s'efforce, par des raisons peut-être excellentes mais que, dans l'espèce, il était inutile de produire, de justifier une solution déjà commandée par l'application des principes relatifs à la preuve. Tous ses développements, du reste,

(1) Cf. Aix, 5 février 1879, S., 79, 2, 176 ; D., 80, 2, 211. L'article 2279 qui établit une présomption de propriété s'applique au profit d'un fils à l'encontre de sa mère avec laquelle il vivait en commun : le fils est présumé propriétaire des titres au porteur qu'il détient.

(2) Merlin, *Questions de droit*, v° *Revendication*, § 1, spécialement dans la 4^e édit., p. 282, col. 2 in fine, et p. 283-284. Cf. *Répertoire de jurisprudence*, v° *Revendication*, § 1, n° 5.

se rattachent à une erreur essentielle sur la portée de la maxime « *en fait de meubles, possession vaut titre* » ; il présume, en effet, d'après les faits de la cause, Vanbomel fils dépositaire pour le compte des dames Vanbomel et Vanderkun et cette présomption de dépôt est manifestement la violation de la présomption légale contraire « *en fait de meubles, possession vaut titre* » (1).

Cet arrêt de la Cour de cassation du 2 nivôse an XII nous a paru intéressant à rapporter, parce qu'il démontre toute l'importance pratique de l'article 2279, al. 1, comme simple règle de preuve ; en même temps que les conclusions présentées par Merlin témoignent de la facilité toujours grande de confondre les effets d'un principe exclusivement relatif à la preuve, l'article 2279, al. 1, et ceux d'une règle de fond du droit.

A notre interprétation de l'article 2279, al. 1, on opposera peut-être la disposition de l'article 1141 C. civ. aux termes duquel : « Si la chose qu'on s'est obligé
« de donner ou de livrer à deux personnes succes-
« sivement est purement mobilière, celle des deux
« qui en a été mise en possession réelle est préférée et en
« demeure propriétaire encore que son titre soit posté-
« rieur en date, pourvu toutefois que la possession soit
« de bonne foi ». La propriété, dira-t-on, est transmise au premier acquéreur *solo consensu*, indépendamment de la livraison ; elle ne permet pas, cependant, d'inquiéter l'acquéreur second en date, possesseur de bonne foi ; c'est donc que celui-ci est devenu propriétaire par le seul fait de la possession de bonne foi, et cette solution

(1) Merlin, *Questions de droit*, loc. cit., 4^e édit., p. 284. « Il restait donc néces-
« sairement à présumer qu'Antoine Vanbomel avait eu ces effets à sa garde,
« partie comme associé de sa mère, et partie comme administrateur des
« biens de sa femme. »

ne peut être qu'une application de la règle « *En fait de meubles, possession vaut titre* ».

Cette objection repose, à notre avis, sur une erreur. Les articles 1141, 2279 n'ont rien de commun sinon que, se rapportant tous deux à l'organisation d'un système de la propriété mobilière, ils sont évidemment conçus dans le même esprit : l'un est une règle de preuve (art. 2279), l'autre une règle de fond du droit (art. 1141).

Historiquement, la solution que nous trouvons dans l'article 1141 avait été consacrée par quelques-uns de nos anciens auteurs, bien avant que ne le fût le principe « *En fait de meubles, possession vaut titre* » ; elle se rattache à l'exigence de la tradition pour opérer les transferts de propriété. Dans notre ancien droit, comme en droit romain, le transfert de propriété exigeait pour sa perfection l'emploi d'une forme spéciale, distincte des modes de constituer les obligations : le transfert de propriété n'avait lieu que par la tradition. Mais c'était une question agitée entre les jurisconsultes, en matière mobilière surtout, de savoir si cette tradition devait être réelle, s'accompagner d'une appréhension matérielle par le nouveau propriétaire, ou s'il suffisait, au contraire, d'une tradition feinte équivalent, en fait, d'un transfert *solo consensu*. Les uns distinguaient suivant la nature des meubles, leur facilité de déplacement ; exigeaient alors pour la validité du transfert même entre les parties le déplacement des objets aliénés : ainsi Pothier, chez lequel la règle « *En fait de meubles, possession vaut titre* » était essentiellement une règle de preuve, n'admettait que la tradition réelle, « à l'égard des choses facilement transportables (1) ». D'autres, parmi lesquels

(1) Pothier, *Traité du domaine de propriété*, n° 205 (Bugnet, IX, p. 171). Cf.

Charondas le Caron, écrivant dans les premières années du ^{xvii}e siècle, avant, par conséquent, l'introduction de la maxime « *En fait de meubles...* » paraissaient considérer la tradition feinte comme translatrice de la propriété entre les parties et leurs ayants cause personnels ; la tradition réelle, au contraire, était nécessaire pour produire effet à l'encontre des tiers qui, postérieurement, auraient acquis des droits sur les meubles déjà aliénés et s'en seraient fait remettre la possession (1). C'est cette dernière opinion qui a passé dans l'article 1141 dont la disposition se rattache ainsi au système traditionnel sur les transferts de propriété : la propriété ne peut être transférée à l'égard de tous *solo consensu* ; et non au principe plus récent reproduit par l'article 2279.

A cette idée, l'article 1141 consacre la règle que la propriété mobilière n'est pas acquise à l'égard de tous *solo consensu* ; il ne faut pas, du reste, opposer que s'il en était ainsi, on ne comprendrait pas la condition de la bonne foi requise chez l'acquéreur possesseur pour se maintenir en possession. La loi peut, en effet, réprimer la fraude partout où elle se trouve et déclarer déchu de son droit théorique le bénéficiaire du principe (second acquéreur en possession) que la propriété n'est pas transférée *solo consensu* à l'égard de tous les tiers (Cf. action paulienne). Le second acquéreur, possesseur de mauvaise foi, est soumis à une sorte d'action paulienne : cette action diffère de celle que prévoit l'article 1167 C. civ., en ce que la fraude de l'aliénateur est constituée par le fait seul de deux transmissions successives ; elle

Guy Pape, décès. 112, dans Nicolas Chorier, *La jurisprudence du célèbre conseiller et jurisconsulte Guy Pape*, Lyon, 1642, p. 235.

(1) Charondas, *Pandectes du Droit françois*, t. II, liv. IV, ch. 21. Cf. les autorités citées par Pothier, *Traité du Contrat de vente*, n° 321 (Bugnet, III, p. 133, 134).

se sépare, en outre, de l'action paulienne en ce que la mauvaise foi du second acquéreur en possession ne résulte pas de la connaissance de l'insolvabilité de son auteur, mais de celle de la première aliénation. Le second acquéreur en possession est bien devenu propriétaire au regard du premier acquéreur; mais celui-ci l'évincera en prouvant son dol, sa mauvaise foi.— On ne peut, du reste, s'étonner de l'exigence de la bonne foi chez le second acquéreur en possession, lorsque l'on considère qu'en règle générale, le premier acquéreur d'un objet purement mobilier ne dispose d'aucun moyen pour faire connaître aux tiers l'aliénation intervenue à son profit. — Cette exigence, peut-on dire encore, se rattache à la vieille et large conception du *furtum* : l'aliénateur, par deux transmissions successives du même meuble, commet une espèce de *furt* au préjudice du premier acquéreur; le meuble revêt, en quelque façon, la qualité de chose furtive; le possesseur de mauvaise foi, défendeur à la revendication mobilière, est lui-même complice du délit.

L'article 1141 est donc historiquement et théoriquement absolument distinct de l'article 2279 : il tranche une question de fond du droit, d'acquisition de la propriété mobilière par l'effet des conventions; l'article 2279, al. 1, est une disposition relative à la preuve.

Nous nous hâtons, du reste, d'ajouter et pour terminer sur l'article 2279, al. 1, que pour ne voir en cette disposition qu'une simple règle de preuve, nous n'admettons pas pour autant le droit de revendication d'un déposant, commodant, etc. de meuble corporel ou incorporel assimilé au préjudice des possesseurs de bonne foi, ayants cause des dépositaire, commodataire, etc. En réalité, et c'est une théorie que nous tenterons peut-être un

peuvent aussi faire considérer que déposant, commodant, débiteur gagiste suivent la foi de leurs ayants cause investis par eux de la possession. De même que, par exemple, le vendeur sans terme d'objets mobiliers non payés, toujours propriétaire, à Rome et dans notre ancien droit, des meubles vendus, perdait le bénéfice de son action réelle lorsque des circonstances il résultait qu'il avait suivi la foi de son débiteur; de même, les déposant, commodant, etc., consentent aux dépositaire, commodataire, etc. une sorte d'aliénation fiduciaire. Ce n'est pas une aliénation complète, car pratiquement, à notre avis, ils doivent être au moins considérés comme des privilégiés mobiliers spéciaux sans déplacement; c'est une aliénation partielle qui permet aux ayants cause ultérieurs et de bonne foi des dépositaire, commodataire, de repousser toute action en revendication s'ils n'ont pas suivi eux-mêmes la foi de leur auteur; en d'autres termes, s'ils sont possesseurs de bonne foi.

Sur le fondement d'une renonciation tacite au droit de suite, nous ne permettrons donc pas aux déposant, commodant d'inquiéter les tiers possesseurs de bonne foi, ayants cause des dépositaire ou commodataire.

L'aliénation fiduciaire ne peut, du reste, être présumée lorsque les diverses constitutions de droit réel sur un meuble sont assujetties à certaines formalités, car il est toujours possible aux déposant, commodant, débiteur gagiste de suivre leurs meubles entre les mains des tiers; ainsi les titres nominatifs peuvent être revendiqués au préjudice des tiers possesseurs (1).

L'aliénation fiduciaire ne peut davantage être admise

(1) Cf. Douai, 3 janv. 1873, sous Cass. 17 déc. 1873, S., 74, 1, 409 et la note de M. Labbé. — Aubry et Rau, 5^e édit., II, § 183, note 2 *in fine*, p. 152.

lorsqu'il est impossible de dire : le propriétaire de meubles a suivi la foi du dépositaire ou plus généralement du détenteur de ses meubles. Si l'on suppose donc un tuteur aliénant irrégulièrement les meubles de son pupille, nous donnerons au subrogé-tuteur, au pupille devenu majeur et contre l'acquéreur non seulement une action en nullité, mais l'action en revendication (1).

Les effets des renonciations tacites au droit de suite en matière de propriété mobilière doivent, au contraire, être maintenues dans toutes autres hypothèses, au profit des possesseurs de bonne foi. Non seulement les possesseurs en vertu d'un titre translatif de propriété, mais tous possesseurs ou détenteurs de bonne foi peuvent s'en prévaloir. En ce sens, la jurisprudence et la majorité des auteurs décident que le possesseur, gagiste sur titres au porteur, peut opposer sa possession et refuser la restitution au propriétaire revendiquant (2). Cette solution, à notre avis, ne peut être justifiée par l'application de l'article 2279 : le gagiste, en effet, n'est que détenteur précaire et sa possession ne peut valoir titre de propriété ; aucun texte ne permet de l'assimiler au propriétaire. Théoriquement et pratiquement elle ne nous paraît cependant pas critiquable. Nous n'apercevons pas, en partant de l'idée d'une renonciation tacite du propriétaire à son droit de suite, nous ne voyons pas quelle différence on pourrait établir entre un propriétaire sous-acqué-

(1) Cf. Baudry-Lacantinerie et Tissier, *Prescription*, n° 837.

(2) En ce sens : Cass., 23 janv. 1860, S., 60, 1, 543 ; D., 60, 1, 123. — 12 mars 1888, S., 88, 1, 265 ; D., 88, 1, 253. — 6 juillet 1891, S., 95, 1, 403 ; D., 92, 1, 119. — 2 mars 1892, S., 95, 1, 116 ; D., 93, 1, 198. — Douai, 20 juin 1892, S., 92, 2, 161 et note de M. Lyon-Caen ; D., 92, 2, 375. — Aubry et Rau, 5^e édit., II, § 183, p. 159 ; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *Privilèges et hypothèques*, n° 431 ; Laurent, XXXII, n° 575 ; Troplong, II, n° 1060 ; Valette, *Privilèges et hypothèques*, p. 53. — Cf. Code civil allemand, art. 1207.

En sens contraire : Baudry-Lacantinerie et Tissier, *Prescription*, n° 868 et 869 ; van Bemmelen, *op. cit.*, p. 425 ; Grenier, *Hypothèques*, II, n° 314.

reur qui, s'étant fait remettre la possession, n'a pas suivi la foi de son auteur, et un créancier gagiste, qui n'a pas manifesté une confiance plus grande en son débiteur.

Nous approuvons donc la jurisprudence qui, en matière de meubles corporels ou incorporels assimilés, refuse la revendication contre les tiers possesseurs de bonne foi. Mais nous insistons aussi sur ce point qui se rattache directement à l'interprétation de l'article 2279, al. 1 : les solutions qu'elle consacre, spécialement au profit d'un créancier gagiste, ne sortent pas directement de l'article 2279. Ce texte, nous l'avons établi, constitue essentiellement une règle de preuve. L'exclusion de la revendication mobilière, au contraire, dérive d'un principe de fond du droit ; elle est issue, d'autre part, des nécessités et des besoins économiques de notre société actuelle. La jurisprudence peut, sans doute, motiver ses décisions en alléguant l'article 2279 ; en réalité, elle statue en dehors de cette disposition et fait véritablement œuvre prétorienne. La maxime « *en fait de meubles, possession vaut titre* » n'aurait jamais existé sans l'ordonnance de 1667 ; elle n'existait pas en Hollande, par exemple, au siècle dernier, comme l'attestent les auteurs cités par Merlin dans l'affaire Vanbomel-Vandinter étudiée plus haut ; en Hollande, cependant, le droit de revendiquer les meubles fut considérablement restreint ; en France, il l'eût été sans le secours de cette formule vague, aujourd'hui, pour beaucoup, encore énigmatique « *En fait de meubles, possession vaut titre* ». Depuis 1803-1804, époque de la rédaction du Code civil, des transformations économiques se sont développées ; la multiplication des moyens de transport a bouleversé l'aspect des anciennes sociétés ; le commerce, dont les objets mobiliers sont

l'aliment, a tout envahi : ces circonstances suffisent, à elles seules, indépendamment de l'article 2279, pour justifier l'ensemble des décisions de la jurisprudence, en matière de revendication mobilière (1).

Par nos développements relatifs aux renonciations tacites au droit de suite en matière de propriété mobilière, nous croyons avoir achevé de démontrer que l'article 2279 ne peut servir à élucider la question du droit

(1) Le nouveau Code civil allemand a nettement séparé, en matière de revendication mobilière, la question de preuve de la propriété par le revendiquant et celle de l'acquisition de la propriété par les tiers possesseurs de bonne foi en vertu d'un titre translatif de propriété. La question de preuve est tranchée par l'article 1006 : le possesseur d'une chose mobilière en est présumé propriétaire à moins qu'il ne s'agisse d'un objet perdu, volé ou dont le revendiquant s'est trouvé involontairement dessaisi. Le problème de fond du droit relatif à l'acquisition de la propriété mobilière par les possesseurs de bonne foi est résolu dans les articles 929, 930, 932-935, 937 et s. : la propriété d'un objet mobilier peut être acquise à un possesseur de bonne foi lors même que l'aliénateur n'en serait pas propriétaire.

Bien que, dans les Travaux préparatoires, cette dernière solution soit rapprochée de celles que la majorité des jurisconsultes modernes a déduites de l'article 2279 C. civ. (les Travaux préparatoires mentionnent aussi le vieux dicton germanique « *Hand wahre Hand* »), il ne faudrait pas croire cependant à l'adoption en Allemagne de toutes les décisions formulées en France sur le fondement de l'article 2279. Et, en effet, la revendication mobilière, écartée en principe par le législateur allemand, est accordée au propriétaire dans les hypothèses de perte ou de vol, dans toutes celles en général où le propriétaire d'une chose mobilière en a été involontairement dessaisi (art. 935) : ainsi les détournements commis par des domestiques, gens de service ou préposés (*Besitzdiener*, v. art. 855 C. civ. allemand; cf. art. 868) autorisent l'exercice de l'action en revendication, alors qu'en France, et si l'on s'en tient à la lettre de l'article 2279, cette action devrait nécessairement échouer (Cf. Cass., 23 février 1883, S., 83, 1, 353). — Lorsque, d'après les articles 929, 930, 932-935 C. civ. all^e, fonctionne la revendication mobilière, la prescription décennale (art. 937) peut seule mettre les possesseurs de bonne foi à l'abri de toute éviction. Le Code civil allemand maintient, du reste, la règle du droit canonique « *Mala fides superveniens nocet* ». — Enfin, lorsque la revendication réussit, le propriétaire n'a jamais à rembourser au défendeur le prix de son acquisition (art. 1007, al. 2).

Sur tous ces points, voyez : *Motive zu dem Entwurfe eines bürgerlichen Gesetzbuches für das deutsche Reich*, III, § 877-880; Heilfron, *Lehrbuch des bürgerlichen Rechts*, III, p. 318 b-324, 327-338, 391 § 32-397.

Cf. relativement à la revendication mobilière : C. autrichien, art. 367, 1462, 1466; C. italien, art. 707-708, 2117, 2135, 2146; C. esp., art. 464 et 1965; C. portug., art. 532-533; C. holl., art. 637, 2014; C. fédéral suisse, art. 205, 206, 208; C. monétég., art. 91, 92; C. de co. all^e, art. 366, 367.

de suite en matière de privilèges mobiliers. Nous répétons que cette question suppose résolues toutes les difficultés de preuve ; la solution ne saurait donc dépendre de l'application de la maxime « *En fait de meubles, possession vaut titre* ».

Admettant le principe de la théorie de M. Beudant sur le droit de suite en matière de privilèges mobiliers spéciaux : les privilèges mobiliers spéciaux sont des droits réels et comportent le droit de suite ; nous la repoussons cependant, parce qu'elle fait appel à l'article 2279 pour restreindre l'exercice de ce droit.

Il ne nous reste plus qu'à développer le système que déjà nous avons proposé.

Les privilèges mobiliers généraux sont des sûretés personnelles, sans droit de suite.

Les privilèges mobiliers spéciaux sont des garanties réelles : ils confèrent le droit de suite, sauf renonciation expresse ou tacite du bénéficiaire (1).

(1) *Non obstant* les articles 2095 et 2166 C. civ., de la combinaison desquels on pourrait conclure que les privilèges n'étant par nature que des droits de préférence (art. 2095) et l'article 2166 n'investissant d'un droit de suite que les créanciers privilégiés sur les immeubles, le droit de suite doit être refusé, en principe, aux privilégiés mobiliers. En ce qui concerne la nature des privilèges, spécialement des privilèges mobiliers, nous renvoyons aux développements fournis p. 27-29. Nous ajoutons que notre système relatif au droit de suite en matière de privilèges mobiliers spéciaux se concilie parfaitement avec les articles 2095 et 2166 C. civ. combinés. L'article 2166 dispose, en effet, que les créanciers « ayant privilège ou hypothèque inscrite sur un immeuble le suivent *en quelques mains* qu'il passe..... » ; or, nous ne prétendons pas que les créanciers privilégiés mobiliers spéciaux puissent suivre leur gage *en quelques mains qu'il passe*, puisqu'il faut, pour se prononcer sur l'existence du droit de suite dans chaque hypothèse particulière, tenir compte des renonciations expresses ou tacites du privilégié soit à sa garantie spéciale elle-même, soit au droit de suite qu'elle confère.

CHAPITRE II

Du droit de suite en matière de privilèges mobiliers : développement du système proposé

SECTION I

Du droit de suite en matière de privilèges mobiliers généraux

En principe, *les privilégiés mobiliers généraux ne possèdent aucun droit de suite* ; ils ne peuvent inquiéter les tiers ayants cause particuliers de leur débiteur que dans les conditions où tout créancier chirographaire serait admis à le faire (art. 1167 C. civ.). Ainsi, reprenant l'énumération donnée précédemment dans notre énoncé du problème de la suite en matière de privilèges mobiliers, nous dirons : les privilèges mobiliers généraux ne peuvent être opposés aux ayants cause du débiteur acquéreurs, postérieurement à la naissance de la créance privilégiée et sur les meubles objets du privilège, de droits mobiliers de propriété, usufruit, usage, possession ou rétention, de droits d'hypothèque ou privilège immobiliers.

Les privilèges mobiliers généraux énumérés à l'article 2101 C. civ. sont cependant préférés, en cas d'insuffisance de la masse mobilière et dans la masse immobilière, aux privilèges spéciaux sur les immeubles, *a fortiori* aux

simples hypothèques (art. 2104, 2105). Cette dérogation à la règle générale que nous venons de poser se justifie, du reste, tantôt par une idée de *versio in rem* (privilege pour les frais de justice, pour les frais funéraires strictement nécessaires), tantôt par des motifs de décence et d'humanité dont il appartient au seul législateur de fixer l'importance pratique (privilege pour les frais funéraires excédant le strict nécessaire, privilege des divers fournisseurs). — On peut, au surplus, observer que dans le prix de vente ou d'adjudication des immeubles d'un débiteur figure souvent la valeur de meubles ou valeurs mobilières, simples accessoires des immeubles vendus : on comprend donc, en une certaine mesure, le maintien des privileges mobiliers généraux de l'article 2101 à l'encontre des créanciers hypothécaires ou privilégiés sur les immeubles.

Les privileges mobiliers généraux ne confèrent aucun droit de suite à leur bénéficiaire : cette solution est applicable aux privileges mobiliers généraux de l'État comme à ceux des particuliers. Le privilege général de l'État sur les biens meubles de ses comptables (1), le privilege mobilier général pour recouvrement des frais de justice criminelle (2), et même, à notre avis, le privilege général de la régie des douanes sur les meubles des redevables (3) n'engendrent pas le moindre droit de suite. En ce qui concerne le privilege de la régie des douanes, nous nous séparons, du reste, de la jurisprudence et de la doctrine communément admise. D'après les auteurs et les arrêts, le privilege de la régie des douanes serait, en effet, opposable à tous créanciers même possesseurs (ex. :

(1) Loi du 5 septembre 1807, art. 2.

(2) Loi du 5 septembre 1807, art. 2.

(3) Loi des 6-22 août 1791, tit. XIII, art. 22.

gagiste sur une créance, art. 2075 C. civ.) ou rétenteurs (ex. : gagiste sur meubles corporels, art. 2076 C. civ. — commissionnaire, art. 95 C. co. — créancier rétentionnaire) (1). Mais, examinant le texte fondement du privilège de l'administration des douanes : « la régie aura « privilège et préférence à tous créanciers... à l'exception « des frais de justice et autres privilégiés » ; le rapprochant des principes théoriques sur le droit de suite en matière de privilèges mobiliers généraux, nous n'apercevons pas de motif suffisant pour écarter ici la règle générale. Aussi déciderons-nous que les créanciers possesseurs ou rétenteurs d'objets mobiliers appartenant aux redevables de l'administration des douanes, ne peuvent souffrir de l'exercice du privilège mobilier général de celle-ci.

L'existence d'un droit de suite restreint doit, au contraire, être reconnue au profit de l'administration des contributions indirectes pour le paiement des droits, au profit du Trésor pour recouvrement des contributions directes autres que l'impôt foncier.

Aux termes de l'article 47 du décret du 1^{er} germinal an XIII, la régie des contributions indirectes a « privilège et préférence à tous les créanciers sur les meubles

(1) Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 263 bis, p. 298, texte et notes 3, 4; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, I, n° 653; Guillouard, II, 561, 662; Pont, I, n° 33; Troplong, I, n° 34; Cass., 14 décembre 1824, S., 1825, 1, 207; D., 25, 1, 9; Cass., 19 mars 1850, D., 50, 1, 154.

Par un arrêt en date du 12 novembre 1867 (S., 67, 1, 449; D., 67, 1, 446), la Cour de cassation a même décidé que le privilège de la Régie des douanes prime le droit d'un acheteur non en possession. Mais il faut le remarquer : dans l'espèce, il ne s'agissait pas du privilège général de la Régie des douanes sur tous les biens meubles des redevables, mais du privilège spécial qu'elle possède sur les marchandises grevées des droits d'entrée jusqu'à leur acquittement (Motifs); et nous verrons plus loin (p. 140-144) que les privilèges mobiliers spéciaux dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment de tout fait de possession par le créancier sont, en effet, opposables à l'acheteur d'objets mobiliers qui ne s'en est pas fait remettre la possession.

et effets mobiliers des comptables pour leurs débits (1), et sur ceux des redevables pour le paiement des droits, à l'exception des frais de justice, de ce qui sera dû pour six mois de loyer seulement, et sauf aussi la revendication dûment formée par les propriétaires des marchandises en nature, qui seront encore sous balle ou sous corde ». — En matière de contributions directes autres que la contribution foncière, le privilège du Trésor public s'exerce « *avant tout autre* : 1^o ; 2^o sur tous les meubles et autres effets mobiliers appartenant aux redevables, en quelque lieu qu'ils se trouvent ». (Loi du 12 novembre 1808, art. 1) (2).

Des articles 47 (décret du 1^{er} germinal an XIII), 1^{er} (loi du 12 nov. 1808, art. 1 précité) il résulte que la régie des contributions indirectes ou directes peut opposer le privilège mobilier général qu'elle possède à tous les créanciers de ses débiteurs, et même aux créanciers possesseurs d'un ou plusieurs meubles des comptables ou redevables : ainsi le créancier gagiste sur une créance est primé sur le montant de celle-ci par les privilèges mobiliers généraux pour recouvrement des impôts directs ou indirects. — Mais c'est là toute l'exception aux principes sur le droit de suite en matière de privilèges mobiliers généraux, et spécialement, les créanciers attributaires d'un droit de rétention sur un ou plusieurs meubles appartenant aux débiteurs de la régie, peuvent exiger leur paiement par préférence à cette dernière. Le droit de réten-

(1) Les effets du privilège de l'administration des Contributions indirectes sur les biens meubles des comptables doivent aujourd'hui être déterminés par application de la loi du 5 septembre 1807, Cf. Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 263 bis, p. 302, texte et note 14.

(2) L'article 76, al. 2, de la loi des finances du 28 avril 1816 a étendu aux droits de timbre et aux amendes pour contraventions y relatives, le privilège établi et réglé par la loi du 12 novembre 1808 pour les contributions directes.

tion, et la doctrine sur ce point est assez unanime, est opposable à l'acquéreur de la propriété qui a négligé de prendre livraison (1); le droit de ce propriétaire, d'autre part, l'emporte sur les privilèges des administrations des contributions directes ou indirectes; le droit de rétention, opposable à l'acquéreur de la propriété non en possession, doit donc l'être, *a fortiori*, à l'État privilégié général dans les hypothèses que nous considérons. Le droit de rétention n'est pas, du reste, un privilège au sens strictement légal du mot; et l'article 1^{er} de la loi du 12 novembre 1808 ne lui est pas directement applicable. Quant au décret du 1^{er} germinal an XIII, il ne semble pas avoir prévu l'hypothèse d'un conflit de droit entre les privilèges de la régie des contributions indirectes et un créancier rétentionnaire. — Les privilèges de gagiste, d'aubergiste, de voiturier affectant des meubles corporels et en général le droit de rétention peuvent donc être invoqués à l'encontre de l'État poursuivant le recouvrement des contributions indirectes ou directes autres que la foncière (2). Le bailleur d'immeuble ne jouissant pas du droit de rétention type, qui consiste dans la main immédiatement mise sur un objet appartenant à un débiteur, sera primé par le privilège des contributions directes; il conserve cependant son droit de préférence, et pour six mois de loyer seulement,

(1) Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 256 bis, p. 194, texte et notes; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, I, n^{os} 227, 228; Glasson, *Du Droit de rétention*, p. 35 et suiv.; Guillouard, n^{os} 22, 23; Pont, *Du nantissement*, n^o 1292; Troplong, *Du nantissement*, n^{os} 148, 149. — Cass., 8 décembre 1868, S., 69, 1, 272; D., 69, 1, 76. Voyez cependant Laurent, XXIX, n^o 292.

(2) En ce sens Duranton, XIX, n^o 231. — Cf. Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 263 bis, p. 302, texte et note 14, p. 311, texte et note 38. Baudry-Lacantinerie et de Loynes, I, n^{os} 662, 691; Guillouard, II, n^{os} 567, 578, 581-583; Pont, n^{os} 37, 53; Troplong, I, n^{os} 33, 34 bis, 96. — Caen, 15 janvier 1870, S., 73, 2, 114; D., 73, 2, 178. Pau, 13 mai 1896, S., 96, 2, 212. Le privilège de la Régie des contributions indirectes prime notamment celui du créancier gagiste.

à l'encontre de l'administration des contributions indirectes (1).

Après avoir constaté les dérogations partielles apportées, au profit de l'État, à la théorie du droit de suite en matière de privilèges mobiliers, il est bon de remarquer qu'elles peuvent encore se justifier dans notre théorie même. Dans l'élaboration et la construction de celle-ci nous avons, en effet, réservé toutes questions pouvant naître d'un fait particulier de *versio in rem*. Or, peut-on dire, si les biens possédés par les redevables n'appartiennent pas à l'État, ils lui doivent cependant une portion de leur revenu pour s'assurer la jouissance du reste (3), « car chaque citoyen doit contribuer avant tout aux charges publiques de l'État qui garantit la sécurité de son foyer (4) »; « *sic reipublicæ quisque ad usus publicos magis obligatus quam creditori* » (5). « Sous ce point de vue, dit M. Valette, on peut donc, jusqu'à un certain point, faire rentrer cet impôt (ces impôts) dans les frais faits pour la conservation de la chose (6) ». La préférence de

(1) En ce sens Duranton, XIX, n° 231, et les autorités citées à la note précédente.

Rapprochez des solutions indiquées au texte un arrêt intéressant de la Cour de Besançon intervenu, non pas précisément dans une question de droit de suite, mais dans une question très voisine. (Besançon, 7 décembre 1898, S., 1900, 2, 66; *Gaz. du Pal.*, 1899, 1, 7). Il s'agissait de savoir si un percepteur empêché par une réclamation pendante devant le Conseil de préfecture, de recouvrer intégralement les contributions de plusieurs années consécutives, pouvait, au moment où il reprenait la faculté d'exercer des poursuites, exercer le droit de préférence du Trésor à l'égard des cotisations des années antérieures à l'année échue et à l'année courante. Dans l'espèce il s'agissait des droits de patente à recouvrer sur une société déclarée en état de liquidation judiciaire au cours d'une demande en réduction. Argumentant de l'article 1^{er} de la loi du 12 novembre 1808, qui n'accorde privilège au Trésor que pour le recouvrement des contributions directes de l'année échue et de l'année courante, la Cour de Besançon a écarté le privilège du Trésor. Cet arrêt a été confirmé par la Cour de cassation (Cass., 4 juillet 1900, *Gaz. du Palais*, 1900, 2, 392).

(3) Merlin, *Répertoire*, v° *Privilège de créance*, sect. II, § II, n° 7.

(4) Guillouard, II, n° 553.

(5) Grotius, *De jure pacis et belli*, Lib. I, cap. I, n° 6.

(6) Valette, *Des privilèges et hypothèques*, n° 101.

l'État à tous créanciers même possesseurs peut ainsi s'expliquer, abstraction faite de toute théorie sur le droit de suite, par une *versio in rem* dont il serait l'auteur et réalisée au profit des autres créanciers.

Nous ne ferons qu'indiquer, pour terminer l'étude du droit de suite en matière de privilèges mobiliers généraux, l'existence d'un droit de suite sur les navires au profit des créanciers privilégiés sur l'ensemble du patrimoine mobilier de leur débiteur. Ce droit de suite, depuis surtout l'admission de l'hypothèque maritime, n'est pas plus justifiable que celui dont jouissent également, sur les navires, les créanciers, simples chirographaires (art. 190, 193 C. co.) (1). Les créanciers, en effet, « qui ne se font pas donner de sûreté spéciale..., font crédit à la personne plutôt qu'à la chose, et l'on ne voit pas pourquoi le navire serait, à leur égard, autrement affecté que les autres biens du débiteur » (2). Aussi bien, ne paraît-il pas douteux que le droit de suite des privilégiés mobiliers généraux soit destiné à disparaître de notre législation (3), en même temps que le droit de suite des créanciers chirographaires (4).

(1) Le droit de suite des créanciers chirographaires sur les navires est généralement rejeté par les législations étrangères : Code de commerce allemand, art. 754-778 ; italien, art. 284 ; portugais, art. 574 et suiv. ; hollandais, art. 312 et suiv. ; Codes maritimes scandinaves, art. 267 et suiv. ; finlandais, art. 11 à 15. Loi belge du 21 août 1879, art. 3.

(2) Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit commercial*, VI, n° 1473.

(3) Tout au plus les créanciers privilégiés mobiliers généraux de l'article 2101 C. civ. pourront-ils jouir sur les navires d'un droit de suite restreint analogue à celui que leur reconnaissent les articles 2104, 2105 C. civ. V. p. 119, 120.

(4) Sur le droit de suite des privilèges mobiliers généraux en droit maritime ; voyez Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit commercial*, VI, n° 1473-1511 ter et plus loin dans notre étude. p. 144-146.

SECTION II

**Du droit de suite en matière de privilèges mobiliers
spéciaux**

Qu'ils affectent des meubles corporels (ex. : récoltes, titres au porteur), des meubles incorporels (créances, valeurs incorporelles telles que brevets d'invention, fonds de commerce), *tous les privilèges mobiliers spéciaux* sont soumis au même principe : ils *investissent du droit de suite leur bénéficiaire, sauf la renonciation expresse ou tacite de celui-ci*. Nous devons cependant, avant d'examiner les diverses applications de cette règle générale, formuler deux remarques préliminaires :

1° Si la garantie réelle est normalement constituée en matière de meubles corporels par la remise au créancier de la possession des objets affectés, elle ne l'est, en matière de créances, que par la signification de l'engagement au débiteur de la créance grevée, signification sans laquelle ce dernier pourrait payer à son créancier direct et faire évanouir le privilège du créancier de celui-ci. Les sûretés réelles sur valeurs incorporelles (ex. : brevets d'invention) aujourd'hui matérialisées par les usages industriels et commerciaux dans les titres qui les représentent, n'existent, d'autre part, dans leur plénitude, que par la remise de ces titres aux créanciers (art. 2076 C. civ.).

2° Pour certains meubles corporels (récoltes), ou valeurs incorporelles (fonds de commerce), la possession matérielle ou la détention des titres peut être remplacée par des formalités de publicité.

De ces deux observations résultent immédiatement ces conséquences :

1^o Si, en matière de meubles corporels, le droit de suite appartient et appartient seulement, plein et entier, aux créanciers privilégiés mobiliers spéciaux en possession, en matière de créances ou de valeurs mobilières incorporelles, seuls les privilégiés ayant fait signification au tiers débiteur ou s'étant fait remettre les titres des valeurs incorporelles, pourront se prévaloir de tous ses effets.

2^o Les privilégiés mobiliers spéciaux qui ont rempli les formalités de publicité équivalents pratiques de la possession réelle des meubles corporels ou de la détention des titres représentatifs des valeurs mobilières incorporelles jouiront d'un droit de suite aussi complet que les privilégiés possesseurs ou détenteurs.

Sous le bénéfice de ces remarques, nous développerons, pour l'ensemble des privilèges mobiliers spéciaux (I), notre théorie du droit de suite. Nous en ferons ensuite (II) l'application à quelques hypothèses particulières types : aux privilèges mobiliers spéciaux sur les navires, aux privilèges mobiliers spéciaux de l'État, aux hypothèques ou privilèges immobiliers sur meubles ou valeurs mobilières accessoires d'un gage immobilier. La nature du meuble affecté s'il s'agit des privilèges spéciaux sur les navires, la qualité du privilégié si l'on considère le droit de suite de l'État pour recouvrement de la contribution foncière et des droits de mutation par décès, le caractère accessoire de l'affectation des valeurs mobilières comprises dans le gage principal des créanciers hypothécaires ou privilégiés sur les immeubles, conduisent à consacrer, par application même de la théorie des renonciations tacites au droit de suite, des solutions toutes particulières.

I. — *Étude générale du droit de suite en matière de privilèges mobiliers spéciaux*

Les privilèges mobiliers spéciaux comportent le droit de suite, sauf renonciation expresse ou tacite du privilégié : tel sera le cadre de nos explications.

§ 1. — *Les privilèges mobiliers spéciaux comportent le droit de suite.* — Les effets de ce principe se réalisent dans leur intégrité lorsqu'il n'existe pas de renonciation expresse et qu'il est impossible de présumer une renonciation tacite.

Ainsi, les *privilégiés spéciaux sur meubles corporels* en possession peuvent méconnaître tous actes de disposition accomplis par leur débiteur sur le meuble ou les meubles grevés. Dépossédés violemment ou frauduleusement par celui-ci, ils peuvent, du moins pendant un certain délai, agir en revendication contre tous ayants cause (même possesseurs de bonne foi) de leur débiteur. A notre avis, du reste, le possesseur de bonne foi pourra se prévaloir de la disposition de l'article 2280 C. civ. : « Si le possesseur actuel de la chose (objet du privilège) l'a achetée dans une foire ou dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire originaire (nous dirons le privilégié spécial) ne peut se la faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté. » — Nous formulons ces solutions pour tous privilégiés mobiliers spéciaux : gagiste (1), bailleur (2),

(1) Cf. Code civ. allemand, art. 1227 : S'il est porté atteinte aux droits du gagiste, on applique à ses réclamations les dispositions relatives aux réclamations fondées sur le droit de propriété.

(2) Art. 2102-1°, al. 5, art. 2280, al. 2, C. civ. Cf. Code civ. allemand,

aubergiste (1), voiturier (2), vendeur, conservateur non dessaisi. Aux privilégiés sur titres au porteur nous appliquerons la loi du 15 juin 1872 (3).

Le droit de suite appartient également à tous *privilié-
giés sur une créance*, ayant fait signification au tiers débi-
teur. Ces privilégiés ne peuvent souffrir d'engagements,
d'affectations ou d'aliénations postérieures de la créance,
dans l'hypothèse même où le sous-acquéreur, par exem-
ple, serait possesseur de bonne foi, c'est-à-dire aurait
fait signification au tiers débiteur cédé. Cette décision
régit les privilégiés sur créances civiles sous forme
civile, sur créances civiles ou commerciales sous forme
commerciale (à l'exception, cependant, de la forme au
porteur) (4). Elle est applicable aux ventes d'offices mi-
nistériels, si l'on admet que le privilège du vendeur
d'office s'étend au prix de la revente qui en serait faite
par l'acheteur. Il a été jugé en ce sens que le privilège du
vendeur d'office peut être exercé au préjudice de tiers
auxquels l'acquéreur immédiat aurait cédé le prix de la
revente par lui consentie, surtout si, avant la significa-

art. 559-561. Art. 561 : Lorsque les meubles garnissants ont été déplacés à l'insu ou malgré l'opposition du bailleur, celui-ci a le droit d'agir en réintégration dans le délai d'un mois à partir du jour où il a connu l'enlèvement.

(1) Cf. Code civ. allemand, art. 704 : on applique à l'aubergiste les dispositions des articles 559, al. 3, et 560 à 563, relatives au droit de gage du bailleur. Rapprochez la loi belge du 16 décembre 1851, art 20-6°.

(2) Cf. Code de commerce allemand, art. 440. Le voiturier possède un droit de gage (*ein Pfandrecht*) sur les objets transportés.

(3) Cf. Baudry-Lacantinerie et Tissier, n° 919. — Wahl, *Titres au porteur*, n° 1528 et suiv.

(4) Pour le recouvrement des indemnités payées par elle aux ouvriers ou employés victimes d'accidents dans leur travail, la Caisse nationale des retraites a privilège sur les indemnités d'assurance qui pourraient être dues au chef d'entreprise. Loi du 9 avril 1898, art. 26, § 2. Ce privilège, si la Caisse nationale a formé opposition au paiement de l'indemnité au chef d'entreprise, confère un droit de suite complet que ne peuvent atteindre les actes de disposition accomplis postérieurement par le patron assuré. Cf. loi du 19 février 1889, art. 2.

tion du transport, le vendeur avait formé opposition à la transmission de l'office (1).

En matière de privilèges spéciaux sur les créances, la signification de l'affectation privilégiée au tiers débiteur peut, du reste, n'être pas nécessaire pour la conservation du droit de suite, lorsqu'en l'absence même de cette signification les privilégiés se trouvent suffisamment garantis contre la possibilité d'un paiement effectué entre les mains de leur débiteur, lorsqu'ils se trouvent aussi suffisamment protégés contre les actes de disposition de ce dernier. C'est le cas, en général, pour tous les privilèges spéciaux sur créances contre l'État ou les administrations publiques. Pour la liquidation de ces créances il existe des règles de comptabilité bien précises, sur l'application desquelles tous privilégiés spéciaux ont le droit de compter; il suffira donc, en principe, que les privilégiés se présentent au moment de la distribution des deniers dus par l'État pour conserver intégralement à l'égard de tous (c'est-à-dire parfois sous forme de droit de suite) leur droit de préférence. Nous appliquerons, par exemple, cette solution aux privilèges de premier ordre (2) sur les fonds de cautionnement fournis

(1) Paris, 12 mai 1835, S., 1835, 2, 289; D., 35, 2, 108. De cette décision on peut rapprocher deux arrêts de la Cour de Paris, l'un du 23 mai 1838 (S., 38, 2, 264; D., 38, 2, 110), l'autre du 22 avril 1856 (S., 57, 2, 603). Le privilège du vendeur d'office ne s'exerce, en principe, que sur le prix de la première revente (Paris, 28 janvier 1854, S., 54, 2, 305; Paris, 24 mai 1854, S., 54, 2, 305; Caen, 8 juillet 1857, S., 58, 2, 1; Cass., 8 août 1860, S., 60, 1, 845); il subsiste cependant sur le prix des reventes ultérieures, lorsque celles-ci ont eu lieu sans le consentement du premier vendeur privilégié et que ce vendeur a tout fait pour la conservation de son privilège (Paris, 23 mai 1838 précité); il peut encore s'exercer lorsqu'une seconde revente ayant eu lieu, le vendeur primitif avait assuré cet exercice en formant entre les mains du deuxième cessionnaire une saisie arrêt validée (Paris, 22 avril 1856 précité).

(2) Les privilèges de second ordre (bailleurs de fonds de cautionnement) doivent faire opposition au Ministère des finances. Art. 1 et 4 de la loi du 25 nivôse an XIII; décrets du 28 août 1908 et du 22 décembre 1912.

par certains fonctionnaires publics (1), — aux ouvriers et fournisseurs pour travaux de l'État, plus généralement pour travaux publics (2), — aux sous-traitants, préposés ou agents d'une entreprise de fournitures relevant du service de la guerre ou de la marine (3), — aux propriétaires des terrains occupés ou fouillés par les entrepreneurs de travaux publics (4) : toutes ces personnes (ouvriers, fournisseurs, sous-traitants, propriétaires) privilégiées sur les sommes dues aux entrepreneurs par les caisses publiques. Le privilège de ces divers créanciers pourra toujours s'exercer jusqu'au moment de la distribution du montant des créances contre l'État (5).

Les créanciers spécialement garantis sur *valeurs mobilières incorporelles*, tel un brevet d'invention, et nantis du titre qui les représente, possèdent aussi un droit de suite complet.

Il en est de même des privilégiés spéciaux ayant accompli les formalités de publicité supplétives de la possession réelle des meubles corporels ou de la détention des titres représentant les valeurs incorporelles. Le nantissement d'un fonds de commerce constaté sur les registres spéciaux tenus au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité, con-

(1) Art. 2102-7° C. civ. Limoges, 19 novembre 1842, S., 43, 2, 128; Paris, 29 juin 1863, S., 63, 2, 138.

(2) V. l'art. 3 du Décret du 26 pluviôse an II et la Loi du 25 juillet 1891.

(3) Art. 2 du Décret du 12 décembre 1806 en ce sens. Voyez encore : Cons. d'État, 11 juin 1810, S., 1811, 2, 15; Angers, 20 décembre 1850, S., 51, 2, 492. Cf. Cass., 17 juillet 1827, Sirey, *Collection nouvelle*, VIII, 1, 642.

(4) V. l'art. 18 de la loi du 29 décembre 1892. Cons. sur ce point Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 263 bis, p. 339, texte et note 95.

(5) Pour des raisons analogues à celle qu'indique notre texte, les sommes ou valeurs affectées aux institutions de prévoyance et déposées soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit à toute autre caisse, demeurent le gage des bénéficiaires des institutions de prévoyance malgré les engagements ou les aliénations que le patron aurait pu consentir de sa créance contre les caisses débitrices. V. la loi du 27 décembre 1895, art. 4.

fèrera donc un droit de suite au créancier gagiste (1); et nous reconnaitrons les mêmes prérogatives au porteur de warrant commercial (2) ou agricole (3).

Nous indiquerons, enfin, une hypothèse où le créancier privilégié mobilier spécial, bien que non en possession de son gage meuble corporel, doit cependant être muni d'un droit de suite. Nous voulons parler du créancier privilégié sur les récoltes, en particulier du vendeur de semences. Le vendeur de semences a privilège sur la récolte de l'année. La récolte faite, il doit être assimilé, au point de vue du droit de suite, à un vendeur ordinaire privilégié sans déplacement. Mais quelle est l'étendue de son droit de suite, la récolte non levée? Si l'on suppose une transmission du fonds ensemencé à un acquéreur de bonne foi, le vendeur de semences peut-il faire valoir son privilège à l'encontre de celui-ci? Sans hésitation nous répondrons oui. Tant que la récolte n'est pas faite, le vendeur de semences ne pouvait s'en faire remettre la possession; privilégié mobilier spécial sans déplacement, il est cependant impossible de considérer qu'il a renoncé à quelques-uns des effets de son privilège qui, jusqu'à la récolte, n'avait pas d'objet. Appliquant nos principes, nous accorderons au vendeur de semences et jusqu'à la récolte un droit de suite complet car on ne peut dire qu'il a renoncé, même tacitement, soit à son privilège, soit à son droit de suite.

(1) Loi du 1^{er} mars 1898, article unique. Voyez en ce sens Planiol, *Traité de Droit civil*, II, n° 2714.

(2) Loi du 28 mai 1858, art. 4, 5, 8.

(3) Loi du 18 juillet 1898, art. 3. Voyez le rapport de M. Chastenot à la Chambre, *Journal officiel*, Documents parlementaires, 1897, *Chambre*, session extraordinaire, p. 249, col. 1, ix. « Le gage reste en la possession du propriétaire qui peut par tous les modes ordinaires du droit civil, et toujours sous « réserve du gage qui l'affecte, le vendre ou en faire l'objet d'une promesse de « vente. »

Aussi approuvons-nous sans réserve un arrêt rendu par la Cour de Bourges, à la date du 9 mai 1900 (1). — Un sieur Gallard avait vendu pour quarante-deux francs de semences à un sieur Garnier. Ce dernier avait, avec ces semences, emblavé des terres du domaine de la Gausserie, appartenant à un certain de Préaulx, dont il était alors fermier. Dans l'époque intermédiaire entre l'emblavure et la récolte, le bail de Préaulx-Garnier avait été résilié et, moyennant la remise qui lui était consentie par de Préaulx du reliquat de son fermage, Garnier s'était engagé à quitter immédiatement les locaux ; de Préaulx reprenait en même temps « la jouissance réelle de tous les immeubles » étant stipulé que les blés actuellement en terre et dont la récolte était à faire appartiendraient à de Préaulx. Or, le 23 juin 1898, Gallard, vendeur de semences, fit saisir des récoltes du domaine de la Gausserie pour avoir paiement de sa créance de quarante-deux francs. Opposition à la saisie et demande en nullité d'icelle par de Préaulx à raison de la cession qui lui avait été antérieurement consentie par Garnier. La Cour de Bourges a validé la saisie pratiquée par Gallard.

Attendu, portent les considérants, que si de Préaulx était devenu propriétaire des seigles, la récolte à faire de cette céréale restait grevée du privilège du fournisseur de semences ;

Que vainement on objecterait que de Préaulx est un tiers acquéreur de bonne foi et que le privilège inscrit dans l'article 2102 du Code civil n'est pas susceptible d'un droit de suite ;

Qu'au moment où la cession a eu lieu, c'est-à-dire en

(1) Bourges, 9 mai 1900, S., 1900, 2, 232.

février, la chose cédée ne pouvait être considérée comme un meuble ; que, d'autre part, *Gallard ne pouvait faire valoir son droit qu'au moment de la récolte et sur celle récolte arrivée à maturité ; qu'on ne pourrait opposer à Gallard l'absence de tout droit de suite qu'autant que celui-ci aurait voulu se faire payer sur la récolte déjà faite et déjà cédée à un tiers.*

Par ces motifs..., confirme...

La décision de la Cour de Bourges est en parfaite harmonie avec le système que nous défendons (1, 2).

(1) Voyez le jugement du Tribunal civil de Châteauroux dont appel, 19 juin 1899, S., 1900, 2, 217, — la note de M. Tissier et les renvois.

Il avait été jugé dans le même sens par un arrêt de la Cour de cassation en date du 11 juillet 1864 (S., 64, 1, 311 ; D., 64, 1, 388) ; mais dans l'espèce le propriétaire avait été averti de l'existence du privilège. — La Cour de Bourges avait déjà jugé, au contraire, que le privilège des ouvriers pour frais de récolte — qui viennent au même rang que celui des fournisseurs et avec la même affectation — n'est pas muni du droit de suite. Ainsi les ouvriers perdraient le privilège de l'article 2102 sur la récolte qu'ils ont faite dès que cette récolte devient la propriété d'un tiers de bonne foi. Bourges, 3 mars 1877, S., 80, 2, 104 ; D., 78, 2, 56. Mais, dans cette dernière espèce, il s'agissait d'un nouveau fermier qui, à la suite d'une résiliation de bail, avait remplacé le premier débiteur, et qui était actionné au mois de novembre, à raison des récoltes qui avaient été faites en juillet précédent. Cf. Trib. paix Montmirail, 14 août 1899, *Revue des justices de paix*, 1900, p. 97.

(2) Notre théorie sur le droit de suite en matière de privilèges mobiliers spéciaux nous permet également d'approuver la solution proposée par M. Tissier — à l'encontre des décisions de la jurisprudence — au cas de saisie immobilière, dans l'hypothèse de conflit du privilège de vendeur de semences et d'hypothèques ou privilèges existant sur l'immeuble saisi. M. Tissier maintient le privilège du vendeur de semences au préjudice des créanciers privilégiés ou hypothécaires saisissants : « Nous pensons — dit « M. Tissier — que c'est exagérer la fiction de l'immobilisation des fruits produite par la saisie et en dépasser les motifs que de décider que cette « immobilisation fait disparaître le privilège du vendeur de semences. » (Note sous Châteauroux précité, p. 217, col. 1.) — Nous arrivons à la même conclusion par application de la théorie des renonciations tacites aux garanties mobilières spéciales, en faisant valoir les considérations indiquées à notre texte.

Voyez en sens contraire : Cass., 11 décembre 1861, S., 1862, 1, 153 ; 7 janvier 1880 (2 arrêts), S., 82, 1, 463. — Rapprochez de ces décisions un arrêt de la Cour de cassation du 16 mai 1888 (S., 88, 1, 321) qui maintient — au préjudice de la masse des créanciers d'une faillite et malgré l'inscription hypothécaire prise par le syndic — le privilège de la Régie des contributions indirectes sur le reliquat du prix de vente d'un immeuble après paiement des créances

§ 2. — *Le droit de suite reconnu aux privilégiés mobiliers spéciaux disparaît ou ne comporte que des effets restreints dans l'hypothèse de renonciation expresse ou tacite du privilégié soit à son privilège, soit à son droit de suite.*

Parmi les privilèges mobiliers spéciaux, le *privilège du gagiste* est légalement lié, dans son existence, soit à la possession des meubles corporels ou des titres représentatifs des richesses mobilières incorporelles (ex. : brevet d'invention) affectées, soit, en outre, à l'accomplissement de certaines formalités : signification au débiteur de la créance engagée, mention du nantissement sur registres à ce destinés (warrants commerciaux, agricoles, — nantissement de fonds de commerce). D'autres *privilèges*, ceux du *bailleur*, de l'*aubergiste*, du *voiturier*, s'exercent normalement sous forme d'opposition au déplacement des objets grevés. Il en est enfin : *privilèges du vendeur*, du *conservateur*, que la loi consacre indépendamment de tout fait de possession par le créancier et sans exiger l'accomplissement d'une formalité quelconque. — Les solutions relatives au droit de suite en matière de privilèges mobiliers spéciaux diffèrent pour chacune de ces catégories.

Le privilège du gagiste disparaît (et ne peut donc produire désormais le moindre droit de suite) avec les conditions légales de son existence : le gagiste s'est dessaisi volontairement des meubles corporels qu'il détenait ou des titres représentatifs des valeurs mobilières qui lui sont affectées ; il a donné main-levée de l'opposition au paiement faite entre les mains du tiers débiteur d'une créance engagée ; il a fait radier les mentions qui, sur les registres du greffe du tribunal de commerce ou de la

hypothécaires ou privilégiées auxquelles il est affecté. Voyez la note sous cette dernière décision, col 3, 2^e et 3^e.

justice de paix, sur les registres des Magasins généraux, constatent son droit de gage sur fonds de commerce ou sur produits warrantés. Dans toutes ces hypothèses, le gagiste renonce tacitement à son privilège, par conséquent à tout droit de suite. — Les circonstances d'où l'on peut induire une renonciation tacite du gagiste à son droit de suite sont, du reste, susceptibles de varier à l'infini : ainsi, des marchandises entreposées dans les magasins de la Régie des douanes et qui ont été vendues avant leur sortie de l'entrepôt, ne peuvent être ni retenues, ni saisies par l'administration des douanes pour garantie des droits dus par le vendeur à raison d'autres marchandises comprises dans le même entrepôt, alors que cette vente a été accompagnée de toutes les marques caractéristiques qui en opèrent la consommation, telles que déplacement, nouvelles marques apposées, et que le tout n'a pu avoir lieu qu'en la présence et avec le concours des employés de la douane (1).

Les privilèges du bailleur, de l'aubergiste, du voiturier, disions-nous, s'exercent normalement sous forme de droit de rétention : le bailleur, l'aubergiste, le voiturier, ne consentent au déplacement de leur garantie que moyennant paiement de leurs créances ou sinon parce qu'ils suivent la foi de leur débiteur ; le paiement comptant est la règle dans les hôtels et les auberges ; en matière de transports, les Compagnies de chemin de fer dont les pratiques peuvent déterminer, en une certaine mesure, les mœurs et les usages commerciaux n'opèrent qu'au comptant. On est donc en droit de considérer le bailleur, l'aubergiste, le voiturier volontairement des-saisis comme des créanciers ayant suivi la foi de leur

(1) Cass., 27 frimaire an XIII, S., *Collection nouvelle*, II, 1, 42.

débiteur, renoncé à leur privilège, *a fortiori* à leur droit de suite (1). Le bailleur, l'aubergiste, le voiturier dessaisis ne peuvent donc normalement se prévaloir d'un droit de suite quelconque. Nous ne les admettons même pas, pour les frais de conservation qu'ils auraient avancés, à la situation des privilégiés mobiliers spéciaux sans déplacement, car ils auraient dû opposer leur droit de rétention ; s'ils ne l'ont fait, ils ont suivi la foi de leur débiteur (2).

C'est normalement, du reste, et non nécessairement que les garanties des bailleur, aubergiste, voiturier disparaissent par un dessaisissement volontaire. En droit positif comme en fait, il peut se rencontrer des hypothèses où ces privilèges survivront au dessaisissement volontaire ; ils produiront alors, au point de vue du droit de suite, les mêmes effets que les sûretés des vendeur et conservateur dessaisis. L'article 307 du Code de commerce nous offre un exemple de survie du privi-

(1) Voyez, en ce qui concerne le droit de suite du bailleur, l'article 2102-1^o, al. 5, § civ. « Le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent sa « maison ou sa ferme lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement..... » — C'est aussi par application de la théorie des renonciations tacites soit au privilège, soit au droit de suite, que l'on n'admet pas l'aubergiste à faire valoir, sur les effets du voyageur en sa possession, toutes les créances qu'il a contre ce dernier pour dépenses faites dans des voyages précédents. V. Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 261, p. 273, texte et note 79. — De même, quand un voiturier a fait, pour un même destinataire, plusieurs transports successifs, sans avoir été payé des premiers, son privilège sur les objets qui se trouvent encore entre ses mains ne peut être exercé que pour le prix de transport de ces objets mêmes, et ne garantit pas celui des transports antérieurs. En se dessaisissant volontairement des objets transportés, le voiturier, peut-on dire, a renoncé à son privilège, à sa sûreté spéciale ; il a suivi la foi du destinataire. V. Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 261, p. 275, texte et notes 82 et 83.

(2) En sens contraire, relativement au privilège du bailleur sur les fruits de la récolte de l'année, les considérants de Besançon, 11 décembre 1845, D., Rép. suppl. V^e Privil. et hyp., p. 23, note 1. — Cf. en notre sens : Code civil allemand, art. 559-561 (privilège du bailleur), art. 704 (privilège ou droit de gage de l'aubergiste) ; Code de commerce allemand, art. 440 (privilège du voiturier).

lège du voiturier à son dessaisissement en partie volontaire. Le capitaine de navire est, en effet, « préféré pour « son fret sur les marchandises de son chargement, « pendant quinzaine après leur délivrance si elles n'ont « passé en mains tierces. » La raison de cette disposition est, au surplus, bien simple. Le capitaine de navire ne peut, aux termes de l'article 306 C. cò., « retenir les « marchandises dans son navire faute de paiement de « son fret » ; son dessaisissement ne saurait donc fournir une présomption de renonciation tacite à son privilège ; mais comme, d'autre part, le privilège du voiturier s'exerce normalement par voie de rétention, que la volonté libre n'est pas absente du dessaisissement du capitaine de navire, la loi maintient pendant quinze jours le privilège de ce dernier comme privilège mobilier sans déplacement.

Appliquant les mêmes idées, la Cour supérieure de justice du Luxembourg indique, dans les considérants de l'une de ses décisions, que lorsqu'il est d'usage dans un pays que les voituriers laissent les objets voiturés pendant quelques jours à la disposition du destinataire pour en faire la vérification, sauf à se représenter ensuite pour percevoir les frais de voiture ou pour reprendre les marchandises non acceptées, le dessaisissement provisoire et conditionnel du voiturier peut ne pas entraîner la perte de son privilège (1). Cette jurisprudence à l'encontre de laquelle nous n'apercevons, quant à nous, aucune objection, est injustifiable si l'on part de ce principe que le privilège du voiturier, parce que fondé sur une idée de nantissement, doit disparaître par le dessaisissement du voiturier ; car enfin, en matière de

(1) Cour supérieure de justice du grand Duché de Luxembourg, 24 déc. 1885, S., 86, 4, 11 ; D., *Rép. suppl.*, v° *Privil. et hyp.*, n° 194.

nantissement, notre Code n'admet pas le dessaisissement du créancier, fût-il provisoire et conditionnel ; le nantissement, le dessaisissement existent ou n'existent pas ; le dessaisissement du voiturier devrait donc entraîner la perte totale de son privilège. Nous expliquons, au contraire, facilement le système admis par la Cour de justice du Luxembourg : si normalement, en effet, le voiturier manifeste par son dessaisissement qu'il suit la foi du destinataire et renonce à son privilège, il peut exister des coutumes, des usages assez généraux pour écarter cette présomption de renonciation (1) ; le voiturier sera alors assimilé, au point de vue du droit de suite, aux privilégiés mobiliers sans déplacement (2).

Nous venons à l'étude du droit de suite en matière de privilèges mobiliers spéciaux sans déplacement ou sans accomplissement d'une formalité quelconque. Avant de l'aborder nous indiquerons encore que le gagiste, le bailleur, l'aubergiste, le voiturier et tous privilégiés, dont la garantie disparaît, pour le tout, par un dessaisissement volontaire doivent, au cas de dépossession

(1) Cf. : Cass., 13 avr. 1840, S., 40, 1, 289 ; D., *Rép.*, V° *Privil. et hyp.*, n° 401. Lorsqu'il s'agit d'un transport de bois au moyen du flottage, l'empilage des bois flottés sur le port où ils restent à la disposition tant du voiturier que du propriétaire n'éteint pas le privilège du voiturier. — Dans cette espèce, il faut le remarquer, la question à trancher par la Cour de cassation n'était pas celle de savoir si le privilège du voiturier survivait au dessaisissement du voiturier, à la livraison au destinataire ; il s'agissait seulement de se prononcer sur les circonstances de fait constitutives du dessaisissement. Le destinataire n'ayant pas encore pris réellement livraison, l'empilage des bois flottés sur le port équivaut-il à l'abandon volontaire de la possession par le voiturier ? Toute la difficulté était là.

(2) Les législations contemporaines qui s'occupent du privilège du voiturier accordent en général à celui-ci un certain temps pour faire valoir son privilège après la livraison au destinataire des objets transportés. La loi belge du 16 déc. 1851, art. 20, accorde vingt-quatre heures après la livraison ; le Code civil du Japon, art. 160 du Livre de la garantie des créances, quarante-huit heures ; le Code civil italien, art. 1958, trois jours ; le Code civil espagnol, art. 1922, trente jours ; le nouveau Code de commerce allemand, art. 440, trois jours.

dolosive ou frauduleuse, agir en revendication pendant un certain délai : ce délai écoulé, ils devraient être considérés comme renonçants à leur sûreté spéciale. Le bailleur peut revendiquer pendant quinze ou quarante jours, selon qu'il s'agit de location d'un immeuble urbain ou d'un fonds rural (art. 2102-1^o, al. 5); le gagiste, l'aubergiste, le voiturier agiront pendant trois ans au moins, réserve faite du droit que possède le juge de tirer des circonstances, quelques jours même après la dépossession, une présomption de renonciation tacite au privilège (1).

Les privilèges mobiliers spéciaux sans déplacement ou sans accomplissement des formalités constitutives de la garantie mobilière réelle type, tel un vendeur, un conservateur, ne peuvent jouir d'un droit de suite complet car ils ont suivi en quelque façon la foi de leur débiteur. Ils opposeront leur droit aux ayants cause personnels de leur débiteur (créanciers chirographaires, privilégiés mobiliers généraux), aux ayants cause particuliers qui eux-mêmes ont suivi la foi du débiteur ou sont de mauvaise foi au regard des privilèges mobiliers spéciaux; les ayants cause particuliers du débiteur, possesseurs ou rétenteurs de bonne foi sont à l'abri des évictions du chef des privilégiés. Mais qu'est-ce que la possession de bonne foi, obstacle invincible à l'exercice des privilèges mobiliers que nous considérons?

La possession, tout d'abord, résulte, d'une façon générale, de la réunion des conditions requises pour l'efficacité à l'égard des tiers du titre d'ayant cause particulier. Ainsi, un gagiste postérieur en date au privilège du vendeur, par exemple, n'acquiert la possession des meubles corporels qu'avec la détention réelle (art. 2076 C. civ.);

(1) Voyez p. 128, notes 1 et 2, p. 129, notes 1 et 2, les références à la législation allemande.

la possession des créances exige, en outre, la signification au tiers débiteur (art. 2075); pour certains meubles ou valeurs mobilières (warrants agricoles, fonds de commerce), le gagiste doit remplir certaines formalités de publicité (loi du 1^{er} mars 1898, loi du 18 juillet 1898); un acquéreur de la propriété de meubles corporels ne devient possesseur que par la prise de possession réelle (art. 1141); un cessionnaire de créances doit faire signification au cédé ou recevoir son acceptation par acte authentique (art. 1690); pour les créances sous forme à ordre, l'endossement suffit; un cessionnaire de brevet d'invention doit faire enregistrer son acquisition au secrétariat de la préfecture du département dans lequel l'acte aura été passé (l. du 5 juillet 1844, art. 20); etc...

La bonne foi du possesseur est, d'autre part, constituée, lorsqu'il s'agit de conflit entre privilégié et *créancier possesseur* postérieur en date, par l'ignorance du droit du privilégié; — lorsqu'il s'agit, au contraire, de conflit entre privilégié et *acquéreur postérieur de droit réel principal*, par l'ignorance de l'insolvabilité du débiteur. Dans la première hypothèse, en effet, les créanciers antagonistes ne recherchent l'un et l'autre qu'une collocation par préférence sur le prix du meuble vendu, et le second créancier s'il connaît l'affectation spéciale antérieure, n'a dû compter que sur un rang inférieur. Aussi, l'article 2102-4^o, al. 3, décide-t-il que le privilège du vendeur s'exerce avant celui du propriétaire de la maison ou de la ferme, s'il est prouvé que le propriétaire avait connaissance que les meubles et autres objets garnissant sa maison ou sa ferme n'appartenaient pas au locataire. — Au second cas, l'acquéreur de droit réel principal ne s'est pas posé la question du concours de plusieurs ayants droit sur le prix du meuble qui lui est

transmis; s'il connaît l'existence d'un privilège spécial de vendeur, conservateur, etc., il a pu croire que ces créanciers avaient un gage suffisant dans l'ensemble du patrimoine de leur débiteur; en sa personne la mauvaise foi présentera donc les mêmes caractères que celle du tiers défendeur à l'action paulienne et succombant sur celle-ci.

Les applications les plus nombreuses et les plus intéressantes de ces idées se rencontrent en matière de privilège du vendeur d'effets mobiliers non payés.

Le vendeur d'objets mobiliers corporels dessaisi peut invoquer son privilège et son action en revendication à l'encontre de tous ayants cause personnels de son débiteur, des acquéreurs de droit réel non en possession (1), des possesseurs de mauvaise foi et, parmi ces derniers, aux créanciers hypothécaires ou privilégiés sur les meubles devenus immeubles par destination auxquels il aurait dénoncé l'existence de sa garantie. Il ne peut, au contraire, se prévaloir de sa sûreté spéciale au préjudice des possesseurs de bonne foi : créanciers détenteurs (rétentionnaires) ou possesseurs, créanciers hypothécaires ou privilégiés immobiliers sur meubles deve-

(1) En notre sens : Baudry-Lacantinerie et de Loynes, I, n° 491 et 495; Colmet de Santerre, IX, n° 32 bis, II; Guillouard, I, n° 390; Pont, I, n° 151 et les autorités citées par lui; Zachariae, § 261, note 23.

En sens contraire : un transfert de propriété mobilière sans livraison à l'acquéreur entraînerait l'extinction du privilège du vendeur préexistant à ce transfert.— Aubry et Rau, 5^e édit, III, § 261, p. 262, note 62; Laurent, XXIX, n° 479; Planiol, *op. cit.*, II, n° 2619.

Il est, du reste, impossible d'enlever aux tribunaux tout pouvoir d'appréciation sur ce qu'il faut entendre par possession de bonne foi; les circonstances de fait, dans les matières que nous étudions, gardent toujours une importance considérable. C'est ainsi qu'il a pu être jugé que le privilège du vendeur disparaît à l'encontre d'un acquéreur de bois de construction non en possession matérielle mais ayant apposé sa marque lorsque c'est pour attendre la saison du flottage, seul mode possible de transport de ces bois, qu'ils sont restés sur le chantier du vendeur. Rouen, 23 mars 1844, S., 45, 2, 137.

nus immeubles par destination (1) (ceux-ci sont en possession des meubles par l'intermédiaire de l'immeuble; leur situation est analogue à celle d'un bailleur d'immeuble). Les acquéreurs de [droit réel principal possesseurs de bonne foi sont à l'abri de toute éviction (2, 3).

Le droit de suite du vendeur de meubles incorporels doit être réglé d'après les mêmes formules : aussi n'indiquerons-nous qu'une solution particulière, celle qui, d'après nous, doit être fournie dans l'hypothèse d'un conflit contre vendeur de créance et créancier de l'acheteur de celle-ci saisissant-arrêtant. — Primus possède une créance contre Quartus, il la cède à Secundus, n'est pas immédiatement payé et ne fait pas opposition au paiement de Secundus par Quartus. Secundus a un

(1) En ce sens : Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 284, p. 670 ; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, I, n° 504 et III, n° 1945 ; Guillouard, III, n° 1524. — Cass., 22 janvier 1833, S., 33, 1, 446 ; D., 33, 1, 151. — 9 décembre 1835, S., 36, 1, 177 ; D., 36, 1, 5. — Paris, 6 avril 1836, S., 36, 2, 347 ; D., 36, 2, 68. — Cass., 18 mars 1840, S., 40, 1, 412. — 9 juin 1847, S., 47, 1, 689 ; D., 47, 1, 248. — Cour sup. de Bruxelles, 16 février 1848, D., 48, 2, 61. — Rennes, 31 août 1864, S., 65, 2, 111. — Cass., 11 janvier 1887, S., 87, 1, 154 ; D., 87, 1, 394. — Alger, 15 février 1892, D., 92, 2, 472.

En sens contraire : Paris, 10 juillet 1833, S., 33, 2, 472 ; D., 34, 2, 23. — Dijon, 16 août 1842, S., 46, 2, 148 ; D., 46, 2, 65. — C. de cass. de Belgique, 11 février 1848, D., 48, 2, 76.

Cf. Colmet de Santerre, IX, n° 32 bis, VII et VIII. — La loi belge du 16 décembre 1851 a supprimé, en thèse générale, le privilège du vendeur sur les meubles devenus immeubles par destination ou par incorporation en le maintenant par exception pour les machines et les appareils employés dans les établissements industriels, mais en le soumettant alors à des conditions de publicité.

(2) Voyez sur le privilège du vendeur d'ustensiles agricoles : Cass., 19 février 1894, S., 95, 1, 45, et la note ; D., 94, 1, 413 ; *Pand. franç.*, 94, 1, 448.

(3) Le privilège du vendeur disparaît au cas de faillite de l'acheteur commerçant (art. 559, al. fin., C. co.). C'est encore une application de la théorie des renonciations tacites aux garanties mobilières spéciales. Le privilège du vendeur, en effet, s'il était maintenu, affecterait le plus souvent les marchandises qui se trouvent dans les magasins du failli ; mais sur ces marchandises essentiellement destinées à la revente, le vendeur n'a pas dû espérer une collocation privilégiée ; et l'on doit dire qu'en faisant livraison sans paiement immédiat il a tacitement renoncé au bénéfice du privilège du vendeur. — Sur le droit de revendication du vendeur en cas de faillite de l'acheteur : art. 576-579 C. co.

créancier Tertius qui, pour assurer la réalisation de ses droits, fait saisie-arrêt sur Quartus. Jusqu'au jugement de validité Primus est toujours à temps pour obtenir préférence sur Tertius; mais, après le jugement de validité, dont la jurisprudence exige même signification au tiers saisi (1), Tertius, de bonne foi, l'écarte définitivement. La validation d'une saisie-arrêt, suivie de la signification du jugement de validité au tiers saisi, équivaut, en effet, pour le saisissant Tertius, à la signification d'un transport volontaire accompli en sa faveur; Tertius est cessionnaire judiciaire saisi et pourrait seulement être évincé par Primus si, connaissant l'existence du privilège de celui-ci, il n'avait pas ignoré l'état d'insolvabilité de Secundus.

II. — *Du droit de suite en matière de privilèges mobiliers spéciaux : hypothèses particulières*

Le droit de suite des créanciers hypothécaires ou privilégiés spéciaux sur les navires, de l'État pour certains privilèges mobiliers spéciaux, des créanciers hypothécaires ou privilégiés sur meubles ou valeurs mobilières accessoires de leur gage immobilier, sera l'objet du présent paragraphe.

§ 1. — *Du droit de suite des créanciers hypothécaires ou privilégiés spéciaux sur les navires.*

Pour les navires ayant un port d'attache, pour ceux de fort tonnage surtout, la possession de son gage par

(1) Cass., 27 juin 1892, D., 93, 1, 25, et une note de M. Glasson dans Sirey, 1892, 1, 519.

le créancier spécialement garanti a une importance moindre que pour les meubles corporels ordinaires et son exigence serait, du reste, contraire aux nécessités du commerce maritime dont les navires et bâtiments de mer sont plutôt l'instrument que l'objet. On conçoit donc qu'il puisse y être suppléé par certaines formalités de publicité. On comprend aussi que les créanciers spécialement garantis sur les navires même sans déplacement jouissent d'un droit de suite plus complet que les créanciers privilégiés spéciaux sans déplacement sur meubles ordinaires. Mais, d'autre part, à raison des risques particuliers courus par les bâtiments en mer, on peut aussi présumer une renonciation tacite des privilèges spéciaux sans déplacement ou n'ayant pas accompli les formalités de publicité requise, lorsque le navire aura fait un voyage en mer sous le nom et aux risques d'un nouveau propriétaire, sans opposition de la part des privilégiés. Rationnellement, en matière de droit de suite des créanciers spécialement garantis sur les navires, on devrait, en conséquence, admettre les solutions suivantes.

Les créanciers en possession ou ayant pris régulièrement inscription sur les navires jouiraient d'un droit de suite complet.

Les privilégiés spéciaux opposeraient leur garantie même aux possesseurs de bonne foi ayants cause postérieurs de leur débiteur; un voyage en mer sous le nom et aux risques d'un acquéreur sans opposition de leur part, ou la réalisation par l'acquéreur d'un mode particulier d'interpellation aux créanciers bénéficiaires du droit de suite entraîneraient cependant la perte de leur sûreté spéciale.

Tel est le système consacré par le Code de commerce

complété par les lois des 10 décembre 1874 et 10 juillet 1885.

Les créanciers hypothécaires sur les navires sont attributaires d'un droit de suite complet qui n'est purgé que sous les conditions déterminées par la loi du 10 juillet 1885 (art. 18 et suiv.) (1).

Les privilégiés spéciaux peuvent faire valoir leur privilège au préjudice même des possesseurs de bonne foi, sauf cependant leur renonciation expresse ou tacite. Et l'on présume une renonciation tacite lorsque, après une vente volontaire, le navire a « fait un voyage en mer, « sous le nom et aux risques de l'acquéreur, et sans « opposition de la part des créanciers du vendeur (2) ».

Sans doute le droit de suite à l'encontre des possesseurs même de bonne foi, est commun aux privilégiés spéciaux et à tous créanciers du même débiteur : il appartient aussi aux créanciers chirographaires ; et l'on pourrait dire qu'il ne constitue pas une application de notre théorie. Mais, de ce que les garanties des créanciers chirographaires ont été exagérées dans notre législation maritime française, on ne peut en conclure que celles des privilégiés spéciaux sur les navires ne sont pas adéquates à la nature théorique, au contenu pratique des sûretés mobilières spéciales. Le droit de suite des créanciers chirographaires sur les navires est, nous l'avons vu (3), injustifiable ; le droit de suite des privilégiés mobiliers spéciaux est, au contraire, l'application du droit commun en matière de sûretés mobilières spéciales.

(1) Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit commercial*, VI, n° 1494.

(2) Art. 193, 194 C. co. Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, VI, n°s 1485-1493, 1495, 1496.

(3) V. p. 125.

§ 2. — *Du droit de suite en matière de privilèges mobiliers spéciaux de l'État pour recouvrement de la contribution foncière ou des droits de mutation par décès.*

Le *privilège du trésor public* pour le recouvrement des contributions directes, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 12 novembre 1808, « est réglé ainsi qu'il suit, et « s'exerce avant tout autre : 1^o *pour la contribution foncière* de l'année échue et de l'année courante, sur les « récoltes, fruits, loyers et revenus des biens immeubles « sujets à la contribution ».

L'article 32 de la loi du 22 frimaire an VII dispose : « Les *droits des déclarations de mutations par décès* « seront payés par les héritiers, donataires ou légataires. « — La nation aura action sur les revenus des biens à « déclarer, en quelques mains qu'ils se trouvent, pour le « paiement des droits dont il faudrait poursuivre le « recouvrement ». Ce texte est considéré comme établissant un privilège spécial au profit de l'État sur les revenus des biens à déclarer à l'enregistrement en cas de mutation par décès.

A ces privilèges mobiliers spéciaux de l'État doivent, en principe, être appliquées, pour la solution de la question du droit de suite, les mêmes règles qu'aux privilèges mobiliers spéciaux sans déplacement. Il faut cependant tenir compte de ce que les créances privilégiées de l'État peuvent souvent être connues des ayants cause particuliers du contribuable ; en particulier, tous créanciers attributaires de sûretés spéciales sur les biens de celui-ci ont dû prévoir la possibilité du concours et de la préférence de l'État sur les meubles affectés. Cette remarque est surtout vraie lorsqu'il s'agit de créances publiques régulièrement et périodiquement perçues :

telle la contribution foncière. — On peut rappeler, en outre, toutes les considérations que nous avons fait valoir en faveur de l'État, lorsque nous exposions les solutions relatives au droit de suite de l'État privilégié mobilier général. — On doit enfin tenir compte de ce fait : certaines règles spéciales s'imposent en matière de comptabilité publique ; l'État créancier de la majorité des citoyens ne peut être astreint à surveiller sans cesse les modifications qui peuvent se produire dans le patrimoine de ses débiteurs ; le fisc doit pouvoir, en fait, exercer ses poursuites à époques presque fixes, sans être taxé de négligence, sans rien perdre de ses droits, sans souffrir de certains actes de disposition accomplis par le contribuable. — Il est donc possible, au point de vue du droit de suite, de reconnaître à l'État une situation plus avantageuse que celle dont jouissent les privilégiés mobiliers spéciaux sans déplacement. Cette situation, quelle doit-elle être ?

Distinguons parmi les ayants cause particuliers d'un contribuable au préjudice desquels l'État prétend exercer ses privilèges : les ayants cause particuliers sur fruits, revenus, récoltes objets du privilège, les ayants cause particuliers sur les biens assujettis aux droits fiscaux ; et, dans chacune de ces catégories, séparons les créanciers spécialement garantis des acquéreurs de droit réel principal.

A tous *créanciers* spécialement garantis sur *fruits, revenus et récoltes*, l'État doit pouvoir opposer ses privilèges : ces créanciers peuvent être présumés de mauvaise foi, et l'on peut encore invoquer en faveur de l'État une sorte de *versio in rem* dont il serait l'auteur. — Les *acquéreurs de droit réel principal* sur les fruits et revenus seront primés par l'État s'ils ne sont en possession de bonne foi : la

bonne foi se déterminant d'après les conditions de l'action paulienne. Les possesseurs de bonne foi, au contraire, peuvent être déclarés à l'abri des évictions du chef de l'État : d'une part, nous savons qu'en matière d'acquisition de droit réel principal, la bonne foi ne disparaît pas par le seul fait de la connaissance d'un privilège spécial antérieur ; d'autre part, les fruits, revenus, récoltes étant choses fongibles et éminemment consommables, ne formant pas, du reste, la base et l'assiette de l'impôt, il paraît peu rationnel de maintenir le droit de suite de l'État à l'encontre d'un acquéreur de droit réel principal, possesseur de bonne foi.

Les *créanciers spécialement garantis sur biens assujettis* à la contribution foncière, aux droits de mutation par décès (créanciers hypothécaires ou privilégiés immobiliers) ne peuvent, pour les raisons sus-indiquées, se prévaloir de leur sûreté spéciale à l'encontre de l'État. Il en est de même des *acquéreurs de droit réel principal*, du moins en matière de contribution foncière : à raison de sa périodicité, celle-ci fait souvent l'objet d'une convention particulière dans les transmissions de propriété, et l'on peut présumer que l'acquéreur a consenti à l'acquitter ; d'autre part, c'est le bien assujetti lui-même, base et assiette de l'impôt, véritable débiteur, peut-on dire, qui a été transmis ; même en mains tierces il doit répondre du payement des arriérés.

En fait, on admet généralement que les privilèges de l'État pour recouvrement de la contribution foncière ou des droits de mutation par décès priment sur les fruits, récoltes, revenus, tout autre titre de sûreté spéciale (titres de gagiste, bailleur, rétentionnaire, créancier hypothécaire ou privilégié), mais qu'ils ne sont pas

opposables aux acquéreurs de droit réel, possesseurs de bonne foi des fruits, revenus et récoltes (1).

Le privilège pour la contribution foncière s'exerce, en outre, contre tout acquéreur, même possesseur de bonne foi, des immeubles grevés (2). Un avis du Conseil d'État du 14 septembre 1810, approuvé le 21 et ayant force de loi, a, au contraire, restreint, quant au droit de suite, la sphère d'application du privilège du Trésor : ce privilège ne peut être invoqué contre un tiers acquéreur possesseur de bonne foi des biens héréditaires.

§ 3. — *Du droit de suite des créanciers hypothécaires ou privilégiés sur meubles ou valeurs mobilières accessoires de leur gage immobilier.* — Les créanciers hypothécaires ou privilégiés spécialement garantis sur des meubles, im-

(1) *Privilège pour le recouvrement de la contribution foncière* : loi du 12 nov. 1808, art. 1^{er}-1^{er}; Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 263 bis, p. 311, texte et note 38; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, I, n^o 691; Guillouard, II, n^o 575, 581-583; Cass., 1^{er} août 1898 : S., 99, 1, 65. Cf. un arrêt déjà cité de Cass., 16 mai 1888 : S., 88, 1, 321.

Privilège pour le recouvrement des droits de mutation par décès. Voyez sur ce privilège : Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 263 bis, p. 299-301; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, I, n^o 656-660; Guillouard, II, n^o 570-574; Fuzier-Herman, *Code civ. annoté*, IV, p. 907-910, n^o 35-65; Nîmes, 9 février 1876 : S., 77, 2, 317; D., 76, 2, 217. Cf. Bordeaux, 18 févr. 1892 : D., 92, 2, 512. Cons. Wahl : *Étude sur le privilège du Trésor en matière de droits de mutation par décès*.

Lorsque, du reste, nous disons au texte que tout titre de sûreté spéciale cède devant l'exercice du privilège du Trésor pour droits de mutation par décès, nous n'entendons parler que des titres existant sur les biens de la succession du chef des successibles et légataires. Il est bien certain, par exemple, que les créanciers hypothécaires ou privilégiés sur les immeubles de la succession du chef du défunt, et bénéficiaires de l'immobilisation des fruits et revenus de ces immeubles doivent être, sur les fruits et revenus immobilisés, préférés au Trésor. Voyez sur ce dernier point et en ce sens : art. 2098, al. 2, C. civ.; Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 263 bis, p. 301, texte et note 11; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, I, n^o 658; Guillouard, II, n^o 573; Fuzier-Herman, *Code civ. annoté*, IV, p. 909, n^o 58. Cass., 24 juin 1857 : S., 57, 1, 438; Cass., 24 nov. 1869 : S., 70, 1, 88; D., 70, 1, 339; Grenoble, 28 janv. 1871 : S., 72, 2, 51; D., 72, 2, 46. Rapprochez Nîmes, 9 février 1876, précité.

(2) Loi du 12 nov. 1888, art. 1^{er}-1^{er}; Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 263 bis, p. 310, texte et note 34; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, I, n^o 689; Guillouard, II, n^o 577. Cass., 6 juillet 1852 : S., 52, 1, 533; Cass., 26 mai 1886 : S., 86, 1, 256; D., 87, 1, 296; Rouen, 1^{er} févr. 1893 : S., 93, 2, 132; D., 93, 2, 584.

meubles par destination, sur les valeurs mobilières diverses (récoltes, loyers) rattachées par la loi à leur gage immobilier, doivent, au point de vue du droit de suite, être rapprochés des créanciers privilégiés spéciaux nantis : la constitution juridique et économique de leur sûreté spéciale ne permet pas, en effet, de leur imposer la possession réelle des meubles accessoires immobiliers ; et, d'autre part, ils ont accompli les formalités légales supplétives de celle-ci. Leur situation est analogue à celle d'un bailleur privilégié sur les meubles de son locataire et possesseur par l'intermédiaire de l'immeuble loué. — Elle en diffère, cependant, sur un point important : le bailleur est directement privilégié sur les meubles garnissants, les créanciers hypothécaires ou privilégiés n'ont légalement droit que sur un immeuble ; ils ne sont préférés sur les meubles ou valeurs mobilières appartenant à leur débiteur que parce que celles-ci et ceux-là sont l'accessoire de leur garantie immobilière.

De la combinaison de ces deux idées : assimilation des créanciers privilégiés ou hypothécaires aux créanciers nantis, oblicité de leur droit de gage sur certains objets et valeurs mobiliers, dérivent tous les effets de leur hypothèque, de leur privilège au point de vue du droit de suite sur les meubles corporels ou incorporels affectés.

Assimilés aux créanciers nantis, les créanciers privilégiés ou hypothécaires doivent jouir du droit de suite. Ils l'exerceront dans sa plénitude aussi longtemps que les meubles, valeurs mobilières inclus dans leur gage immobilier conserveront le caractère d'accessoires de ce dernier. — Ils ne pourront, au contraire, s'en prévaloir lorsque ce caractère aura disparu. — Mais, alors,

on pourra poser la question de la survie du droit de préférence au droit de suite. Si l'on se prononce pour l'extinction simultanée des droits de suite et de préférence, les créanciers privilégiés ou hypothécaires ne pourront plus invoquer, à l'encontre des tiers acquéreurs de certains droits réels, que le moyen tiré de l'article 1167 du Code civil. Admet-on, au contraire, la survie du droit de préférence ? Ces mêmes créanciers deviennent privilégiés mobiliers spéciaux sans déplacement ; leur privilège mobilier spécial est donc opposable à tout ayant cause postérieur de leur débiteur non possesseur de bonne foi. *Exemple* : les récoltes non détachées, les bois non coupés, sont immeubles par nature (art. 520, 521 C. civ.) : jusqu'à la récolte, jusqu'à la coupe, les créanciers privilégiés ou hypothécaires sur un immeuble peuvent méconnaître les actes de disposition, accomplis par leur débiteur, par le tiers détenteur, sur récoltes encore pendantes ou non recueillies, bois non encore abattus au moment où ils exercent leurs poursuites. — Le fait de la récolte, de la coupe éteint le droit de suite qui leur appartenait en leur qualité de créanciers privilégiés ou hypothécaires immobiliers. — Mais l'on peut songer à maintenir à leur profit un droit de préférence sur les récoltes, sur les coupes mobilisées et ce droit de préférence sera facilement admis s'il s'agit d'une mobilisation qui compromet gravement la valeur de leur droit hypothécaire (coupe de futaie non aménagée). Leur accorde-t-on ce droit de préférence ? Ils sont alors de véritables privilégiés mobiliers spéciaux sans déplacement et peuvent opposer leur privilège à tout ayant cause postérieur de leur débiteur non possesseur de bonne foi. Le refus du droit de préférence, au contraire, ne leur permet d'exercer contre les tiers

acquéreurs de certains droits réels que l'action paulienne.

En fait, ces solutions nous paraissent résulter des textes législatifs eux-mêmes ou se dégager de l'ensemble des décisions soit doctrinales, soit jurisprudentielles sur la matière.

Les *bois futaies*, les *bâtimens*, dont la valeur réalisée a le caractère de *produit*, peuvent faire l'objet des poursuites des créanciers hypothécaires, jusqu'au moment de leur mobilisation (1). Celle-ci même laisse subsister au profit des créanciers hypothécaires un droit de préférence opposable à tout ayant cause du débiteur ou du tiers détenteur, non possesseur de bonne foi (2). La jurisprudence, la doctrine sont en ce sens.

« Les *récoltes* pendantes par les racines et les fruits « des arbres non encore recueillis sont *immeubles* » par leur nature (art. 520 C. civ.); « les *coupes ordinaires* « des bois taillis ou des futaies mises en coupes réglées, « ne deviennent meubles qu'au fur et à mesure que les « arbres sont *abattus* » (art. 521 C. civ.). Sur les récoltes non recueillies, sur les taillis non coupés, etc., et par argument des articles 520, 521 C. civ.), les créanciers hypothécaires ou privilégiés doivent être déclarés attributaires d'un droit de suite complet (3). Tout droit de suite

(1) Voyez : Chauveau, *Des meubles par anticipation*, *Rev. critique*, 1893, nouvelle série, t. XXII, p. 605-612; Valette, *De la règle que les meubles n'ont pas de suite par hypothèque*, *Mélanges de droit et de jurisprudence*, I, p. 258-262. Cf. Cass., 10 juin 1841 : S., 41, 1, 484, note Devilleneuve; D., 41, 1, 265. Limoges, 8 déc. 1852 : S., 52, 2, 687; D., 53, 2, 80. Rapprochez de la solution donnée au texte les articles 1120-1122 du Code civil allemand, qui consacrent la même décision.

(2) Voyez les études de MM. Chauveau et Valette, *op. et loc. cit.* Cf. art. 1120-1122 C. civ. allemand.

(3) La jurisprudence, les auteurs sont en sens contraire. Voyez : Chauveau, *op. et loc. cit.*; Valette, *op. cit.*, p. 262. Cass., 30 mars 1868 : S., 68, 1, 201; D., 68, 1, 417. Dijon, 6 juillet 1883 : S., 84, 2, 44. Rapprochez : Cass., 5 juillet 1880 : S., 81, 1, 105; D., 80, 1, 321; et sur renvoi, Chambéry, 17 août 1881 : S., 82, 2, 110;

disparaît au contraire par le fait de la récolte, de la mobilisation des taillis et des futaies aménagées. C'est ce qui résulte, à notre avis, de l'article 682 du Code de procédure civile : si la transcription de la saisie immobilière est nécessaire (art. 682 C. pr.) pour conférer aux créanciers privilégiés ou hypothécaires un droit de préférence sur les fruits naturels et industriels recueillis postérieurement, c'est qu'en principe la valeur des fruits détachés du sol n'est pas attribuée par préférence aux créanciers spécialement garantis sur l'immeuble qui les a produits (1).

Les meubles, *immeubles par destination*, font partie intégrante du fonds dont ils dépendent, aussi longtemps que ce dernier conserve la même destination et qu'eux-mêmes y demeurent affectés. Aussi, les arrêts décident-ils que la vente séparée des immeubles par destination au locataire d'un immeuble, lorsque ce locataire continue sur l'immeuble l'exploitation commencée par le propriétaire bailleur, ne soustrait pas les immeubles par destination aux poursuites des créanciers hypothécaires (2). La désaffectation d'un matériel d'exploitation, telle nous paraît être l'opinion de la doctrine et celle de la jurisprudence (voy. les considérants des arrêts cités en note) n'éteint pas non plus complètement les droits d'hypothèque ou privilège immobiliers : les bénéficiaires de ces garanties spéciales peuvent encore jouir

D., 82, 2, 148. — Mais les articles 520 et 521 C. civ., 682 C. pr. combinés nous paraissent commander la solution indiquée à notre texte. En notre sens, l'article 1120 du Code civil allemand.

(1) Cf. art. 2176 C. civ. La solution que nous fournissons par argument des articles 2176 C. civ., 682 C. pr. n'est pas contestée.

(2) Paris, 22 mai 1868, S., 68, 2, 253; D., 69, 2, 72. — Cass., 20 décembre 1875, S., 76, 1, 208; D., 76, 1, 343. Dans le même sens, Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 286, p. 701; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, II, n° 917, III, n° 1949; Chauveau, *op. et loc. cit.*; Guillouard, II, n° 664; Valette, *op. et loc. cit.*

d'un droit de préférence sur le prix de ce matériel, en conséquence d'un droit de suite, à l'encontre de tout tiers acquéreur de droit réel non possesseur de bonne foi (1).

Enfin, le *droit au paiement des loyers et fermages* considérés *in globo* constitue l'un des éléments essentiels de la valeur économique des immeubles, partant de leur valeur au point de vue hypothécaire ; il est donc affecté aux créanciers privilégiés ou hypothécaires immobiliers. D'autre part, à raison du caractère successif de leur cause juridique, les créances de loyers et fermages ne cessent pas d'être les accessoires de l'immeuble qui les produit par le seul fait d'une cession, d'une constitution de gage, consentie par le propriétaire bailleur, au profit d'un tiers acquéreur ou créancier gagiste ; l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 1690, 2075 C. civ. pour l'efficacité à l'égard des tiers d'une cession, d'un nantissement de créance, ne peut même produire cet effet d'investir le cessionnaire, le créancier gagiste d'un droit opposable aux créanciers privilégiés ou hypothécaires sur l'immeuble. — En fait, aujourd'hui et depuis la loi du 23 mars 1855, la jurisprudence est fixée en ce sens que la cession d'une somme équivalente à trois années de loyers et fermages non échus, ne peut nuire aux créanciers privilégiés ou hypothécaires dont les droits sont antérieurs à la cession. Malgré la cession ces créanciers peuvent donc réclamer une collocation par préférence sur les loyers et fermages échus postérieurement à la transcription d'une saisie immobi-

(1) Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 286, p. 701 ; Chauveau, *op. et loc. cit.* ; Valette, *op. et loc. cit.* Cass., 17 mai 1838, S., 38, 1, 869 ; D., 38, 1, 327. Bourges, 31 janvier 1843, S., 44, 2, 267 ; D., *Rép.*, v° *Biens*, n° 132, Cass., 21 novembre 1894 ; S., 96, 1, 230 ; D., 95, 1, 277.

lière et immobilisés par celle-ci (art. 685 C. pr.) (1). — On discute, au contraire, la question de l'effet des cessions de loyers et fermages de moins de trois ans. En les supposant signifiées au locataire (ou acceptées par lui) avant la transcription de la saisie immobilière, ces cessions sont-elles opposables aux créanciers spécialement garantis sur l'immeuble, ces derniers ne pouvant alors se prévaloir de l'article 685 C. pr. à l'encontre des cessionnaires : tel est le problème. Nous admettons, quant à nous, l'impossibilité, pour les créanciers privilégiés ou hypothécaires sur un immeuble de méconnaître les cessions dont il s'agit. Celles-ci ne s'appliquent pas, en effet, au droit au paiement des loyers et fermages considérés *in globo*, lequel seul est affecté en même temps que l'immeuble aux créanciers privilégiés ou hypothécaires ; elles sont devenues parfaites à l'égard des tiers par l'accomplissement des formalités de l'article 1690 C. civ. ; les cessionnaires nous paraissent fondés à exiger le maintien de leur droit au préjudice même des créanciers privilégiés ou hypothécaires (2).

Les solutions fournies en ce qui concerne les cessionnaires de créances de loyers et fermages doivent, du reste, être étendues aux acquéreurs d'un droit de gage sur celles-ci.

(1) Voyez : Riom, 11 décembre 1860, S., 62, 2, 415 ; Caen, 21 décembre 1874, D., 76, 2, 81 ; Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 286, p. 706 ; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, III, n° 2034.

(2) En notre sens : Rouen, 4 avril 1843, S., 43, 2, 413 ; Nîmes, 7 juillet 1852, S., 53, 2, 53 ; Cass., 6 mai 1867, S., 67, 1, 233 ; Tribunal de Bourges, 23 décembre 1887, *Pand. franç.*, 88, 2, 173 ; Caen, 6 juin 1893, D., 94, 2, 269 (*sol. impl.*) ; Paris, 24 décembre 1894, S., 97, 2, 1 ; D., 95, 2, 385 ; Bordeaux, 27 mars 1895, S., 97, 2, 1 ; D., 95, 2, 390 ; Proudhon, *De l'usufruit*, I, n° 87 ; Duvergier, *Du louage*, I, n° 464 ; Troplong, III, n° 777 ter ; Pont, I, n° 366 ; Wahl, *Observations*, S., 97, 2, 1. — En sens contraire : Angers, 16 février 1882, D., 83, 2, 219 ; Tribunal de la Seine, 4 février 1893, S., 97, 2, 1 ; Aubry et Rau, 5^e édit., III, § 286, p. 706, texte et note 21 ; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, III, n° 2036 ; Guillouard, III, n° 1606-1608.

Qu'il s'agisse, enfin, du droit de suite des créanciers privilégiés ou hypothécaires immobiliers sur récoltes, immeubles par destination, créances de loyers et fermages, il est susceptible de disparaître par une renonciation expresse ou tacite du bénéficiaire soit à sa garantie immobilière elle-même, soit seulement au droit de suite mobilier (1).

(1) Voyez : Rouen, 25 juillet 1873, S., 75, 2, 324; D., 75, 2, 7; Douai, 16 décembre 1886, S., 88, 2, 115; D., 88, 2, 43.

CONCLUSION

Nous croyons avoir rempli le programme que nous nous étions tracé. Nous avons établi l'existence en droit romain, la persistance dans notre ancien droit et notre législation moderne des principes de personnalité des privilèges mobiliers généraux, de réalité, sauf renonciation expresse ou tacite du bénéficiaire, des privilèges mobiliers spéciaux. L'application de ces principes à la question du droit de suite en matière de privilèges mobiliers dans notre droit actuel en a démontré la souplesse extrême et toute la convenance pratique.

Nous aurions atteint notre but si, par cette étude à la fois historique et pratique, nous avions réussi à faire sentir, malgré l'antinomie des formules qui les résument, l'harmonique unité des solutions consacrées par le droit romain, par nos anciens jurisconsultes et par la jurisprudence moderne.

Tout notre désir serait que de la lecture de ce travail se dégagât, maintenant, cette simple impression : le Droit n'est pas un jeu de l'arbitraire, un perpétuel flux et reflux de changements non ordonnés, ni son histoire une succession capricieuse des théories les plus disparates ; il existe un Droit général, d'application universelle, composé d'idées et de forces simples auxquelles

obéissent, à une époque quelconque, toutes les manifestations de l'esprit juridique. Ce sont les lois universelles du Droit qui par leurs combinaisons avec les idées sociales, les nécessités économiques actuelles des divers groupes humains, constituent, plus encore que les dispositions du droit positif, les véritables régulateurs de la vie et des transformations de la vie juridique.

VU :

ALBERT TISSIER.

VU :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 10 juin 1901.

Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM,

Correspondant de l'Institut.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	5
I. Énoncé du problème dont la discussion fera l'objet de cette étude.....	8
§ 1. — Des garanties mobilières désignées sous le nom de privilèges mobiliers.....	8
§ 2. — Des droits dont le conflit avec les privilèges mobiliers fait naître la question du droit de suite en matière de privilèges mobiliers.....	10
§ 3. — Énoncé du problème à discuter.....	18
II. Doctrines actuelles. — Système proposé.....	19
§ 1. — Doctrines actuelles.....	19
§ 2. — Système proposé.....	20

PREMIÈRE PARTIE

Historique

CHAPITRE PREMIER. — Les privilèges mobiliers et le droit de suite en droit romain.....	23
PREMIÈRE SECTION. — Les équivalents juridiques des privilèges mobiliers du Droit français en Droit romain : <i>privilegia inter personales actiones</i> , action en revendication du vendeur non payé, hypothèques mobilières.....	24
DEUXIÈME SECTION. — Le droit de suite en matière d'équivalents juridiques des privilèges mobiliers de la législation française.....	30
§ 1. — Du droit de suite en matière de <i>privilegia inter personales actiones</i>	30
§ 2. — Du droit de suite en matière d'action en revendication du vendeur non payé, en matière d'hypothèques mobilières.....	31
TROISIÈME SECTION. — Critique des solutions romaines.....	37
I. Valeur théorique du système romain.....	37
II. Valeur pratique.....	44

CHAPITRE II. — Ancien Droit.....	54
PREMIÈRE SECTION. — Solutions admises par l'ancien Droit dans la question du droit de suite en matière de privilèges mobiliers.....	55
§ 1. — En matière de privilèges mobiliers généraux.....	55
§ 2. — En matière d'action en revendication du vendeur d'effets mobiliers non payé.....	56
§ 3. — En matière de privilèges mobiliers spéciaux ..	56
DEUXIÈME SECTION. — Théorie du droit de suite en matière de privilèges mobiliers dans notre ancien Droit...	60

DEUXIÈME PARTIE

Droit actuel

CHAPITRE PREMIER. — Exposé et critique des doctrines actuelles.....	72
PREMIÈRE SECTION. — Exposé.....	73
§ 1. — De la théorie de M. Planiol : Dans la question du droit de suite en matière de privilèges mobiliers on ne peut formuler de principe général.....	73
§ 2. — Du système de MM. Aubry et Rau : Le droit de suite ne peut être reconnu au profit des privilégiés mobiliers généraux ou spéciaux..	74
§ 3. — De la théorie de M. Beudant : Le droit de suite appartient aux privilégiés sur certains meubles, sauf toutefois l'application de la règle « <i>En fait de meubles, possession vaut titre</i> ».	75
DEUXIÈME SECTION. — Critique.....	76
I. Des diverses classifications des privilèges mobiliers (privilèges fondés sur un droit de rétention, sur une idée de gage tacite ou de création et conservation de valeur). Critique au point de vue de la question du droit de suite	78
II. Critique des divers systèmes exposés.	83
§ 1. — Du système de M. Planiol.....	83
§ 2. — Du système de MM. Aubry et Rau.....	83
§ 3. — De celui de M. Beudant.....	86
CHAPITRE II. — Du droit de suite en matière de privilèges mobiliers : Développement du système proposé.....	119
PREMIÈRE SECTION. — Du droit de suite en matière de privilèges mobiliers généraux.....	119

DEUXIÈME SECTION. — Du droit de suite en matière de privilèges mobiliers spéciaux.....		126
I. Étude générale.....		128
§ 1. — Les privilèges mobiliers spéciaux comportent le droit de suite		128
§ 2. — Le droit de suite reconnu aux privilégiés mobiliers spéciaux disparaît ou ne comporte que des effets restreints dans l'hypothèse de renonciation expresse ou tacite du privilégié, soit à son privilège, soit à son droit de suite.....		135
II. Étude de quelques hypothèses particulières.....		144
§ 1. — Du droit de suite sur les navires.....		144
§ 2. — Du droit de suite de l'État pour recouvrement de la contribution foncière et des droits de mutation par décès.....		147
§ 3. — Du droit de suite des créanciers privilégiés ou hypothécaires sur un immeuble, sur les meubles corporels ou incorporels accessoires légaux de leur gage immobilier.....		150
CONCLUSION.		159

